

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE TRAITÉ D'UTRECHT

ET

LES POLÉMIQUES DU COMMERCE ANGLAIS

THESE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 9 Décembre 1909, à 1 h. 1/2.

PAR

JEHAN MAINTRIEU

LICENCIÉ ÈS LETTRES



Président : M. DESCHAMPS, *professeur.*

Suffragants : { MM. LESEUR, *professeur.*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *agrégé*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t), PARIS

1909

INTRODUCTION

En 1713 la Grande-Bretagne et la France, en même temps qu'elles concluaient la paix à Utrecht, signaient un traité de commerce. Les deux nations consentaient à mettre un terme à la lutte économique, qui depuis un demi-siècle avait arrêté presque complètement leurs échanges et elles établissaient entre leurs sujets la « liberté réciproque » du commerce. Mais cet accord souleva en Angleterre une agitation considérable. Les fabricants et les marchands protestèrent avec la plus grande énergie contre l'abandon des mesures prohibitives à l'égard de la France. Soutenus par le parti whig, ils menèrent une vive campagne pour obtenir du Parlement qu'il ne sanctionnât pas le traité. La politique économique du gouvernement tory fut d'autre part énergiquement défendue ; plusieurs écrivains, parmi lesquels le célèbre Daniel Defoe, s'efforcèrent de calmer les alarmes et de dissiper les préjugés. Des pamphlets, des journaux parurent, où se livrèrent autour du traité de vives polémiques. Finalement la victoire resta aux classes commerçantes, le Parle-

ment refusa de modifier les tarifs prohibitifs sur les marchandises françaises et le traité ne fut jamais appliqué.

C'est ce débat entre les défenseurs des plus jalouses prescriptions du mercantilisme et les premiers avocats d'une politique plus libérale, ce prologue de la lutte entre le protectionnisme et le libre-échange que nous nous proposons d'étudier.

Dans un premier chapitre nous rappellerons comment les négociants anglais ont formulé la doctrine de la balance du commerce et assuré l'application de leur politique économique vis-à-vis de la France. Nous noterons en même temps le mouvement de réaction contre le mercantilisme et les tendances libérales du parti tory.

Le second chapitre sera consacré au traité de commerce d'Utrecht, sa préparation, sa négociation et à l'examen de ses clauses économiques.

Faire connaître le mouvement d'opposition au traité, analyser quels sont, dans les pétitions, les brochures diverses et le *British Merchant*, les principaux arguments contre le libre-échange avec la France, sera l'objet du troisième chapitre.

Dans le quatrième nous exposerons le plaidoyer de Defoe et du *Mercator* en faveur du traité.

L'échec de la politique commerciale du gouvernement tory sera examiné dans un cinquième chapitre.

Enfin nous chercherons en terminant à tirer quelques conclusions générales de ces polémiques

Pour cette étude nous nous sommes servis exclu-

sivement des documents originaux, conservés presque tous au British Museum. Forbonnais a publié une « traduction libre » d'un des journaux, sous ce titre : *Le Négotiant anglois*. Cet ouvrage nous permet de connaître dans ses points les plus intéressants une partie des polémiques. Mais il ne saurait en aucune façon dispenser de recourir aux textes anglais. Nous osons espérer que ces recherches nous vaudront quelque indulgence pour les lacunes de notre travail.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

I. — Sources

1^o JOURNAUX

Mercator or Commerce Retrieved, Being Considerations on the State of British Trade... 181 numéros, du 26 mai 1713 au 20 juillet 1714 feuille simple (Il en existe une collection complète au British Museum, une autre à la « Bodleian Library » d'Oxford).

The British Merchant or Commerce Preserved, in answer to the Mercator or Commerce Retrieved, 7 août 1713-27 juillet 1714 (Il ne reste plus au British Museum qu'un certain nombre de numéros, de 38 à 93).

The British Merchant... containing the sentiments of the most eminent and judicious merchants of the city of London concerning the Trade and Commerce of these Kingdoms, more particularly that which relates to France, Spain and Portugal, and illustrated with Notes and Maxims useful to Trade in general. Originally composed by a body of Merchants (whose names are mentioned in the Preface) and published by M. Charles King. 3 gr. vol. in-8°, London, 1721; 2^e édition, 3 pet. vol. in-8°, 1743; 3^e édition, 1748 (1).

Le Négotiant anglois, traduction libre du livre intitulé The British Merchant. 2 vol., Dresde, 1743 (Véron de Forbonnais).

1. Nous citons d'après la 3^e édition, dont un exemplaire se trouve à la Bibliothèque Nationale. En tout point semblable à la 2^e édition, elle ne nous a pas paru différer essentiellement de celle de 1721, sauf par le format; cependant la préface ne contient pas la liste des souscripteurs du journal.

DAVENANT. — The Political and Commercial Works... collected and revised by S. Ch. Whitworth. London, 1771, 5 vol. in-8°.

DEFOE. — Works... edited by W. Hazlitt. London, 1840, 3 vol. in-4°.

SOMERS. — A collection of scarce and valuable Tracts. 2^e édition, London, 1809-1815, vol. XIII.

Early English tracts on commerce, edited by Mac Culloch. London, 1859.

Actes, mémoires et autres pièces authentiques concernant la paix d'Utrecht. Utrecht, 1713, 6 vol.

Traitez de paix et de commerce, navigation et marine entre la France et l'Angleterre, conclus à Utrecht le 11 avril 1713. Paris 1713.

BOLINGBROKE. — Letters and Correspondance public and private... ed. G. Parke. London, 1798, t. III et IV.

BOLINGBROKE. — Lettres historiques, politiques... éd. Grimaard. Paris. 1803, 3 vol.

Reports from the Committees of the House of Commons. 1803, vol. I, 1715-1745.

The History and Defence of the Last Parliament. London, 1713.

The History of the Third Session of the last Parliament. London, 1713.

A short History of the Parliament. London, 1713,

The History and Proceedings of the House of Commons from the Restoration to the present time. London, Chandler, 1742, t. IV et V.

COBBETT. — Parliamentary History of England. London, 1810, t. VI.

Statutes of the Realm, t. V-VII.

II. — Ouvrages consultés

AMÉ. — Etudes sur les tarifs de douane et les traités de commerce. Paris, 1876, t. I.

ANDERSON. — An historical and chronological deduction of the origin of commerce. London, 1764, 2 vol.

ANISSON-DUPÉRON. — Essai sur les traités de commerce de Methuen (1703) et de 1786, dans leurs rapports avec la liberté commerciale. Paris, 1847.

- ASHLEY. — Tory origin of free trade policy, in *Quarterly Journal of Economics*, vol. XI, july 1897. Boston.
- *Surveys historic and economic*. London, 1900.
- BELJAME. — *Le public et les hommes de lettres en Angleterre au XVIII^e siècle*. Paris, 1881.
- BOYER. — *The History of Queen Anne*. London, 1735.
- BROSCH. — *Lord Bolingbroke und die Whigs und die Tories seiner zeit*. Frankfür, 1883.
- BURNET. — *History of his own time*. réédition Oxford, 1833, t. VI.
- BUTENVAL (His de). — *Précis historique et économique du traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne signé à Versailles le 26 septembre 1786*. Paris, 1869.
- Calendar of Treasury Papers, 1720-1728*.
- CHALMERS. — *An Estimate of the comparative strength of Great Britain*. London, 1802.
- *Collection of treaties between Great Britain and the other powers* London, 1790, vol. I.
- CHILD. — *Traité sur le commerce*, trad. Vincent de Gournay. Paris. 1754.
- CLÉMENT. — *Histoire du système protecteur*. Paris, 1854.
- CUNNINGHAM. — *The Growth of english industry and commerce*. — *Modern Times : Part I. Mercantile System*. Cambridge, 1907.
- Dictionnary of national biography*, v^o DEFOE, KING. . . .
- DUBOIS. — *Précis de l'histoire des doctrines économiques*. Paris, 1903, t. I.
- Encyclopædia Britannica*, v^o DEFOE. . . .
- GEE. — *Trade and Navigation of Great Britain considered*, 6^e édition, Glasgow, 1735. — *Considérations sur le commerce et la navigation de la Grande-Bretagne* (trad. de J.-B. de Secondat). Amsterdam, 1750.
- HAUTERIVE et Cussy. — *Recueils des traités de commerce et de navigation*. Paris, 1834-1844, 10 vol.
- HEWINS. — *English Trade and Finance*. London, 1892.
- LAVISSE. — *Histoire de France*, t. VII et VIII. Paris, 1908.
- LECKY. — *History of England in eighteenth Century* n. ed. London, 1892, t. I.
- LEE. — *Daniel Defoe, his life and recently discovered writings*. London, 1869, t. I.
- MACPHERSON. — *Annals of commerce*. London, 1805, t. II et III.
- MAC CULLOCH. — *The literature of political economy*. London, 1845.

- MAHON (L^d, earl Stanhope). — History of England from the peace of Utrecht to the peace of Aix-la-Chapelle. London, 1839, t. I.
- MACLEOD. — The history of economics. London, 1896.
- MINTO. — Daniel Defoe. London, 1879.
- NICHOLS. — Literary anecdotes of the eighteenth Century. London, 1812-1815, t. I.
- OLDMIXON. — History of England. London, 1735.
- PALGRAVE (Inglis). — Dictionary of political economy. London, 1892, 3 vol.
- PETTY. — Œuvres économiques, trad. Dussauze et Pasquier. Paris, 1905, 2 vol.
- SAVARY. — Dictionnaire universel du commerce. Paris, 1723.
- SCHACHT. — Der theoretische Gehalt des englischen Merkantilismus (inaug. diss. Kiel). Berlin, 1900.
- SCHERER. — Histoire du commerce de toutes les nations depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, trad. Richelot et Vogel. Paris, 1857, t. II.
- SCHMOLLER. — Principes d'économie politique, trad. Platon. Paris, 1905.
- Grundriss der Allgemeiner Volkswirtschaftslehre, t. II. Leipzig, 1902.
- SCHORER. — Der english-französische Handelsvertrag vom Jahre 1713 (inaug. diss.). München, 1900.
- SEELEY. — L'Expansion de l'Angleterre, trad. Baille et Rambaud. Paris, 1885.
- SÉGUR-DUPEYRON. — Histoire d'un traité de paix et d'un traité de commerce conclus entre la France et l'Angleterre. Paris, 1842.
- Histoire des négociations commerciales et maritimes de la France au XVIII^e et au XVIII^e siècles. Paris, 1872, 3 vol.
- SHILLINGTON and WALLIS CHAPMAN. — The commercial relations of England and Portugal. London, 1901.
- SMITH (Adam). — An Enquiry to the nature and the causes of the Wealth of Nations, préf. Mac. Culloch. Edimburgh, 1838.
- SMITH (John). — Chronicum Rusticum Commerciale or Memoirs of Wool. London, 1747, 2 vol.
- TINDAL. — Continuation of Rapin's History of England. London, 1744, t. III.
- WOŁOWSKI. — La liberté commerciale et les résultats du traité de commerce de 1860. Paris, 1869.
- WRIGHT. — The life of Daniel Defoe. London, 1894.

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE DE LA BALANCE DU COMMERCE ET LA LUTTE ÉCONOMIQUE CONTRE LA FRANCE

Pendant deux siècles, la doctrine de la balance du commerce règne en Angleterre et elle constitue la base de la politique économique poursuivie par cette nation. Les riches marchands de Londres lui donnent sa première formule, la défendent dans leurs écrits et veillent jalousement à l'application des principes mercantilistes.

Cette théorie apparaît au début comme une réaction contre les expédients inutiles et vexatoires, au moyen desquels les Etats tentaient d'attirer et de maintenir chez eux l'or et l'argent. — Misselden, membre de la Compagnie des Marchands Aventuriers, et Thomas Mun, fameux négociant trafiquant avec l'Italie et l'Orient, montrent que le commerce est la véritable source de l'enrichissement des nations. Les pays, qui n'ont pas de mines, peuvent par leurs échanges se procurer de grandes quantités de métaux précieux. Il suffit que le chiffre total de

leurs importations soit inférieur, à celui de leurs exportations et fasse apparaître un excédent de créances sur les dettes, un solde en numéraire leur fait alors nécessairement retour. Pour augmenter leur trésor, les gouvernements doivent prendre les mesures susceptibles de développer la vente de leurs produits manufacturés à l'étranger.

Mais les mercantilistes vont plus loin. Ils ne se contentent pas d'exiger une balance favorable dans l'ensemble des transactions intervenues entre la nation et les autres pays. Décomposant le commerce en ses divers éléments, ils recherchent quelles branches offrent un excédent d'exportations et quelles branches se soldent par un excédent d'importations et ils examinent les moyens d'encourager les unes et de décourager les autres. Ils consultent les tableaux de douane pour connaître surtout si les relations avec chaque contrée prise isolément sont avantageuses ou ruineuses. La balance du commerce apparaît comme un index infallible de l'infériorité économique de la nation vis-à-vis de ses rivales. Encouragements à l'industrie et à la marine marchande, réglementations, édits somptuaires et surtout tarifs douaniers protecteurs et prohibitions d'exporter les matières premières sont invoqués comme les procédés les plus efficaces pour obtenir avec chaque peuple un commerce avantageux.

Une question se pose sans cesse : « Est-ce que l'Angleterre gagne ou perd dans ses échanges avec telle de ses voisines ? ». La plupart des brochures et des

pamphlets répondent en agitant le fantôme d'une balance défavorable. L'*England's Interest* de Fortrey et le *Britania Languens* dont l'auteur est resté inconnu, les ouvrages de Locke et ceux de Pollexfen sont une série de lamentations sur la ruine prochaine de l'Angleterre. Les importations françaises drainent toutes les réserves d'or et d'argent et privent le peuple de ses moyens de subsistance ; la Hollande se dresse comme une rivale dans toutes les branches de l'activité économique, mais surtout en cherchant à s'assurer le monopole des transports maritimes ; les marchandises des Indes font une concurrence redoutable aux manufactures britanniques. La littérature mercantiliste est presque tout entière dominée par cet esprit de jalousie commerciale ; au juste souci de développer l'industrie nationale, elle joint celui de restreindre autant qu'il est possible les relations avec les Etats riches et puissants.

Les classes commerçantes assurent la stricte application de la politique qu'ils préconisent dans leurs écrits. A la fin du xviii^e siècle, elles acquièrent une influence considérable et le pouvoir passe entre leurs mains (1). Elles constituent l'élément principal du parti whig, qui triomphe de la résistance des Stuarts. Les membres des grandes compagnies privilégiées, les riches capitalistes fondateurs de la banque d'Angleterre sont les fidèles soutiens du

1. Lecky, *Hist. of England*, éd. 1892, t. I, p. 233-251.

régime nouveau. Dès le début, les Whigs se posent comme les champions du commerce et de l'industrie britanniques et les avocats zélés d'un protectionnisme sévère (1). Sous leur domination, l'Angleterre s'abandonne sans réserve au système mercantiliste. Le Parlement vote les lois les plus prohibitives contre les branches de commerce qui font concurrence aux manufactures nationales.

C'est contre la France surtout que se manifeste l'esprit de jalousie commerciale. Dans le dernier tiers du xvii^e siècle, l'envie admirative que suscitait la prospérité de la Hollande fait place peu à peu à une violente hostilité contre la nation que Colbert rendait si prospère et si puissante. Et c'est à la France que l'Angleterre applique avec le plus de rigueur sa politique prohibitionniste. Une longue guerre économique s'engage entre les deux peuples qui luttent pour la suprématie commerciale.

La notion d'une balance défavorable avec la France semble en effet généralement admise. Elle est « affirmée dans plusieurs ouvrages et mémoires présentés au roi, à son conseil et aux deux Chambres du Parlement » (2). Des comptes basés beaucoup plus sur des conjectures que sur des chiffres exacts établissent que l'Angleterre doit verser chaque année des sommes supérieures à un million de livres. Les désavantages du commerce avec la France sont alors le

1. Cunningham, *Growth of Engl. ind. Mod. Times*, p. I, p. 457 et s.

2. Davenant, *Report. Works*, t. V, p. 364.

lieu commun de toutes les discussions économiques et des polémiques de parti.

C'est surtout dans l'*England's interest* que se trouvent exprimées les plaintes contre les importations françaises (1). Fortrey insiste sur la décadence de l'industrie britannique et les funestes conséquences pour la richesse de la nation. « Si nous examinons, dit-il, les vastes sommes d'argent que nous enlèvent chaque année les Français, soit pour des marchandises que nous pourrions aussi bien produire nous-mêmes, soit pour d'autres dont nous ferions mieux, en général, de nous passer », nous verrons que « notre trésor ne tardera pas à être épuisé et notre peuple ruiné » (2). En effet, il présente une liste d'importations françaises (soieries, rubans, plumes, gants et autres objets de luxe, papier, toile, vins et eaux-de-vie), dont la valeur monte à 2.600.000 livres sterling (3), tandis que « les marchandises exportées annuellement en France, consistant principalement en draps de laine, serges, plomb, étain, charbon, ne montent pas à plus de 1.000.000 livres. D'où il est évident que notre commerce avec la France nous cause au moins une perte de 1.600.000 livres » (4).

1. De là vient le succès persistant de cette mince brochure. Publiée en 1553, elle fut rééditée en 1673, au moment où se manifestait plus vivement l'hostilité contre la France. En 1713 les adversaires du traité de commerce la publient à nouveau. Enfin une quatrième édition coïncide avec l'époque où Georges II recommence la lutte contre la France.

2. *England's interest and improvement*, p. 17.

3. *Op. cit.*, p. 17-19.

4. *Op. cit.*, p. 19.

« Ce n'est pas un préjudice que de perdre un commerce qu'il est ruineux de conserver (1) ».

Fortrey écrivait en 1663, alors que Colbert commençait à peine à appliquer ses principes de politique économique et il attribuait la balance défavorable à l'engouement de la cour de Charles II et de la nation pour les marchandises françaises et il suppliait le roi de « devenir un modèle pour son peuple, au lieu d'adopter les fantaisies et les modes des autres pays, surtout quand cela lui cause tant de préjudice » (2). Mais les tarifs de 1664 et de 1667 ne tardèrent pas à donner un fondement plus solide aux réclamations contre le commerce de France. Le tarif de 1664 atteignait la plupart des marchandises habituellement importées d'Angleterre. C'était toutefois « un tarif modéré qui n'interrompt pas le commerce entre les deux royaumes » (3) puisqu'il ne frappait pas les marchandises d'une taxe supérieure à 10 0/0 de la valeur. Tout autre fut le tarif de 1667 ; Colbert doublait les droits sur les tissus de laine, la branche la plus importante de l'industrie britannique ; le droit sur la douzaine de bas monte de 3 l. 10 s. à 8 l. ; le droit sur la pièce de drap fin de 40 l. à 80 l. ; le droit sur le cent pesant de bonnets de laine de 8 l. à 20 l. Les protestations les plus vives s'élevèrent en Angleterre comme en Hollande ; on se plaignait que les exportations n'étaient plus que la cinquantième

1. *Op. cit.*, p. 21.

2. *Op. cit.*, p. 20.

3. *Mercator*, n° 1, col. 4.

partie de ce qu'elles étaient autrefois. Mais les manufactures françaises n'étaient pas seulement protégées par les nouvelles taxes, elles étaient stimulées par tous les encouragements possibles : des ouvriers anglais attirés à prix d'argent apportaient en Languedoc les procédés des draps « Londiens et Mahons » pour les marchés d'Orient (1) ; des privilèges, des subventions, des prêts, assuraient le développement des industries nouvelles. L'Angleterre était ainsi privée d'un débouché important pour ses produits et elle se voyait disputer ce qu'elle considérait depuis Edouard III comme son monopole, la fabrication des étoffes de laine.

Mais la notion d'une balance défavorable avec la France n'est pas seulement répandue parmi les négociants menacés par la politique de Colbert, elle devient le mot d'ordre de tous les adversaires de la Cour. Charles II a abandonné les grands desseins de Cromwell, il a vendu Dunkerque à Louis XIV ; ses besoins pressants d'argent, ses luttes contre le Parlement, ses projets religieux l'entraînent dans l'orbite de la France, au grand mécontentement d'une partie de son peuple. Aussi « plusieurs bons patriotes voyant la Cour se jeter fatalement dans le parti et la politique de la France, pensèrent que le meilleur moyen de réveiller les Anglais était de les alarmer sur le danger où ils étaient de perdre leur

1. Ségur-Dupeyron, *Hist. du nég. com.*, t. I, p. 168 et s. ; Clément, *Histoire du système protecteur*, p. 16 et s.

commerce et pour cette raison, rien ne fut si commun que de crier que l'Angleterre était ruinée par la balance considérable, qui était en faveur de la France... Quand de grandes sommes d'argent furent demandées au Parlement pour faire une guerre vigoureuse contre la France, cette balance fut invoquée par ceux qui avaient l'intention de troubler et d'attaquer le gouvernement » (1). Les Whigs firent des représailles douanières contre la France, une de leurs plus importantes revendications. « Il y avait une union intime entre les desseins politiques du parti whig et le plan économique de protéger l'industrie nationale » (2).

En 1674 un groupe de marchands de Londres fut consulté sur un projet de traité de commerce avec la France. Ils publièrent un document qui eut un retentissement considérable sur la politique économique de l'Angleterre. « C'était un tableau du commerce, tel qu'il se fait actuellement entre l'Angleterre et la France pour les produits naturels et manufacturés de chaque pays et calculé aussi exactement que possible (3) ». Le mouvement des exportations et des importations apparaissait ainsi de la Saint-Michel 1668 à la Saint-Michel 1669 (nous donnons les chiffres en résumé) :

1. Davenant, *Works*, V, p. 363-64.

2. Cunningham, *op. cit.*, p. 406.

3. Ce document est reproduit dans presque tous les pamphlets contre le commerce de France. V. *British Merchant*, t. I, p. 156-161; *Le Négotiant anglois*, t. I, p. 230-6; *Cobbett's Parliamentary Hist.*, IV, app. XI, col. CXV et s.

Marchandises exportées d'Angleterre en France

Lainages exportés par le port de	
Londres	63.466 l.
Lainages exportés par les autres	
ports, 1/3 de cette somme . .	24.155 l. 6 s. 8 d.
Plombs, étains, peaux et autres	
marchandises	86.400
Total des exportations . .	171.021 l. 6 s. 8 d.

Marchandises importées de France en Angleterre

Toiles et soieries	807.250 l. 4 s.
Vins et eaux-de-vie	217.500
Papiers, peaux, sel, etc. . . .	111.400
Total des importations .	1.136.150 l. 4 s.
	171.021 6 8 d.
Balance en faveur de la France. .	965.128 l. 4 s. 4 d.

Ce document était signé par quatorze marchands de Londres qui comptaient les principaux chefs du parti fanatique de la cité, les frères Houblon, Papillon, Toriano, etc., habiles négociants avec l'étranger, directeurs de la banque d'Angleterre et adversaires passionnés de la Cour. Mais comme il était présenté aux « Lords Commissaires du commerce », il possédait l'autorité d'un document officiel.

Les Communes furent vivement impressionnées par le tableau terrifiant qui leur était soumis. Elles demandèrent au souverain de frapper les marchandises françaises d'une prohibition absolue et de déclarer la guerre à Louis XIV. Les sommes énormes que la France enlevait chaque année au royaume l'enri-

chissaient en ruinant l'Angleterre ; mieux valait les employer à tenter de réduire par les armes la puissance française. Charles II ne put obtenir des subsides, que sous la forme de mesures douanières contre la nation alliée. Enfin en 1678, le Parlement vota un « Acte pour lever de l'argent par capitation afin de permettre au roi d'entrer en guerre avec la France et pour prohiber pour trois ans à venir et jusqu'à la session suivante du Parlement, l'importation en Angleterre de toutes les marchandises quelles qu'elles soient » (1).

Le préambule de la loi s'exprimait ainsi : « Comme il a été démontré par une longue expérience que l'importation par la France de vins, eaux-de-vie, toiles, soieries, sel et papiers et autres marchandises produites ou manufacturées dans le territoire ou les possessions du roi de France a grandement épuisé le trésor de cette nation, diminué la valeur des produits et marchandises du pays et causé un grand préjudice au commerce en général, qu'il soit décidé que..... ». Ce préambule devint la charte des classes industrielles et commerçantes adversaires de la France et la prohibition de 1678 fut considérée longtemps comme une date remarquable de l'histoire économique de l'Angleterre (2). C'était le point de départ de son évolution industrielle, comme l'Acte

1. 29 et 30 Car. II *Statutes of the Realm*, V, 852 ; Macpherson, *Annals of Commerce*, II, p. 593 ; Ségur-Dupeyron, *Nég. Com.*, I, p. 400.

2. Smith, *Memoirs of Wool*, t. I, préf.

de Navigation avait été le fondement de sa puissance maritime.

Le gouvernement de Charles II demanda en vain aux Communes de rapporter l'acte de prohibition. En 1681 le Parlement déclara ennemis de l'Etat les commissaires et officiers des douanes qui laissaient violer cette loi ; il manifesta une si vive opposition, qu'il fut dissous sept jours après sa réunion et ne fut plus convoqué jusqu'à la fin du règne. C'est seulement à l'accession au trône de Jacques II, en 1685, qu'une majorité tory parvint à remplacer l'interdiction absolue par une série de taxes douanières élevées. Mais ce régime ne devait pas durer longtemps.

La Révolution de 1688 et le triomphe définitif du parti whig amenèrent une véritable guerre économique entre l'Angleterre et la France. Le nouveau gouvernement commença par remettre en vigueur la prohibition contre les marchandises françaises en reproduisant le même préambule (1). Il répondait ainsi à l'augmentation des droits sur les étoffes de laine que venaient d'édicter les successeurs de Colbert. Le roi d'Angleterre cherchait en même temps à établir le blocus général des ports français, il signait avec les Provinces-Unies une convention interdisant aux sujets des deux nations de trafiquer avec ceux de France. Ces mesures ne faisaient

1. Guil et Mar., c. 34, *Statutes of the Realm*, VI, 38 ; Cunningham, *op. cit.*, p. 459.

d'ailleurs que de précéder les hostilités de l'Europe coalisée contre la France (1).

Dès lors les relations entre l'Angleterre et la France furent presque complètement interrompues. Les besoins d'argent pour entretenir les armées sur le continent firent préférer à la prohibition absolue des droits très élevés sur les marchandises françaises. En 1695 les vins furent frappés d'un droit de 25 l. par tonneau et les eaux-de-vie d'un droit de 30 à 60 l. par tonneau, quant aux autres marchandises, elles furent grevées à perpétuité de taxes 25 0/0 plus élevées que celles fixées par le *Book of rates*. Les subsides accordés par le Parlement au roi Guillaume et à la reine Anne se présentaient sous la forme de surtaxes douanières. Mais en 1704 l'acte de 1678 fut renouvelé avec le même préambule. De son côté Louis XIV, par un arrêt du Conseil du 6 septembre 1701, interdit l'entrée des principales marchandises anglaises (draps et étoffes de laine, cuirs, coutellerie, soieries, plomb, étain etc.) et plaça les négociants anglais venant en France, dans la même position que celle qui était faite aux Français par la législation anglaise.

La lutte se poursuivait non seulement par l'imposition de tarifs et de prohibitions, mais aussi sur les champs de bataille. La Grande-Bretagne entre dans les coalitions contre la France, surtout pour des motifs économiques. Elle « est à la fois commerçante

1. Macpherson, *Annals of comm.*, II, p. 637.

et guerrière.... Pendant toute cette période, le commerce conduit naturellement à la guerre et la guerre nourrit le commerce » (1). Les négociants anglais refusent de reconnaître le duc d'Anjou comme roi d'Espagne, parce qu'ils craignent de voir la France s'emparer du commerce des plus riches des Antilles, de celui du Pérou et du Mexique, les deux pays de l'or et fermer le nouveau monde aux flottes et aux produits britanniques.

L'un des actes les plus importants de la lutte entreprise par l'Angleterre contre sa rivale fut la conclusion du traité de commerce avec le Portugal en 1703. Cet accord négocié par John Methuen était inspiré par la jalousie envers la France. Politiquement c'était « un appât offert au Portugal pour l'entraîner dans la Grande Alliance » (2), mais on doit ajouter « appât d'un bénéfice considérable pour celui qui l'offrait » (3). Economiquement, c'était la parfaite « illustration » des principes mercantilistes et l'achèvement de la politique commerciale poursuivie par le gouvernement anglais. La Grande-Bretagne en s'engageant vis-à-vis du Portugal à maintenir des droits prohibitifs sur les vins français, obtenait un libre débouché pour ses étoffes de laine. Elle parvenait à faire ouvrir ce marché partiellement fermé aux manufactures anglaises, sans autre concession que la promesse de ne pas

1. Seeley, *L'Expansion de l'Angleterre*, p. 132.

2. Hewins, *English Trade*, p. 129.

3. Shillington and Chapman, *The commercial relations of England and Portugal*, p. 224.

abandonner les mesures que son intérêt lui avait dictées contre la France.

En effet par l'article 1^{er} le roi de Portugal promettait « d'admettre pour toujours dans son royaume les draps de laine et les autres étoffes de laine de la Grande-Bretagne sur le même pied qu'avant les prohibitions », c'est-à-dire avec un droit de 15 0/0. Dans l'article 2, la reine de la Grande-Bretagne « s'oblige d'admettre pour toujours les vins du cru du Portugal et de façon que lesdits vins soit en tonneaux, soit en barriques ne payent jamais d'autres droits de douane, ni quelqu'autre impôt que ce soit direct ou indirect, que ceux que l'on percevra sur la même quantité de vins de France, en diminuant un tiers en faveur de ceux du Portugal, que l'Angleterre et la France soient en paix ou en guerre. Et si en aucun temps on porte atteinte de quelque manière que ce soit à cette déduction ou remise ci-dessus mentionnée, Sa Majesté le roi de Portugal sera en droit de prohiber de nouveau les draps de laine et les autres étoffes de laine de la Grande-Bretagne ». C'est par ce nouveau coup porté au commerce français que l'Angleterre cherchait à stimuler son industrie et à développer ses exportations.

L'esprit mercantiliste le plus étroit prévaut donc en Angleterre au début du xviii^e siècle et il applique ses plus rigoureuses mesures à la France. Entre les deux nations, il n'y a pratiquement d'échanges que ceux opérés par une contrebande effrénée.

Mais cette façon de considérer et d'appliquer la

doctrine de la balance du commerce ne fut pas acceptée par tous. Des esprits remarquables critiquent la valeur trop absolue attachée aux chiffres de la douane et s'élèvent contre les abus des réglementations et les excès du protectionnisme. Une conception plus large de la politique à poursuivre pour développer le commerce se forme, préparant la voie à un régime économique plus libéral.

Les écrivains les plus distingués refusent de voir dans les tableaux des entrées et des sorties de marchandises un index infaillible de la prospérité de la nation. Ils ne pensent pas que l'on puisse fixer d'une manière précise s'il y a excédent des importations sur les exportations et encore moins en déduire que le commerce est désavantageux avec tel ou tel peuple. Ainsi Child reconnaît que la balance du commerce est « un flambeau qui peut nous éclairer sur les moyens de conduire et d'étendre notre négoce pour l'avantage public » (1). Mais il critique la méthode ordinairement suivie pour l'apprécier ; il montre combien elle « est défectueuse quant au commerce en général par la difficulté et même l'impossibilité d'avoir des états vrais et exacts, tant de la valeur que de la quantité des marchandises exportées et importées » (2) ; car les registres de douanes ne contiennent pas les marchandises entrées en fraude et ne donnent aucune indication sur les valeurs, sans

1. Child, *Traité sur le comm.*, tr. V. de Gournay, 1754, p. 313.

2. *Op. cit.*, p. 315.

compter « les divers accidents qui arrivent dans le commerce ». De plus cette méthode est « fautive, relativement à chaque branche particulière de commerce », parce qu'on « ne peut juger d'aucune branche de commerce particulière relativement au profit ou à la perte que la nation y fait, en ne regardant que cette branche de commerce seule et isolée, mais qu'il en faut juger par le rapport qu'elle a avec le commerce général du royaume » (1). Davenant a recours aux mêmes arguments « Il peut sembler que nous perdons par la balance, en un endroit, mais peut-être ce commerce devient-il la cause d'un autre deux fois plus profitable. Critiquer la marche d'une seule roue sans connaître ni voir comment la machine marche, c'est agir mal à propos » (2).

Nicolas Barbon et Dudley North accentuent encore la réaction contre les préjugés mercantilistes et ils montrent en particulier combien sont peu fondées les plaintes relatives au commerce avec la France. Le premier de ces auteurs dans son *Discourse on Coining* s'exprime ainsi : « Il n'y a rien de si difficile que de découvrir la balance du commerce dans une nation et de savoir s'il y a jamais eu ou s'il peut y avoir un tableau exact de la balance du commerce entre une nation et une autre. Ceux qui croient pouvoir découvrir la balance du commerce, le font en prenant l'évaluation du commerce de plusieurs

1. *Op. cit.*, p. 323-324.

2. Davenant, *Works*, I, 335.

années entre deux nations et pensent qu'on peut l'obtenir par l'examen des comptes des livres de douanes et donnent souvent comme exemple le commerce de France et en conséquence protestent beaucoup contre le commerce de France, quoique peut-être, tout bien considéré, le commerce de France est aussi profitable à la nation que tout autre commerce étranger, ce qu'on pourrait démontrer, si c'était utile pour ce débat. Mais découvrir la balance par les livres de douanes est une méthode très incertaine de calculer » (1).

Les prohibitions sont sévèrement condamnées. William Petty dénonce comme inutiles et nuisibles les droits de douane élevés qui frappent les marchandises étrangères. Il propose de les remplacer par des droits de tonnage et de leur donner le caractère d'une prime d'assurance contre les risques de mer (2) ; ou bien il demande de les réduire à n'être plus que de simples droits de statistique « pour permettre de garder un compte du commerce étranger et de sa balance » (3). Barbon affirme qu'aucune sorte de marchandise ne doit être entièrement prohibée » et que « plus le commerce sera libre, plus la nation prospérera ».

Est-ce déjà la théorie du libre échange qui apparaît en cette fin du xvii^e siècle ? Sans doute chez ces auteurs on trouve maintes formules, qui semblent déjà ren-

1. Cité d'après Ashley, *Surveys hist. and econ.*, p. 294.

2. Petty, *Œuvres économiques* tr. fr., p. 59-60.

3. *Op. cit.*, p. 135.

fermer toute la doctrine libérale. Les œuvres de Davenant, de North surtout, nous offrent de nombreux passages que l'on pourrait interpréter comme une adhésion absolue au système, que fera triompher Adam Smith. Cependant la plupart des écrivains de cette période se contentent de poser quelques principes généraux, sans en dégager une théorie. Ils ne répudient pas entièrement la doctrine de la balance du commerce, la critiquant beaucoup plus dans son application que dans son principe. De même ils sont loin de repousser toute idée de protection. Petty comme Barbon jugent encore nécessaire que « les objets étrangers prêts et mûrs pour la consommation ne puissent être vendus qu'un peu plus cher que les mêmes produits cultivés et fabriqués dans le pays » (1). Ils ne composent point de traités scientifiques ; leur but est avant tout pratique : dévoiler les méfaits causés par la politique mercantiliste et proposer les remèdes nécessaires.

Presque tous ceux qui participaient à ce mouvement de réaction, mercantilistes modérés ou précurseurs du libéralisme, appartenaient au parti tory (2). Child était directeur de l'« East India Company ». Barbon approuvait le gouvernement des Stuarts et North le défendait au Parlement. Davenant dans ses nombreux écrits combattit les principes politiques et économiques des Whigs.

1. Petty, p. 58.

2. Ashley, « The tory origin of free trade policy » dans *Surveys historic and economic*, p. 268.

Le parti, qui s'appuyait sur la noblesse foncière et les grandes masses de la population agricole et également sur un petit groupe de négociants éclairés se livrant au grand commerce d'exportation, se vit, par nécessité autant peut-être que par conviction, amené « dès sa naissance à prêcher les bienfaits du libre-échange et à faire fi de la théorie de la balance, quand il ne pouvait la réfuter ». Il devait en effet répondre aux réclamations du parti whig, qui avait fait de la guerre économique contre la France le principal article de son programme. En 1677 paraît une brochure intitulée : « *Le grand Bonheur de l'Angleterre, ou Dialogue entre contents et mécontents où il est démontré qu'une grande partie de nos plaintes sont sans fondement et que nous avons plus de richesses maintenant que nous n'en avons jamais eues avant la Restauration de sa Sacrée Majesté, par un fervent ami de son Roi et de son Pays* » (1). Le titre seul indique le but que poursuivait l'auteur en cherchant à dissiper les préjugés des adversaires de la Cour.

Les ministres de Charles II avaient cherché à conclure un traité de commerce avec la France. Ils avaient présenté un projet en 1669 qui échoua et tenté maintes fois de reprendre les négociations (2). Ils s'étaient vainement opposés à l'Acte de 1678 et n'avaient pas veillé à sa stricte application. Le Parlement qui fut élu au début du règne de Jacques II était presque

1. *England's Great Happiness*. C'est à cette brochure que répondra en 1680 le *Britannia Languens*.

2. Ségur-Dupeyron, *Négociations commerciales*, I, p. 180.

exclusivement composé de Tories ; il comprenait parmi ses membres, Davenant et Dudley North, ce dernier comme président du comité des subsides. Aussi parvint-il à suspendre la prohibition absolue, qui frappait les marchandises françaises. Le jour où les Tories revinrent au pouvoir, ils devaient naturellement tenter de faire triompher une politique commerciale moins jalouse. Les Whigs de leur côté devaient persister à défendre les mesures les plus rigoureuses à l'égard de la France. Dans les vives polémiques qui s'élevèrent autour du traité d'Utrecht, les deux partis allaient rester fidèles à leurs anciennes traditions.

CHAPITRE II

LE TRAITÉ DE COMMERCE D'UTRECHT

En 1710 l'Angleterre fatiguée de la guerre appela au pouvoir les Tories. Harley, politicien ambitieux et sans scrupule, devenait Lord Trésorier ; Henry Saint-John, bientôt vicomte Bolingbroke entra dans le ministère comme secrétaire d'Etat et ne tardait pas à y occuper la première place. Le nouveau gouvernement allait poursuivre son grand dessein : la paix avec la France. Il consentait à laisser à Philippe V la couronne d'Espagne et demandait en échange des débouchés avantageux pour le commerce britannique, dans le nouveau monde, en acquérant de riches colonies, et en France, en mettant fin à la guerre économique.

Bolingbroke engageait les négociations commerciales « comme un homme d'Etat plutôt que comme un marchand ». Il voulait dissiper la « mésintelligence entre les deux nations » et « les sentiments qui à la plus légère occasion entraîneraient l'Angleterre dans une guerre avec la France. Or le moyen

le plus sûr de les prévenir est certainement d'établir un commerce libre et avantageux entre les deux nations. Il n'y a rien qui unisse comme l'intérêt et lorsqu'une fois notre nation aura senti les avantages du commerce avec la France sous des règlements équitables, les artifices du whiggisme n'auront plus aucun effet sur elle » (1). C'est donc surtout pour faire triompher les vues de son parti, que Bolingbroke poursuivit la conclusion du traité de commerce et du traité de paix (2).

Pour la préparation du traité de commerce, Bolingbroke et Harley s'appuyèrent surtout sur Arthur Moore. Cet habile négociant, d'humble origine et devenu membre de la commission du commerce et des colonies, fut chargé de rédiger les diverses clauses. C'est notamment à lui que sont dus les fameux articles 8 et 9 et le principe de la nation la plus favorisée. Aussi fut-il désigné à la fureur des partis et vivement attaqué dans les pamphlets (3).

Les commissaires du commerce depuis la conférence de Gertruydenberg étudiaient les bases d'un traité de commerce. Ils consultaient les compagnies

1. Bolingbroke, *Letters*, IV, p. 152-153.

2. « Le « movens et agens » dans les négociations était du côté de l'Angleterre, uniquement la politique de parti. » Brosch, Lord Bolingbroke, p. 60 ; Schorer, *Der Handelsvertrag*, vom. J. 1713, p. 26.

3. Voir notamment : *A Letter to the Hon. A. M.*, avec cette épigraphe « Vendidit hic auro patriam » ; Burnet, *Hist. of his own time* (éd. Oxf. 1833), VI, p. 162 et s. ; *Dict. of National biography*, XXXVIII, p. 340.

et les diverses corporations de négociants et de fabricants et prenaient acte de leurs revendications. Les classes industrielles et commerçantes s'accordaient à réclamer la libre admission en France des étoffes de laine et des produits de la Grande-Bretagne, des denrées et marchandises des colonies anglaises et des pays étrangers, Turquie et Indes Orientales. En mars 1711, Bolingbroke soumit aux commissaires le projet de traité élaboré par Moore. Ceux-ci l'examinèrent et demandèrent à l'inspecteur général des exportations et des importations de « déposer les comptes annuels pour les dix dernières années et confirmés exacts par serment des importations et des exportations de toutes les marchandises entrées et sorties du royaume, avec observations sur l'état annuel de la balance du commerce avec les pays étrangers et l'augmentation du fret » (1).

Davenant, dans son rapport à la commission du commerce (2), montre combien il est difficile de connaître le véritable état des échanges entre l'Angleterre et la France, alors qu'ils suivaient leur cours normal. Depuis 1696 on a créé la charge d'inspecteur des exportations et des importations, mais pour les années antérieures, il ne reste plus aucun registre des déclarations de douane. D'après un document

1. Davenant, *Works*, V, p. 347.

2. Le rapport comprend deux parties, la première consacrée au commerce avec la France, la seconde au commerce avec la Hollande et les autres pays. Il est reproduit dans l'édition Whitworth des œuvres de Davenant, V, 347 et s.

manuscrit, où ne sont pas insérées les marchandises réexportées, on peut constater que les importations dépassent les exportations de 272.641 l. en 1662 et de 432.884 l. en 1668. De 1698 à 1702, il y a au contraire excédent des exportations, 244.976 l. en faveur de l'Angleterre. Davenant considère les protestations contre le commerce de France, comme des manœuvres de l'opposition, désireuse de voir le gouvernement poursuivre une politique plus nationale. Il montre en relevant quelques erreurs du tableau du commerce de 1674, que « les comptes relatifs aux importations de France n'étaient pas justement établis, mais calculés de façon à plaire à ceux qui n'aimaient pas le commerce de France, plutôt qu'à découvrir la vérité » (1). « On ne peut savoir à quel degré les Français l'ont emporté sur nous dans la balance et puisque dans les évaluations présentées de temps en temps au public, les marchandises anglaises exportées étaient évaluées au prix coûtant ici et les marchandises françaises importées au prix de vente à Londres, comprenant les droits de douane, le fret, etc., il ne devait pas y avoir une différence considérable de valeur entre les marchandises que nous transportions là-bas et celles que nous en rapportons » (2). La frappe de la monnaie, les progrès de l'industrie britannique, le faible intérêt de l'argent étaient des symptômes infaillibles de la prospérité de l'Angleterre.

1. Davenant, *Works*, V, p. 367.

2. *Op. cit.*, p. 373.

Le rapport critique en même temps la doctrine de la balance du commerce, qui est à la base de la politique jalouse contre la France. Davenant se demande « jusqu'où la différence entre les exportations et les importations peut être considérée comme une règle certaine pour juger si un pays gagne ou perd par son commerce » (1). Et il formule un certain nombre de propositions où apparaît une doctrine, sinon dégagée de tous les préjugés mercantilistes, du moins nettement opposée au sévère protectionnisme en vigueur.

« 1. Il est absolument impossible d'établir exactement la balance entre un pays et un autre, tous les commerces étant mutuellement dépendants l'un de l'autre, et si une nation gagne par l'ensemble de son commerce, ce qu'on peut voir dans une grande variété de cas, cette nation a moins à considérer l'état des importations et des exportations entre elle et les autres pays qu'à surveiller les taxes, que ses voisins établissent sur ses importations et à fixer proportionnellement de nouvelles impositions sur ce qu'elle reçoit de ce pays, particulièrement si ses voisins en usent avec elle avec une insigne rigueur. »

« 2. Bien que souvent il puisse sembler y avoir une balance défavorable importante entre nous et la France, on ne peut en aucune façon affirmer que tout est perte pour l'Angleterre, puisque nous devons en déduire ce que nous aurions importé d'un autre pays pour notre consommation nécessaire, tels que

1. *Op. cit* , p. 376.

vins, toile, soies, et autres marchandises, dont quelques-unes peuvent venir de France à meilleur marché que des autres endroits. »

« 3. En fixant des droits et des prohibitions, on doit bien examiner si notre peuple se privera réellement de plusieurs consommations de luxe, sinon vous les achèterez avec un grand désavantage. »

« 4. Les droits élevés et les prohibitions, non seulement brisent quelques-uns des chaînons de la chaîne du commerce, mais finissent généralement par une guerre entre les nations qui en usent fréquemment avec de grandes explosions de colère. »

« 5. Le meilleur moyen de mettre un terme au commerce ruineux sont les lois somptuaires et le bon exemple de la Cour qui peuvent effectivement décourager les modes étrangères et l'usage des vêtements étrangers. »

« 6. Un pays, dont la richesse et la puissance dépendent beaucoup de l'extension de ses affaires à tout le monde connu, doit, si possible, éviter de perdre son trafic avec un pays considérable. L'Angleterre devrait être considérée comme un négociant en gros, qui doit posséder les marchandises qui peuvent plaire à toutes sortes de marchands et nous devrions avoir une grande variété de marchandises pour assortir nos cargaisons, ce qui ne peut être obtenu, tant qu'il y a une lacune, telle que l'interruption du commerce avec une nation comme la France, riche en tant de produits naturels et artificiels. »

« 7. Si tous les commerces n'étaient pas aussi

enchaînés l'un à l'autre dans une nation, nous pourrions avec sécurité prohiber ou entraver les échanges avec les pays avec lesquels nous pouvons perdre, mais il est douteux que cela puisse se faire sans apporter un trouble aux autres parties de notre commerce général » (1).

Davenant demande en conséquence que l'Angleterre renonce à la politique désastreuse qu'elle a suivie. « Il n'y a pas d'idée plus vaine que de penser que le commerce puisse être dirigé et circonscrit artificiellement ; il faut le laisser prendre son cours naturel et ne pas l'interrompre par des prohibitions ou des droits équivalents à des prohibitions, à moins de provocations des autres pays. Ceux qui pensent développer le commerce de leurs propres produits par un découragement universel des marchandises étrangères se trouveront dans la suite n'avoir qu'un commerce faible ou nul et leurs marchandises leur resteront sans valeur entre les mains » (2).

Le rapport conclut en faveur du rétablissement des échanges avec la France. L'Angleterre obtiendra la suppression de tous les édits et tarifs, qui empêchent la libre admission de ses étoffes de laine et des marchandises des Indes et laissera les Français introduire sous de faibles taxes leurs vins et leurs eaux-de-vie, leurs soieries et leurs toiles. « Si les deux royaumes peuvent s'entendre sur des droits justes

1. Davenant, *Works*, V, p. 378-381.

2. *Op. cit.*, p. 388.

et égaux sur leurs marchandises respectives, un libre-échange avec la France ne peut être dangereux pour l'Angleterre et quant à une balance favorable, elle appartiendra à la nation, qui a les ports les plus commodes, dont le peuple est le plus industrieux ou le plus habile dans les affaires commerciales et qui abonde le plus en produits naturels ou artificiels, nécessaires aux besoins généraux et aux agréments de la vie » (1).

Pendant que la commission examinait les termes d'un « juste traité de commerce », les conversations avaient commencé entre Londres et Versailles, bientôt suivies de négociations secrètes entre Prior et Mesnager. Dans les préliminaires signés le 27 septembre 1711, la conclusion d'un traité de commerce et la diminution des droits sur les produits de l'industrie anglaise figuraient en seconde ligne après la reconnaissance de la reine Anne et de la succession protestante (2). Quand la conférence fut réunie à Utrecht, en janvier 1712, « les demandes spécifiques de Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne pour ce qui regarde la France », contenaient cette clause : « Les plénipotentiaires de la France entreront en négociation dès à présent avec ceux de la Grande-Bretagne,

1. *Op. cit.*, V, p. 383. Il n'est pas exact de soutenir que Davenant « après son retour à un emploi officiel n'osa plus troubler les idées économiques courantes » (Inglis Palgrave, *Dict. of pol. écon.*, I, v^o Davenant). Il eut au contraire l'occasion de collaborer à la première tentative de politique libérale.

2. *A report from the Committee of Secrecy*, appendice IV, p. 45.

pour faire un traité de commerce entre les deux royaumes » (1). Dans un mémorial du 24 mai 1712, Bolingbroke envoyait les propositions de la reine, pour résoudre « les difficultés qui empêchent de donner la dernière main au traité de commerce entre les deux nations » : — 1. « Qu'en cas de désaccord sur les points en discussion relatifs au commerce, des commissaires soient nommés de chaque côté qui se réuniront à Londres pour examiner et régler les droits et impositions à payer dans chaque royaume. — 2. Qu'aucun privilège ou avantage, en ce qui concerne le commerce de France ne sera accordé à une nation étrangère, sans être en même temps accordé aux sujets de la reine de Grande-Bretagne » (2). L'acceptation par le roi de France de ces deux points, n'empêcha pas l'interruption des négociations.

Elles furent reprises à Paris à la fin de 1712 par les envoyés Shrewsbury et Prior. Le 28 décembre Prior faisait part à Bolingbroke de ses conférences avec Torcy et Desmarais. Le mémoire remis aux ministres français « comme une sorte de texte pour leurs discussions et un fondement pour un futur traité », propose que « les Anglais soient traités à l'égard de leurs droits en France sur le pied de l'*amicissima gens* et que les Français soient traités en Angleterre de la même manière » (3). La lutte se poursuivit longtemps sur cette question de la nation

1. *Actes concernant la paix d'Utrecht*, I, p. 156.

2. *Report*, appendice XXII, p. 63.

3. Bolingbroke, *Letters*, III, p. 240.

la plus favorisée (1). La France reconnaissait que le fondement était bon, mais que la conséquence ne répondait pas au principe. Elle consentait à revenir à son ancien tarif de 1664, mais elle demandait que l'Angleterre fit subir une diminution correspondante à ses taxes d'importation, que ce règlement fût envoyé à des commissaires, ou que du moins plusieurs espèces de marchandises fussent exceptées du tarif de 1664 (2). Plutôt que le principe de l'*amicissima gens*, les ministres français cherchaient à faire prévaloir « une référence réciproque à l'année et au tarif de 1664 » (3). Bolingbroke se refuse à croire que « les Français agissent honnêtement et sagement » (4). Il presse Torcy d'en finir dans une lettre du 20 janvier ; il s'exprime ainsi : « Je souhaite pour mille raisons une prompte conclusion de la paix, mais je la souhaite principalement, parce que je vois que chez nous les esprits commencent à se lasser de l'incertitude ». Si à l'ouverture du Parlement, la négociation est encore en suspens, « les malintentionnés auront beau jeu et, ce que je regarde comme le comble des malheurs, les bien-intentionnés se trouveront peut-être obligés de suivre les sentiments des autres » (5).

Des concessions réciproques amenèrent enfin

1. Schorer, *Der Handelsvertrag*, von S. 1713, p. 31 et s.

2. Bolingbroke, *Letters*, III, p. 244.

3. *Op. cit.*, III, p. 301.

4. *Op. cit.*, III, p. 302.

5. *Op. cit.*, III, p. 328.

l'accord complet. Le 4 février Bolingbroke écrivait : « La reine est extrêmement satisfaite de voir la question du commerce réglée et par là même tous ses différends avec la France solutionnés » (1). Et le 31 mars (9 avril, nouveau style) (2), la paix fut définitivement conclue à Utrecht et les plénipotentiaires français et anglais échangèrent leurs signatures sur le traité de navigation et de commerce.

« Il a été convenu », dit l'article 1^{er}, « entre le Sérénissime et très Puissant Roi Très Chrétien et la Sérénissime et très Puissante Reine de Grande-Bretagne, qu'il y aurait entre leurs sujets de part et d'autre, une liberté réciproque et en toute manière absolue de navigation et de commerce dans tous et chacun des royaumes, Etats, provinces et terres de l'obéissance de Leurs Majestés, pour toutes et chacune sorte de marchandises dans les lieux, aux conditions, en la manière et en la forme qu'il est réglé et établi dans les articles suivants » (3)

Nous ne pouvons examiner comment ce principe de liberté réciproque et absolue a été appliqué dans les nombreuses clauses du traité relatives au traitement des commerçants et des étrangers en général. Qu'il nous suffise de rappeler les points les plus inté-

1. *Op. cit.*, III, p. 351.

2. L'Angleterre n'avait pas encore adopté le calendrier grégorien, toutes les dates sont donc celles de l'ancien style.

3. Le texte du traité de commerce est reproduit dans le *British Merchant*, t. I, p. 36-111 et le *Négotiant anglois*, I, p. 60-160; V. Chalmers, *A collection of treaties*, I, p. 390 et s.; Hauterive et Cussy, *Recueil des traités de commerce et de navigation*, t. II, p. 45 et s.

ressants. Les sujets des deux souverains ont dans l'un et l'autre Etat toute faculté de séjourner (art. 4) et d'y exercer leur commerce, sauf en ce qui concerne la vente de détail et ne seront nullement inquiétés pour leur religion (art. 5). En cas de rupture de la paix, ils jouiront d'un terme de six mois pour se retirer avec leurs familles, leurs biens et leurs marchandises (art. 2). Ils ne pourront exercer aucun acte d'hostilité ni de violence les uns contre les autres, tant sur terre que sur mer (art. 3). Ils verront cesser en leur faveur les anciens droits d'aubaine (art. 13) et ils obtiennent la suppression de tout droit d'embargo sur leurs navires et leurs marchandises et toute liberté pour charger et décharger celles-ci (art. 12).

Il nous est encore moins permis d'insister sur les règles posées pour la navigation, l'adoption du principe que « les vaisseaux libres rendent les marchandises libres (art. 17) et que les marchandises sur vaisseau ennemi seront réputées ennemies (art. 27), la détermination des marchandises de contrebande (art. 18-20), la réglementation du droit de visite (art. 24-26), de la conduite et du jugement des prises (art. 30 et 40). Sont également fixées les conditions exigées pour l'armement en course, lettres de marque et cautionnement (art. 21-29) et le droit d'épaves est supprimé (art. 33).

Les stipulations essentielles du traité étaient celles qui réglaient les échanges entre les deux nations. C'était la partie la plus importante de l'œuvre de

Bolingbroke, celle aussi que l'Angleterre commerçante allait énergiquement repousser. Les articles 8 et 9 faisaient tomber les barrières que l'Angleterre et la France avaient jalousement élevées contre les marchandises l'une de l'autre ; le premier en faisant prévaloir entre les deux pays le traitement de la nation la plus favorisée, le second en déterminant la suppression des prohibitions et la réduction des droits d'entrée.

Art. 8. — De plus on est convenu et il a été établi pour règle générale que tous et chacun des sujets du Sérénissime Roi Très Chrétien et de la Sérénissime Reine de la Grande-Bretagne, useront et jouiront respectivement dans toutes les terres et lieux de leur obéissance, des mêmes privilèges, libertés et immunités, sans aucune exception, dont use et jouit, on pourra user et jouir à l'avenir la nation la plus amie, par rapport aux droits, douanes et impositions, quels qu'ils soient, à l'égard des personnes, marchandises, effets, navires, fret, matelots et tout ce qui concerne la navigation et le commerce et qu'ils jouiront de la même faveur en toutes choses, tant dans les cours de justice que dans tout ce qui regarde le commerce et tout autre droit.

Art. 9. — On est de plus convenu que, dans l'espace de deux mois depuis qu'il aura été fait une loi dans la Grande-Bretagne, par laquelle il sera suffisamment pourvu à ce qu'il ne soit exigé, sur les effets et les marchandises qui seront portées de France dans la Grande-Bretagne, aucuns impôts ou droits plus

grands que ceux qui se lèvent sur les effets et marchandises de la même nature qui y sont apportés de quelque pays que ce soit, situé dans l'Europe; et que toutes les lois faites dans la Grande-Bretagne depuis l'année 1664, pour défendre le transport de quelques effets ou marchandises venant de France, qui n'avaient point été défendus avant ladite année, soient abrogées; alors le tarif général fait en France le 18 septembre 1664 sera derechef observé dans ce royaume, et les droits que les sujets de la Grande-Bretagne doivent payer pour les effets et marchandises, qu'ils apporteront en France ou qu'ils en tireront, seront réglés, suivant la teneur dudit tarif, sans excéder la manière établie suivant ledit tarif pour les provinces dont il est fait mention. Quant aux autres provinces, les droits n'y seront levés que suivant la règle prescrite en ce temps-là; toutes les dépenses, tarifs, édits, déclarations ou arrêts postérieurs à l'année 1664, faits en France et contraires au tarif de ladite année, en ce qui concerne les effets et les marchandises de la Grande-Bretagne seront abrogés. Et comme on insiste de la part de la France que quelques marchandises, savoir : celles de laine, le sucre, les poissons salés et ce qui provient de la baleine, soient exceptées de la règle du susdit tarif et qu'il y a d'autres points qui regardent ce traité, proposés de la part de la Grande-Bretagne et dont il n'a pas encore été convenu de part et d'autre, de tous lesquels la spécification est contenue dans un acte séparé, signé des Ambassadeurs extraordinaires,

Plénipotentiaires du Roi Très Chrétien et de la Reine de la Grande-Bretagne, on est convenu et demeuré d'accord de part et d'autre par ce présent article, que dans l'espace de deux mois à compter de l'échange des ratifications de ce traité, les commissaires de part et d'autre s'assembleront à Londres pour examiner et résoudre les difficultés sur les marchandises à excepter du tarif de l'année 1664 et sur les autres points qui ne sont pas encore assez développés, comme il est dit ci-dessus; et les mêmes commissaires donneront pareillement leurs soins conformément à l'intérêt des deux nations, à bien examiner les avantages réciproques du commerce, à lever tous les embarras sur ce sujet, à trouver et à établir de part et d'autre des moyens justes et utiles pour modérer réciproquement les droits. Bien entendu que tous et chacun des articles de ce traité demeureront en attendant dans leur pleine vigueur et principalement que rien ne pourra empêcher, sous quelque prétexte que ce soit, que l'avantage du tarif général de l'année 1664 soit accordé aux sujets de la Grande-Bretagne et qu'ils en jouissent sans aucun embarras ou retardement dans l'espace de deux mois, après que la loi dont il a été parlé ci-dessus aura été publiée dans la Grande-Bretagne, dans la forme et manière aussi ample que les sujets de la nation la plus amie jouiront du même tarif, sans qu'aucune chose à faire ou à discuter par lesdits commissaires le puissent empêcher. »

D'autres facilités étaient encore accordées aux

échanges entre les deux nations. L'article 10 autorisait l'Angleterre à importer en France le tabac préparé ou non préparé, sous les mêmes droits « dont jouit ou pourra jouir à son entrée en France le même tabac, de quelque crû qu'il soit, de l'Europe ou de l'Amérique, et supprimant le monopole, accordait aux sujets des deux nations « une liberté égale d'en vendre » et les soumettait aux mêmes lois. L'article 11 abrogeait « l'impôt de 50 sols tournois par tonneau mis en France sur les navires de Grande-Bretagne » et le droit de 5 sols sterling par tonneau imposé dans la Grande-Bretagne sur les navires français.

Les importantes stipulations des articles 8 et 9 peuvent se résumer en ces quatre points principaux : 1. Les deux Etats se garantissaient le traitement de la nation la plus favorisée, étendant à leurs sujets réciproques tous les privilèges commerciaux dont jouissaient ou pourraient jouir les sujets d'un autre pays. 2. L'Angleterre rappelait toutes les prohibitions édictées depuis l'année 1664 contre les marchandises françaises, mais elle se contentait de réduire les droits sur le pied des droits acquittés par les marchandises de la nation la plus amie. 3. La France, au contraire, accordait à l'Angleterre le tarif de 1664, elle en exceptait toutefois quatre espèces de marchandises. 4. Une commission devait se réunir à Londres pour régler la question des marchandises exceptées et divers autres points qui n'étaient pas encore définitivement résolus. Une convention signée

en même temps que le traité déterminait le programme de cette commission.

La France avait tenu à soustraire au tarif de 1664 un certain nombre de marchandises. Bolingbroke demanda à Prior de faire en sorte que l'exception fût strictement précisée. « Pour éviter toute erreur et toute ambiguïté qui pourraient résulter des termes trop généraux » une convention annexe fut signée le 28 avril (9 mai) relativement aux quatre espèces de marchandises.

Article 1^{er}. — La baleine coupée et apprêtée, les fanons et les huiles de baleine payeront à toutes les entrées du royaume les droits portés par le tarif du 7 décembre 1699.

Art. 2. — Les draps, ratines et serges seront sujets aux mêmes droits du tarif du 7 décembre 1699 et pour en faciliter le commerce, il sera permis de les faire entrer par Saint-Valery-sur-Somme, par Rouen et par Bordeaux, où ces étoffes seront sujettes à la visite de la même manière que celles qui se fabriquent dans le royaume.

Art. 3. — On ne pourra apporter dans le royaume que le poisson salé en baril et il sera à levé toutes les entrées du royaume, pays et terres de l'obéissance du roi, même des ports francs, les droits d'abord et de consommation, ordonnés avant le tarif de 1664 et en outre 40 livres par leth composé de douze barils pesant chacun 300 livres pour le droit d'entrée, laquelle entrée ne sera permise que par Saint-Valery-sur-Somme, Rouen, Nantes, Libourne et Bor-

deaux et demeurera interdite par tous les autres havres et ports, tant de la Mer océane que de la Méditerranée.

Art. 4. — Le sucre raffiné en pain ou en poudre, candis, blanc et brun payera les droits portés par le tarif du 7 décembre 1699.

Tel est le traité de commerce de 1713. On peut saisir tout le progrès qu'il accomplissait dans la voie du libre-échange, si on le compare d'une part au traité de Methuen, et si d'autre part on considère qu'il fut fidèlement reproduit par le traité de 1786, « qui jeta les bases du traité franco-anglais de 1860, et par là même du traité franco-prussien de 1862 et de tout un réseau de traités de commerce avec le principe de la nation la plus favorisée » (1). En 1703 « l'Angleterre avait obtenu certains avantages du Portugal, en accordant à ce pays des privilèges spéciaux dans sa lutte avec la France » (2). En 1713 pour la première fois, le traitement de la nation la plus favorisée devenait le fondement d'un traité de commerce et s'étendait aux clauses relatives aux taxes de douane comme aux droits des personnes. Auparavant les Etats n'avaient eu recours entre eux qu'à des stipulations accordant sur un point ou un autre à leurs sujets réciproques l'égalité de traitement ou le traitement national (3). Le nouveau principe était contraire aux

1. Schorer, *Der englisch-französische Handelsvertrag*, p. 3.

2. Hewins, *English Trade*, p. 138.

3. Hauterive et Cussy, *Recueil des traités de commerce*.

préceptes jaloux du mercantilisme et devait devenir d'une application courante.

Mais on ne saurait voir dans le traité d'Utrecht un traité vraiment conforme à la doctrine du libre-échange. Cette doctrine elle-même ne faisait que s'ébaucher. L'Angleterre avait profité de ses succès dans la guerre pour se faire octroyer par la France le tarif de 1664, elle consentait sans doute à la suppression des prohibitions et des droits additionnels sur les marchandises françaises, mais les tarifs payés par la nation la plus favorisée, qu'elle devait appliquer à ces marchandises, restaient très considérables. Les industries anglaises semblaient encore rigoureusement protégées.

Le traité n'en devait pas moins rencontrer la plus vive opposition. Le Parlement anglais par ses privilèges en matière financière était maître d'appliquer ou de rejeter les articles 8 et 9. Il devait nécessairement donner son autorisation pour modifier des taxes qui avaient reçu une affectation spéciale (1). Bolingbroke chercha donc à obtenir de la Chambre des Communes l'exécution de l'accord avec la France. Avant même que les termes du traité ne fussent publiés, il déposait une motion pour suspendre pendant deux mois le droit de 25 livres par tonneau sur les vins français, dans l'espoir qu'une fois ce vote acquis, il pourrait faire accepter facilement par le Parlement la

1. Elles avaient notamment gagé divers emprunts. Davenant, *Works*, V, p. 386.

réduction définitive des droits sur les marchandises françaises. Mais le gouvernement fut vivement combattu et après une chaude discussion, où pourtant une majorité fidèle l'avait suivie (5 mai), il abandonna la motion (1).

Le 8 mai le chancelier de l'Echiquier présenta les copies de divers traités et conventions conclus à Utrecht. Et un bill fut déposé pour mettre en exécution les articles 8 et 9. Le bill contenait l'abrogation du droit additionnel de 25 0/0 dont Guillaume III, dans la septième année de son règne avait frappé les marchandises françaises, une réduction de la moitié du droit additionnel de 8 l. par tonneau sur les vins français, la suppression des prohibitions, notamment celle sur les dentelles. Mais il maintenait les taxes générales qui s'étendaient aux marchandises importées de toutes les nations et il veillait en général à ce que dans les deux mois à compter du 1^{er} juillet, les droits perçus à l'entrée des produits français soient

1. *Hist. of the 3^d Session*, p. 90-93; *Hist. and proceedings of the H. of C.*, V, p. 4-6. « Les ministres jugeant des difficultés qu'ils pourraient rencontrer en faisant appliquer le traité par le Parlement, tentèrent de le faire d'une manière déguisée. Ils avaient une majorité toute à leur dévotion à la Chambre des Communes, et comme ils aimaient leur enfant, ils résolurent de le défendre. Ils savaient que le vin de France est une liqueur savoureuse pour les palais anglais, aussi ils firent une motion pour supprimer les droits l'atteignant pendant deux mois. Cette motion très accidentellement quoique très sagement rencontra de l'opposition lorsqu'elle était sur le point de passer et tomba ». *Brit. Merchant*, préf. p. V.

sur le même pied que les droits frappant les produits des autres pays (1).

C'est autour de ce bill que les partis livrèrent une ardente bataille. Nous devons maintenant étudier les polémiques qui accueillirent le traité, premiers tentative en faveur d'une plus grande liberté des échange.

1. Pour le texte du Bill, v. *Brit Merch.*, I. p. 112-127 ; *Négot. anglois*, I. p. 171-188.

CHAPITRE III

L'OPPOSITION AU TRAITÉ DE COMMERCE

« La paix, dit Boyer, avait été proclamée à Londres et dans la Grande-Bretagne, au milieu des acclamations les plus bruyantes d'un peuple étourdi, qui en attendait follement de grands avantages. Mais les yeux de la majorité ne tardèrent pas à s'ouvrir » (1). Dès qu'on apprit que l'Angleterre, par la clause de la nation la plus favorisée, abandonnait tous ses droits additionnels sur les marchandises françaises et sacrifiait le traité de Methuen, et qu'en échange elle n'obtenait pas pour tous ses produits le tarif de 1664, une panique terrible s'empara des classes commerçantes. Toutes les villes, tous les comtés où s'étaient établies des industries nouvelles comme celles de la soie ou de la toile, ceux où prospéraient depuis les Tudors les anciennes industries de la laine adressèrent des représentations au Parlement ; des bords de la Tamise à ceux de la Severn, les corporations

1. Boyer, *Hist. of Queen Anne*, p. 633.

de fabricants, les compagnies de marchands, firent entendre leurs doléances. Londres était le centre de l'opposition. Les marchands de vin de la cité furent les premiers à exprimer leurs craintes de voir les marchés du sud de l'Europe fermés aux produits anglais. Mais bientôt de tous les coins de l'Angleterre partirent des pétitions chaque jour plus nombreuses (1).

Se sentent surtout menacées les industries qui ont pris un grand développement grâce à l'activité des réfugiés protestants et aux mesures prohibitives contre la concurrence française. Les fabricants de soieries sont ainsi les adversaires déclarés du traité de commerce. Les baillis, gardiens et assistants de la communauté de commerce, arts et métiers des tisseurs de soie de la ville de Londres font observer à la Chambre des Communes, que le traité autorisant l'importation des soieries françaises causera la perte de cette industrie et la ruine de plusieurs milliers de familles (27 mai). La corporation des tisseurs de Cantorbéry qui fabriquent des étoffes de soie pure et des étoffes de soie mêlée avec de l'or et de l'argent ou avec de la laine, supplie le Parlement de ne pas arrêter leurs métiers qui sont mus par plusieurs milliers de personnes et lui demande d'accorder à ce

1. Le 4 juin il y en eut treize de déposées sur le bureau de la Chambre des Communes. Pour les pétitions, consulter *History and Defence of the last Parliament*, p. 232 et s. ; *Hist. and proceedings of the H. of C.*, V, p. 6-39; Ségur-Dupeyron, *Hist. d'un traité de paix*, p. 160-172; le même, *Négociations commerciales*, II, p. 291-98.

commerce, si utile et si avantageux pour le royaume en général et leur ville en particulier, tout l'encouragement qu'il mérite. Les moulineurs de soie de Londres représentent que leur industrie occupe 40.000 hommes, femmes et enfants et qu'elle ne saurait être sacrifiée. Protestent également les marchands, qui trafiquent avec l'Italie et l'Orient et en rapportent des soies brutes. Le gouverneur et les membres de la « Turkey Company » exposent humblement que, « si les droits sur les soieries françaises étaient abaissés, de telle sorte qu'elles puissent lutter avec les soieries manufacturées en Angleterre, ce serait un grand préjudice pour eux, et que cela affecterait en outre l'exportation, que la Grande-Bretagne fait en Turquie des étoffes de laine et autres produits, attendu que les retours se font pour les deux tiers en soie brute... et demandent qu'il soit accordé un encouragement aux fabriques de soie du Royaume-Uni, autrement il lui sera impossible de soutenir dans le Levant la concurrence du commerce français » (1) (30 mai 1713).

L'industrie de la toile s'est développée particulièrement dans le comté de Lancastre et les fabriques où l'on traite le lin y occupent 60.000 personnes. Aussi les tisserands, fileurs, dévideurs des diverses villes du comté, Preston, Walton, Penwortham, Curden, Bindle, Clayton, Layland, etc., demandent que « des droits soient imposés et maintenus sur

1. Ségur-Dupeyron, *Hist. d'un traité de paix*, p. 167.

l'importation des toiles étrangères, pour donner un juste encouragement aux manufactures anglaises et les placer au moins dans une balance égale » (25 mai), Les tisserands, fileurs et apprêteurs des autres comtés (1) parlent au nom des milliers d'ouvriers que leur industrie fait vivre et que l'importation des toiles françaises réduirait à l'indigence.

Contre l'admission des eaux-de-vie françaises, les justices de paix et les principaux habitants du comté de Worcester, « tant en leur nom qu'au nom des mille autres se livrant comme eux à la culture des arbres dont les fruits produisent le verjus, le cidre, le poiré », protestent vivement, car cette mesure préjudiciable « arrêterait la distillation et amènerait la pourriture sur pied de leurs récoltes par défaut de vente ». Les marchands raffineurs de sucre et distillateurs de Bristol exposent que « si l'on diminuait les droits sur les eaux-de-vie étrangères, on détruirait les distilleries anglaises, à moins que les taxes qui frappent les produits de ces dernières ne fussent considérablement réduits, ce qui ne pourrait se faire qu'en portant un double préjudice aux revenus de l'Etat (18 mai). Des représentations analogues viennent des fabricants d'eau-de-vie anglaise et de vinaigre de malt; des fabricants d'eau-de-vie de sucre et

1. Yeovil, Wincaunbury, Gallington, Castle-Cary, Brewton, Herington, Temple-Comb, Maperton, dans le comté de Somerset; Shafton, Gillingham, Melcombe, Boorton, Stowr, Marnhull et autres localités du comté de Dorset; Meer, Deverills dans le comté de Wilts, Fordingbridge, Ringwood dans le comté de Southampton.

de mélasse des villes de Londres et de Westminster, des marchands raffineurs et distillateurs de Liverpool, de Chester, etc.

Les industries de luxe redoutent particulièrement le rétablissement des échanges avec la France. Les fabricants de fil d'or et d'argent exposent, qu'ils occupent au moins 20.000 personnes, parmi lesquelles « un grand nombre de femmes de marins, de veuves et d'enfants, pauvre peuple employé à 18 ou 20 d. par semaine » (1). La paroisse de Saint-Gilles-Cripplegate notamment, dont plus de 6.000 habitants vivent de cette industrie, appelle l'attention du Parlement sur l'augmentation de la taxe des pauvres, le nombre des maisons qui y sont soumises, le chiffre toujours croissant de ses dettes. « Si liberté est donnée d'importer des galons et fils d'or et d'argent et autres produits semblables, ce sera inévitablement la ruine de cette grande et populeuse paroisse, à moins que cette honorable Chambre ne vienne à son secours dans sa lamentable condition » (2).

Mais ceux qui se trouvent intéressés dans la fabrication ou l'exportation des lainages, et ils forment une fraction notable de la population commerçante, protestent non moins vivement contre les articles 8 et 9. Le maire, les aldermen, les fabricants de layettes et de perpétuanes et les autres habitants de la ville de

1. The Case of the Manufacturers of Gilt and Silver Wire.

2. The Case of the Parish of the St-Giles Cripplegate. Une pétition avait déjà été présentée l'année précédente (*Brit. Mus.* 8223 eq.). *Hist. and proceed. of the H. of C.*, V, p. 24.

Colchester dans le comté d'Essex font valoir que, si le commerce avec l'Espagne et le Portugal, toujours avantageux à l'Angleterre est interrompu, l'industrie de Colchester qui emploie un millier d'ouvriers sera ruinée. Des pétitions analogues partent de Witham, Coggesham, Bocking, Braintree, Dunmow, Stebbing, dans ce même comté d'Essex, de Sudbury dans le comté de Suffolk, de Leeds dans le comté d'York, de Witney dans le comté d'Oxford, de Westbury, Hytesbury, Frome, Warminster, Trowbridge, Bradford dans le comté de Wilts, de Norwich dans le comté Norfolk, de Cirencester dans le comté de Gloucester, du bourg et de la ville Taunton, du bourg de Tiverton dans le comté de Devon, de South-Hals-
ted et de Castle-Hedingham dans le comté d'Essex, des villes de Bristol, de Nottingham, de Plymouth, etc. Aux maîtres et aux ouvriers employés dans la fabrication des draps, des serges, des perpétuanes, des layettes, des bas et des autres tissus de laine de ces diverses villes, s'adjoignent les foulonneurs, teinturiers et calendriers de Londres, les cardeurs de Tavistock, les marchands trafiquant avec les colonies, l'Espagne et le Portugal et les capitaines et propriétaires de navires employés à ce commerce. Souvent même des gentilshommes et des francs-tenanciers apposent leurs signatures à côté de celles des maires et des aldermen, des gardiens et des assistants des corporations. Toutes ces pétitions, comme celle des drapiers du comté de Gloucester (26 mai), dénoncent les ruineuses conséquences du

traité. « Si, par une modification des lois de cette nation, qui ont été faites de temps en temps pour le développement de l'industrie de la laine, et grâce auxquelles elle a été florissante depuis plusieurs années, une interruption et un arrêt sont causés à leur exportation sur les marchés étrangers, une grande quantité de richesses et de revenus de ce royaume sera immédiatement perdue, plusieurs milliers de pauvres tombant, par manque de travail à la charge de leurs paroisses et la valeur de toutes les terres d'Angleterre devant nécessairement subir une baisse très sensible ».

En même temps que les pétitions s'accumulaient sur le bureau de la Chambre des Communes et que plusieurs d'entre elles étaient imprimées et largement répandues dans le public (1), apparaissaient un grand nombre de brochures et de pamphlets. La question des désavantages du commerce avec la France était agitée de nouveau et plus àprement discutée que jamais, ainsi que l'avait annoncé Davenant dans son rapport de 1711. « Dans le cas d'une paix générale, il est aisé de prévoir que ce débat durera toujours. Ceux qui désirent la continuation de la guerre, ou dont les rapports avec les autres pays peuvent les conduire à s'opposer à toutes sortes de tra-

1. The Case of the Clothiers with reference to their several petitions. The Case of the Silk Weavers humbly offered to the consideration of both Houses of Parliament. The Case of the Woolen Manufacturers of Great Britain and the poor they employ (*British Museum*, 1887, I. 60).

fics avec la France, affirmeront cette balance défavorable ; ceux qui comprennent le commerce en général et qui savent qu'il ne peut y avoir de paix entre les nations, quand il n'y a pas de juste traité de commerce, la nieront. D'où pourront s'élever dans l'avenir des animosités et des divisions » (1). Les négociants et les fabricants menacés dans leurs intérêts particuliers, comme aussi les financiers irrités de se voir avec la fin de la guerre privés de leurs larges bénéfices et les Whigs hostiles à une paix peu satisfaisante pour l'orgueil national reprirent les anciennes déclamations contre les importations françaises et se firent l'écho des doléances générales.

En premier lieu on vit reparaître les ouvrages et les documents qui, depuis un demi-siècle, avaient entretenu la jalousie contre la France. *L'England's Interest*, de Fortrey, était publié pour la troisième fois (2). Le tableau du commerce de l'année 1668-1669, qui avait eu une si grande influence sur le vote de l'acte de prohibition contre les marchandises françaises, était réimprimé et distribué à la porte du Parlement et dans d'autres endroits, « et on le posait comme la base, le critérium et la pierre de

1. Davenant, *Works*, p. 364.

2. Mais sous un titre quelque peu différent *England's Interest consider'd in the increase of the Trade of this Kingdom, in which an Account is made of our Commerce with the several Nations in Europe and also of the advantages we receive from each nation*. Les premières éditions étaient intitulées : *England's Interest and Improvement, consisting in the increase of the Star and Trade of this Kingdom*.

touche pour examiner le commerce avec la France et comme une autorité indiscutable pour juger de cette matière » (1).

Les brochures, que publient les adversaires du traité, apparaissent surtout dans le courant de mai et de juin 1713, alors que la question était soumise au Parlement. Elles étaient dues, suivant Boyer, à « plusieurs dignes patriotes, M. Robert Walpole, général Stanhope, sir Théodore Janssen » (2). Elles contiennent moins un exposé de la doctrine de la balance qu'un appel aux préjugés contre la nation rivale. Le commerce avec la France y est opposé au commerce avec les autres pays (*The Trade with France, Italy Spain and Portugal considered*). Les auteurs se bornent le plus souvent à examiner les clauses économiques du traité (*Some observations on the Treaty of Commerce and Navigation. The Eighth and Ninth articles of the Treaty of Commerce... considered*) et à démontrer les funestes effets que produira le bill appliquant le traitement de la nation la plus favorisée à la France (*A Letter to Sir. R. H. The Consequences of a law for reducing the Duties upon French Wines...*)

La brochure la plus importante est celle qui est due à sir Theodore Janssen, riche marchand, d'origine hollandaise, directeur de la « South sea Company » (3). Les « *General Maxims in Trade, particu-*

1. *Mercator*, n° 2, col. 2.

2. Boyer, *Hist. of Q. Anne*, p. 633.

3. *Dict. of National biography*, XXIX, p. 248.

larly applied to the Commerce between Great Britain and France » résumant très bien les principes économiques des adversaires du traité et leurs arguments contre les articles 8 et 9. Cet ouvrage a joui d'ailleurs d'une grande autorité lors de son apparition. Il fut reproduit du moins dans ses grandes lignes par Steele dans un numéro du *Guardian* (1) et Charles King l'a publié au début de sa compilation du *British Merchant* (2).

Dans plusieurs pamphlets l'esprit de parti domine et ce sont des considérations purement politiques que l'on invoque pour combattre le traité. On démontre que le torisme et le commerce sont incompatibles (*Torism and Trade can never agree*), que les Tories, ennemis de la religion protestante qu'ils persécutent et des libertés publiques qu'ils violent, sont en même temps ennemis du commerce ; ils donnent des encouragements au seul commerce du monde par lequel l'Angleterre peut être ruinée, et sont prêts à sacrifier l'industrie de la soie aux Français uniquement parce qu'ils sont papistes (3). Dans le même sens on cherche à prouver que les Français ne sont pas comme les Hollandais favorables à la monarchie, à l'Eglise et au commerce de l'Angleterre (*The Dutch*

1. *The Guardian*, Number CLXX, sept. 25. Steele sous forme de lettre donne après un éloge des marchands « un extrait de cet excellent traité récemment composé par un négociant éminent de la Cité ». Le *Mercator* en discutant le « General Maxims » s'adressera toujours au *Guardian* sans jamais mentionner la brochure de Janssen. *Mercator*, nos 55-58.

2. *British Merchant*, I, p. 1-16 ; *Négotiant anglois*, I, p. 1-32.

3. *Torism and Trade*, p. 1-18.

better Friends than the French to the Monarchy, Church and Trade of England).

Nous verrons plus loin comment la Chambre des Communes, devant l'émotion soulevée par les pétitions et les pamphlets, rejeta le bill exécutant les articles 8 et 9. Mais ce vote fut loin de mettre fin aux polémiques. Comme le gouvernement était décidé à obtenir d'un nouveau Parlement la réduction des droits sur les marchandises françaises, et comme le *Mercator*, le journal de Defoe et de ses amis, poursuivait sa campagne pour démontrer les avantages d'un libre commerce avec la France, les adversaires du traité résolurent de coordonner leurs efforts pour assurer définitivement le maintien des mesures protectionnistes. « Plusieurs marchands d'une longue expérience et d'une grande habileté dans le commerce s'unirent pour combattre les assertions » du *Mercator*, puissamment soutenu et ayant à sa disposition les documents publics ; en pensant que « c'était le moyen le plus propre à le confondre et à exposer en pleine lumière l'état du commerce anglais » (1), ils publièrent un journal intitulé *The British Merchant or Commerce Preserved, in answer to the Mercator or Commerce Retrieved*.

Le journal parut deux fois par semaine les mardis et vendredis (2). Chaque exemplaire, quand la place

1. *British Merchant*, I, préf., p. VII. Tindal, *Hist. of England*, III.

2. En fait il dut paraître moins souvent, car dans les exemplaires conservés au British Museum, trois numéros sont imprimés à la suite l'un de l'autre sur trois feuilles doubles.

le permettait, portait en épigraphe le fameux préambule de l'Acte de prohibition de 1678. La publication commença le 7 août 1713 et ne se termina qu'après la disparition du *Mercator*, le 27 juillet 1714. Il ne reste plus de collection complète du journal ; il n'y a au British Museum qu'une suite de numéros dépareillés (1). Le *British Merchant* nous est parvenu dans la compilation qu'en a donné Charles King en 1721, où il a réuni les principaux articles et divers écrits et documents relatifs au traité. Le classement très superficiel adopté par King n'a pu donner aucun caractère méthodique à une série d'articles composés au hasard et dans l'ardeur des controverses et ne permet plus de suivre le progrès des polémiques avec le *Mercator*.

Mais du moins King nous a conservé de précieux détails sur les divers collaborateurs du *British Merchant* et les puissants patrons qui en ont assuré le succès. « La personne à qui le pays est surtout redevable de ce journal et qui eut la haute main dans sa rédaction fut Henry Martin » (2). Publiciste de talent, il donna plusieurs essais dans le *Spectator*. Il fut vivement combattu par le gouvernement tory et vit deux fois annulée son élection comme membre du Parlement. Son rôle prépondérant dans la publication du

1. De 38 à 43, de 50 à 64, de 68 à 70, de 74 à 76, 80, 81, 83, 87 à 92, 93.

2. *British Merchant*, I, préf. p. IX. Sur Henry Martin ou Martyn, v. *Dict. of nat. biog.*, XXXVI, p. 279. Note manuscrite sur la couverture du *Mercator* tirée de *Ward's Lives of professors of Gresham*.

British Merchant lui valut de nombreuses attaques du *Mercator* (1), et après l'échec définitif du traité le poste d'inspecteur général des exportations et des importations, où il succéda à Davenant.

Autour de lui se groupèrent les gros négociants de Londres, qui s'étaient présentés devant la Chambre des Communes et avaient appuyé de leurs dépositions les doléances du commerce anglais (2). Charles Cooke, membre de la « Turkey Company » et son interprète devant la commission de la Chambre, qui, dans la suite, fut nommé Lord commissaire du commerce et des colonies et entra au Parlement.

James Milner, qui se livrait à un trafic très intense avec le Portugal et chercha à démontrer « la grande importance du commerce avec le Portugal et du traité qui en est la base » (3).

Nathaniel Toriano qui plaida surtout en faveur du commerce avec l'Italie et l'industrie de la soie et montra « les conséquences de l'ouverture du commerce avec la France, à la suite du traité d'une façon si forte et si lumineuse qu'il convainquit même ceux qui décourageaient ses efforts » (4).

Sir Théodore Janssen, l'auteur des *General Maxims in Trade* grâce à ses grandes connaissances des questions commerciales fournit au *British Mer-*

1. *Mercator*, nos 93, 97 et *passim*.

2. V. plus loin.

3. *B. M.*, I, p. IX. Sont probablement dus à Milner les articles publiés dans le *British Merchant*, t. I, p. 182-199 ; t. III, p. 1-78.

4. *B. M.*, I, p. X.

chant de trois utiles documents. « Joshua Gee négociant fut un collaborateur très actif et travailla avec beaucoup de zèle à ce journal » (1). Il continua après les polémiques de 1713 à défendre dans ses écrits la nécessité d'une législation protectrice et à dénoncer les funestes conséquences de l'engouement pour les modes et les marchandises françaises (2). Son ouvrage le plus important, *The Trade and Navigation of Great Britain considered* (3), causa d'après Hume, une alarme générale par ses conclusions pessimistes sur l'état de la balance du commerce de l'Angleterre (4).

Il faut ajouter à ces noms ceux de Christopher Haynes et de David Martin, tous deux négociants également : le premier « donna plusieurs articles utiles sur le commerce avec l'Espagne » ; le second « beaucoup de documents importants sur le commerce avec la France et l'industrie de la soie » (5). Mais il y avait encore « plusieurs autres marchands très honorables et très habiles d'intéressés dans cette œuvre » (5). Charles King (6), négociant de Londres

1. *B. M.*, I, p. X.

2. Palgrave, *Dict. of pol. economy*, II, p. 188.

3. Il parut en 1729 et eut de très nombreuses rééditions ; il fut traduit en français par de Secondat en 1750 sous ce titre : *Considérations sur le commerce et la navigation de la Grande-Bretagne*.

4. Hume, « Essai sur la balance du commerce », *Mélanges d'écon. pol.*, t. I, p. 87.

5. *B. M.*, I, p. X.

6. *Dict. of Nat. biog.*, XXX, p. 124. M. Hewins se demande si le compilateur du *British Merchant* fut le même personnage que le Charles King de Westminster Hall, imprimeur et éditeur, dont il est

lui aussi, en dressant la liste des collaborateurs de Martin ne s'est pas nommé, mais il laisse nettement entendre qu'il ne fut pas étranger aux polémiques du *British Merchant*, il fut certainement l'auteur de plusieurs articles, avant de se faire le vulgarisateur de cette entreprise collective.

Le journal était soutenu par les plus hautes personnalités du parti whig. Ses « deux nobles patrons » étaient Halifax et Stanhope. Halifax fut « le soutien l'âme même du journal... Il encouragea les personnes intéressées à se réunir, les écouta, assista à leurs débats et désirant par-dessus tout que le commerce de la Grande-Bretagne fût florissant, il ne continua pas seulement d'accorder son appui et ses avis jusqu'au bout mais avec sa libéralité habituelle et sans limites, il souscrivit largement à cette œuvre, une somme considérable étant demandée pour la soutenir » (1). Stanhope dirigea à la Chambre du commerce l'opposition contre le traité de commerce, il força le gouvernement à accepter une discussion plus solennelle et plus minutieuse et le fit consentir à ce que les négociants soient entendus par la Commission de la Chambre. Son intervention fréquente dans les débats influa grandement sur le rejet du bill. A côté de ces deux personnages on doit citer encore Sunderland et Pulteney, à qui Charles King dédia les

parlé dans les *Literary Anecdotes* de Nichols (I, p. 539). Cela nous paraît assez peu probable.

1. *B. M.*, I, p. XI.

deux premiers volumes du *British Merchant*, ainsi que les divers souscripteurs du journal (1).

Par son origine et ses appuis le *British Merchant* fut un organe d'opposition au gouvernement tory sur le terrain commercial. Il attaqua les divers accords conclus avec les pays étrangers et les mesures politiques, qui pouvaient avoir une répercussion sur le commerce anglais. Sont condamnées les lois dirigées contre les dissidents, comme pouvant amener un exode de la population ouvrière, préjudiciable à l'industrie et à la valeur des terres (2). Une partie du *British Merchant* est consacrée à l'examen du traité de commerce anglo-espagnol. Les clauses consenties par Philippe V, la réduction toute apparente des droits de douane, la suppression du juge conservateur, la perte des privilèges commerciaux dans les Indes occidentales sont vivement discutées (3). Nous devons nous restreindre, de par les limites de notre sujet, aux polémiques relatives au traité franco-anglais. D'ailleurs l'objectif principal de Martin et de ses amis est de montrer combien les manufactures britanniques et le commerce avec les autres nations seront gravement atteints par l'exécution des arti-

1. *B. M.*, t. I, préf., édition de 1721.

2. *B. M.*, I, p. 145, 151, 168, 179. Voir aussi *Mercator*, nos 161 et 162.

3. Les discussions sur le commerce avec l'Espagne et le traité conclu à Utrecht avec cette nation sont réunies dans le tome III du *British Merchant*, p. 79-249. Sur ce point également les négociants obtinrent une satisfaction presque complète, la Cour d'Espagne consentit à modifier en leur faveur les termes du traité.

cles 8 et 9. Et ce sont ces controverses seules qui offrent un intérêt théorique.

Nous avons vu que les classes commerçantes dans leur opposition au traité avaient recours au dépôt de multiples pétitions et à la publication d'un journal et de nombreux pamphlets. Examinons maintenant les principes au nom desquels ils condamnaient toute relation commerciale avec la France et les arguments qu'ils invoquaient contre les articles 8 et 9.

Le *British Merchant* et les brochures qui le précèdent recherchent en premier lieu les caractères du commerce avantageux et du commerce désavantageux. Car parmi « les maximes générales de commerce d'une vérité qui est avouée de tout le monde », la première est celle-ci « qu'un commerce peut être utile aux particuliers et ruineux pour l'Etat » (1). La notion d'une concordance entre l'intérêt individuel et l'intérêt général est absolument étrangère aux mercantilistes : ils ne mettent pas en doute que les marchands puissent s'enrichir au détriment de leur propre pays.

Pour déterminer les conditions dans lesquelles un Etat gagne dans ses échanges avec une autre nation, le *British Merchant* rappelle dans une série de propositions la doctrine de la balance du commerce.

1. La prospérité et le bonheur de ce royaume dépendent en grande partie de son commerce étranger.

1. « General Maxims in Trade » *B. M.*, t. I, p. 1.

2. Nous n'avons ni or ni argent dans nos mines ; tout celui que nous avons vient du dehors, en échange des productions et des manufactures de notre pays.

3. Nous tirons l'or et l'argent des pays, qui ne peuvent nous vendre pour une aussi grande valeur de leurs manufactures qu'ils en prennent des nôtres, parce que dans ce cas la balance doit se payer en argent.

4. Il faut que nous payions un solde en argent à l'étranger, en proportion de ce qu'il nous fournit plus de ses manufactures qu'il n'en tire des nôtres et la masse d'argent de l'Etat est nécessairement diminuée par un tel commerce, à moins que les marchandises que nous importons au delà de la balance ne soient ensuite réexportées.

5. Nous nous enrichissons avec les Etats qui nous payent beaucoup d'argent pour cette balance, nous nous appauvrissons avec ceux à qui nous payons pour cette balance.

6. Le commerce, qui contribue le plus à occuper et à nourrir nos habitants, à faire valoir nos terres, est le plus précieux.

7. Le commerce, qui diminue le plus les moyens de subsistance pour nos habitants et la valeur de nos terres, est le plus ruineux pour la nation.

8. Le pays, qui ne peut nous envoyer autant de ses marchandises qu'il en tire de nous, contribue à augmenter la balance générale de notre commerce, la subsistance de nos habitants et la valeur de nos terres.

9. Le pays, qui nous vend plus qu'il n'achète de nous, diminue la balance de notre commerce, la subsistance de notre peuple et la valeur de nos terres.

10. Ainsi la balance particulière, qui est ou payée ou reçue pour raison de notre commerce, est un moyen certain de juger et d'estimer la valeur de notre commerce, c'est-à-dire que chaque commerce particulier contribue à la subsistance de nos habitants et à la valeur de nos terres, en proportion de ce que nous gagnons pour la balance des choses vendues et achetées et il est préjudiciable à l'un et l'autre objet en proportion de ce que nous perdons pour cette même balance.

11. Enfin tout pays, qui tire de nos manufactures et nous fournit en retour des matières brutes, pour être employées ici, contribue à l'occupation et à l'aisance de nos habitants et à la valeur de nos terres. L'utilité d'un pareil commerce a pour évaluation le prix, qui sera donné à nos ouvriers pour l'emploi de ces matières.

Bref le commerce, qui fait circuler l'argent en plus grande abondance, qui procure aux habitants une subsistance aisée pour leur travail, qui met les terres en valeur et facilite le paiement des rentes, peut être appelé un commerce avantageux » (1).

1. Ces propositions ont été publiées par King à la suite du « General Maxims in Trade » et sous le même titre ; elles sont vraisemblablement de Janssen et ont dû paraître en tête du *British Merchant. Négotiant anglois*, I, p. 32-35 ; *B. M.*, I, p. 17-18.

Un triple critérium est donc posé pour déterminer, si un commerce est utile et profitable. On doit considérer s'il y a augmentation du stock de métaux précieux et mise en œuvre complète du capital et du travail de la nation. Le versement d'une balance en numéraire n'est pas pour un pays l'unique symptôme de son enrichissement, il faut y joindre la plus-value acquise par la propriété foncière et le développement de l'industrie. Une brochure recommande ainsi à l'Angleterre, si elle veut régler avantageusement ses rapports avec la France, de veiller à ces trois points :

« 1. Qu'une balance en argent soit gagnée annuellement par l'Angleterre dans ce commerce, ou du moins qu'il n'y en ait pas une de versée à la France.

2. Que notre commerce contribue à augmenter le chiffre de nos rentes et la valeur de la propriété foncière, ou du moins ne permette pas que l'un et l'autre soient diminués.

3. Enfin que par ce commerce de plus grandes quantités de nos ouvriers qu'auparavant puissent être employés et entretenus, ou tout au moins qu'un grand nombre ne viennent pas à tomber à la charge des paroisses et des campagnes » (1).

Les mercantilistes ne font pas consister le profit du commerce international uniquement dans les exportations. Ils considèrent que les importations peuvent être également une source d'enrichissement.

1. *Consequences of a law*, p. 3.

« Je ne veux pas, dit le *British Merchant*, qu'on m'accuse de regarder comme préjudiciable, tout commerce **qui** fait sortir notre argent, mais seulement celui qui le fait sortir pour des produits manufacturés que nous consommons ici, qui ne nous donne en retour aucune denrée que nous puissions revendre, et dès lors aucun moyen de faire rentrer cet argent » (1). A la préoccupation bullioniste d'attirer le numéraire étranger vient s'ajouter le souci de développer toutes les forces productives de la nation. C'est ce qu'on peut constater dans les propositions suivantes où l'auteur des *General Maxims in Trade*, distingue le commerce utile du commerce désavantageux :

1. Le commerce, qui exporte les marchandises manufacturées uniquement avec les productions du crû du pays, est bon sans contredit, comme les draps du comté d'York, les layettes de Colchester, plus l'exportation est considérable, plus considérable est le profit net de la nation.

2. Le commerce, qui procure la consommation de notre superflu, est nettement avantageux, comme celui qui exporte l'alun, la couperose, les cuirs, l'étain, le plomb, le charbon de terre, plus l'exportation de ce superflu s'élève, plus grand est le gain de la nation.

3. L'importation des matières premières étrangères pour être manufacturées chez nous, surtout de celles

1. *B. M.*, I, p. 26.

qui, étant mises en œuvre, sortent d'Angleterre pour la plus grande partie, est incontestablement avantageuse, comme les laines d'Espagne.

4. L'importation des matières premières étrangères destinées à nos manufactures, quoi qu'elles soient même principalement consommées par nous, peut être encore un gain, si ces matières premières nous sont données en échange de nos marchandises, comme les soies crues.

5. C'est un moyen d'épargner l'argent de la nation que d'employer les matières premières étrangères, qu'il faudrait autrement tirer du dehors, et si s'épargner c'est gagner, le commerce qui procure ces matières premières est profitable comme l'importation du chanvre, du lin...

6. On peut appeler un bon commerce celui qui échange des manufactures contre des manufactures, des denrées contre des denrées. Les Allemands tirent autant en valeur de nos lainages que nous de leurs toiles. Par ce moyen, beaucoup d'hommes de part et d'autre sont employés avec un avantage mutuel.

7. L'importation de marchandises achetées, partie avec de l'argent, partie avec d'autres marchandises peut être avantageuse, si la plus grande partie de ces marchandises est réexportée comme celle des Indes Orientales... et généralement toute importation de denrées pour les réexporter ensuite, est avantageuse.

8. Le transport d'une denrée d'un pays étranger

dans un autre est un article profitable dans le commerce, nos vaisseaux sont souvent employés entre le Portugal, l'Italie et le Levant et quelquefois les Indes Orientales.

9. Quand il y a nécessité d'importer des marchandises dont la nation peut se passer, quoiqu'il faille en payer la plus grande partie en argent, on ne doit pas taxer pour cela ce commerce d'être mauvais ; ainsi notre commerce avec la Norvège, nous en tirons nos agrés de vaisseaux et les bois de construction ».

Par contre le commerce est ruineux dans les cas suivants :

« 1. Le commerce est désavantageux, quand il fait entrer des choses purement de luxe et d'agrément, qui sont entièrement ou pour la plus grande partie consommées par nous, comme le commerce des vins.

2. Un commerce est plus pernicieux encore, quand il tire du dehors des denrées, qui non seulement sont entièrement consommées chez nous, mais encore qui empêchent la consommation d'une pareille quantité des nôtres, ainsi l'importation des eaux-de-vie.

3. Le commerce, qui introduit des marchandises telles qu'on en fabrique chez nous, est mauvais, surtout si ce que nous fabriquons peut suffire à notre consommation. C'est la cause du dépérissement de nos manufactures de soie.

4. L'importation des marchandises, dont un pays a déjà lui-même des manufactures, est mauvaise, parce qu'elle nuit aux progrès de cette industrie. Ce sera

immanquablement le cas de nos manufactures de toile et de papier » (1).

Janssen reprend chacune de ces maximes, pour démontrer que le libre commerce avec la France ne peut avoir pour l'Angleterre que les plus funestes conséquences ; les exportations très minimales ne seront jamais la source d'un bénéfice appréciable, tandis que « les importations causeront une perte très sensible et tendront nécessairement à la ruine de la nation ». C'est de propositions analogues où se trouvent résumés les principes mercantilistes, que les publications, auxquelles le traité donne naissance, concluent à la nécessité pour l'Angleterre de maintenir ses prohibitions et ses droits protecteurs.

Les adversaires du traité invoquent principalement l'état de la balance du commerce, avant que le Parlement n'ait édicté ses mesures contre les marchandises françaises. Ils s'appuient sur les évaluations plus ou moins fantaisistes de l'*England's Interest* ou du *Britannia Languens*, mais surtout sur le tableau de l'année 1668-1669. Ce document est cité dans toutes les brochures et énergiquement défendu par le *British Merchant* comme l'œuvre de « dignes négociants », « qui, en vrais Anglais, désiraient la prospérité de leur pays » (2). Mais comme le *Mercator* récuse tous les tableaux basés sur des conjectures et nullement conformes aux registres de la douane,

1. « General Maxims in Trade » *B. M.*, I, p. 2-5 ; *Nég. angl.*, I, p. 2-6.

2. *B. M.*, III, p. 58.

le *British Merchant* publie « un état des importations et des exportations entre l'Angleterre et la France, de Saint-Michel 1685 à Saint-Michel 1686, tel qu'il a été déposé devant le Parlement en 1713 par les commissaires des douanes, avec une juste évaluation de tous les articles, montrant la perte que l'Angleterre a éprouvée cette année-là par son commerce avec la France ». En voici les chiffres résumés :

Marchandises importées de France dans le port de Londres . . .	569.126 l.		
Marchandises importées de France dans tous les ports extérieurs de l'Angleterre (à l'exception des ports de Deal, Dartmouth, Witby Milford pour le terme de Saint- Michel).	715.293	10 s.	3 d.
Total des importations. .	1.284.419 l.	10 s.	3 d.
Marchandises exportées pour la France par le port de Londres (consistant en marchandises d'Angleterre et étrangères, des colonies, du Levant et des Indes Orientales et en drogues) . . .	409.563 l.	6 s.	4 d.
Marchandises exportées pour la France par les autres ports exté- rieurs (à l'exception des quatre ports)	105.665	7	11
Total des exportations. .	515.228 l.	14 s.	3 d.
Importations,	1.284.419	10	3
Exportations,	515.228	14	3
L'Angleterre perd par son com- merce avec la France . . .	769.190 l.	14 s.	

Le *British Merchant* ajoute : « Peut-on imaginer que c'était toute notre perte. Nos exportations ne

pouvaient pas être plus grandes que celles fixées par les états de la douane ; mais en dehors des marchandises inscrites sur ces états, il en était importé chaque jour clandestinement des quantités considérables, en vins et en soies notamment, d'une valeur égale au tiers de celle des marchandises enregistrées à la douane. Le compte sera donc :

Marchandises déclarées à la douane.	1.284.419 l.	10 s.	3 d.
Marchandises importées en contre-			
bande	428.139	16	9
Total des importations.	1.712.459	07	
En déduisant les exportations . .	515.228	14	3
Ainsi nous sommes débiteurs à la			
France d'une balance de . . .	1.197.330 l.	12 s.	9 (1)

Ce tableau ne peut prétendre exposer l'état exact du commerce entre l'Angleterre et la France. Les évaluations données par le *British Merchant* de chacun des articles des importations sont majorées d'au moins un quart en général, du double même pour plusieurs marchandises. Et le *Mercator* croit pouvoir ramener le chiffre total des importations à 880.000 l. (2). Pour les exportations, elles sont estimées au-dessous de leur véritable prix et le *Mercator* publie à son tour un tableau des marchandises exportées d'Angleterre en France pour cette même année 1685-1686 dont le total s'élève à 742 077 l. 4 s. 2 1/2 d. (3). Il est également inadmissible de tenir

1. *B. M.*, I, p. 254-280 ; *Nég. angl.*, II, p. 45-71.

2. *Mercator*, nos 60 et 61 ; *Nég. angl.*, II, p. 44 et s.

3. *Mercator*, n° 63.

compte des marchandises transportées en contrebande, et encore moins de celles-là seules qui étaient introduites en Angleterre. Le *Mercator* reconnaît « qu'il y a un développement prodigieux et fatal de la contrebande et qu'elle s'exerce dans toutes les parties de l'île à un degré sans exemple pour la ruine du commerce et le découragement des marchands ». Mais cela s'est produit seulement depuis que les prohibitions et les droits exorbitants sur les vins, les eaux-de-vies, les soieries et les autres marchandises françaises ont rendu le profit de la fraude infiniment supérieur au risque couru. « C'est la vraie raison pour laquelle les marchands expérimentés désirent que le commerce soit ouvert et réglé de telle sorte que des droits modérés découragent la contrebande » (1). « Le vote du bill est le meilleur, sinon le seul moyen qui ait jamais existé et qu'on puisse jamais trouver, pour arrêter effectivement la contrebande » (2).

Les adversaires du traité n'hésitent pas à attribuer le développement de l'industrie anglaise aux mesures rigoureuses, qui ont frappé les marchandises françaises depuis la fin du xvii^e siècle. Des manufactures nouvelles sont nées et ont prospéré à l'abri de la concurrence et grâce au concours des réfugiés protestants. L'Angleterre n'est plus tributaire de l'étranger pour les verres, les chapeaux, les peaux

1. *Mercator*, n° 62, col. 4.

2. *Op. cit.*, n° 80, col. 4.

préparées, la coutellerie, la quincaillerie. Les fabricants de papier ont fait de tels progrès que l'on peut prévoir le jour où ils pourront suffire à la consommation de la nation (1). Dans leurs pétitions, les tisseurs de soie montrent combien leurs métiers sont actifs, et à la Chambre des Communes, ils affirment qu'il sort des manufactures anglaises pour plus de 650.000 l. de lustrines, alamodes et autres étoffes de soie (2). Le *British Merchant* calcule que la valeur des toiles fabriquées en Angleterre s'élève à près de 750.000 l., sans compter celles d'Ecosse et d'Irlande (3). Les eaux-de-vie de malt et de sucre sont devenues une boisson courante. C'est la suppression presque complète des échanges avec la France qui apparaît comme la cause directe de cet essor industriel. L'abandon d'une politique si féconde en résultats est donc absolument condamnable.

Les pétitions, les brochures et le *British Merchant* sont d'accord pour considérer que l'exécution des articles 8 et 9 ruinerait les manufactures nouvellement créées. Les marchandises françaises librement admises redeviendraient les seules consommées en Angleterre, car elles seraient préférées à cause de leur bon marché et de l'engouement pour les modes françaises.

Le faible salaire qu'elle paie à ses ouvriers permet à la France d'obtenir ses produits à très bon mar-

1. *B. M.*, II, p. 234 et s.

2. *Op. cit.*, II, p. 495.

3. *Op. cit.*, II, p. 483.

ché. « La France l'emportera toujours par le prix de sa main-d'œuvre : la population y vit de racines, de choux et autres légumes ; quatre de leurs grandes provinces vivent entièrement de châtaignes pour toute nourriture et dans les plus riches, les ouvriers mangent du pain d'orge, de millet, de blé de Turquie ou blé noir, de sorte que leurs salaires sont bien au-dessous de ceux de nos ouvriers... Le prix du blé intéresse peu les pauvres ouvriers ; ils ne boivent que l'eau ou d'une sorte de liqueur qu'ils appellent boisson ; ils épargnent beaucoup par ce moyen, tandis qu'ici il est bien connu que le peuple dépense la moitié de son argent à boire » (1). On peut ainsi « assurer que la fabrication de leurs marchandises leur revient à la moitié du prix que nous donnons pour les nôtres » (2) ou tout au moins « les salaires ne sont jamais plus des deux tiers de ceux qui sont donnés pour le même travail en Angleterre » (3). Les manufactures anglaises ne peuvent lutter avec succès que si des taxes d'importation très élevées viennent compenser en leur faveur les conditions plus onéreux

1. « General Maxims of Trade » *B. M.*, I, p. 5. Le *British Merchant* revient sans cesse sur ce point. « Dans beaucoup de provinces, ils travaillent presque pour rien, sauf pour les ouvriers les plus habiles qui gagnent un petit salaire, car la principale nourriture consiste en châtaignes qui coûtent moins cher que ce que nous donnons à nos cochons » *B. M.*, II, p. 233.

2. *B. M.*, I, p. 6. On apporte comme preuve de ce fait le prix que le roi de France paie ses soldats, ou les salaires dont au début se contentaient les réfugiés protestants.

3. *Consequences of a law*, p. 6.

ses de leur fabrication. Les pétitions établissent que les droits, tels qu'ils seront abaissés par le traité, laisseront aux marchandises françaises l'avantage d'un prix inférieur. Ainsi les tisseurs de soie (1) comparent le prix de revient d'une étoffe de soie de onze onces fabriquée avec une livre de soie brute italienne.

	En France			En Angleterre		
	l.	s.	d.	l.	s.	d.
Douane	0	00	8	0	03	4
Fret et assurance	0	01	0	0	01	6
Teinture	0	00	6	0	01	0
Moulinage.	0	01	0	0	02	0
Tissage	0	04	0	0	08	0
Droit sur soieries italiennes imposé à la France 10 s. 6 d. la livre pour 11 onces	0	07	0	0	00	0
	0	14	2	0	15	10
Soieries françaises meilleur marché de.	0	01	8			
	0	15	10			

Ce n'est pas seulement le bon marché qui rend les marchandises françaises plus appréciées. Le peuple et la noblesse manifestent une extravagante passion pour tout ce qui vient de France. « Y a-t-il un charretier ou un portefaix qui ne préfère pas un quarter d'eau-de-vie française à un gallon d'eau-de-vie

1. The Case of the Silk Weavers.

de malt » (1). Les propriétaires consentent à payer les vins français un prix double ou triple de celui des vins portugais et c'est pour pouvoir les consommer plus facilement que beaucoup se prononcent inconsidérément en faveur du traité (2). « Les Français excellent dans toutes les nouveautés et les élégances de l'habillement » et savent donner à leurs produits des formes brillantes et délicates. « Avec le goût toujours des dames anglaises et toujours prêt à adopter les raretés étrangères » (3) les tisseurs de soie connaîtront une détresse bien plus grande encore que celle où les plongeait l'importation des étoffes indiennes, quand il sera facile d'introduire les belles soieries françaises. Les lois somptuaires sont le plus souvent inefficaces pour restreindre les dépenses inutiles, mais il faut veiller « que du moins pour son luxe le peuple anglais paie son propre pays et non la France » (4).

Le Parlement ne peut permettre que les industries anglaises, incapables de lutter contre les marchandises françaises, soient ruinées par le traité. Ces industries sont une puissante source de richesses pour le pays tout entier. Elles ont augmenté la valeur des terres en employant des matières premières tirées du sol de l'Angleterre ou échangées contre des produits anglais. La fabrication des toiles

1. *Consequences of a law*, p. 42.

2. *B. M.*, II, p. 175.

3. *A Letter to S. R. H.*, p. 15 et s.

4. *B. M.*, II, p. 180.

met en œuvre le lin, celle des eaux-de-vie distille des produits du sol ou des colonies, cidre, poiré, malt mélasses : elles paient ainsi de grosses sommes aux propriétaires fonciers. Le développement des manufactures a assuré du travail et les moyens de vivre et d'élever leurs familles à des milliers de pauvres gens. Les représentants de chaque branche d'industrie menacée citent le nombre des ouvriers qu'ils emploient et énumèrent complaisamment jusqu'aux plus humbles de leurs collaborateurs. L'Angleterre, si ses métiers ou ses distilleries viennent à s'arrêter, sera forcée non seulement de payer une balance considérable à la France, mais verra ses propriétaires privés d'une partie de leur revenu et ses ouvriers retombés à la charge des paroisses.

Les mesures prohibitives contre les marchandises françaises n'ont pas seulement permis la création d'industries nouvelles, mais encore — et c'est là le point le plus intéressant de la thèse soutenue par les adversaires du traité — elles ont assuré au commerce général de la Grande-Bretagne une prospérité sans exemples et à ses produits des débouchés très importants.

« L'Angleterre n'a jamais eu un commerce aussi florissant que depuis les prohibitions des marchandises de France et qu'au moyen de celles-ci. C'est par elles que nos échanges se sont développés au delà de ce qu'ils étaient autrefois et elles ont été la cause de l'importation dans le royaume de ces richesses qui ont fait de l'Angleterre la puissance la plus for-

midable de l'Europe » (1). L'accroissement considérable des exportations à la fin du xvii^e siècle est attribué à la politique inaugurée par l'acte de 1678.

Exportations d'Angleterre en 1662-1663	2.022.812 l. 4 s. 0 d.
Exportations d'Angleterre en 1668-1669	2 063.274 49 0
Total des exportations dans ces deux années antérieures à la prohibition	4.086.087 3 0
Exportations d'Angleterre en 1699 (après élévation des droits)	6.788.166 l. 17 s. 6 d.
Exportations d'Angleterre en 1703 (commencement de la guerre)	6.644.103 0 0
Total des deux années après la prohibition du commerce de France et les droits éle- vés	13.432.269 l. 17 s. 6 d.
En déduisant les exportations des deux années précé- dentes	4.086.087 3 0
Augmentation des exporta- tions de.	9.346.182 14 6 (2)

L'Angleterre privée de toute relation avec la France devait demander à d'autres marchés les produits, qu'elle ne pouvait fabriquer qu'en partie ou qu'elle ne possédait pas. Désormais la Hollande et Hambourg lui fournissent des toiles, l'Italie, le Portugal et l'Es-

1. *B. M.*, I, p. 181.

2. *B. M.*, II, p. 88.

pagne leurs vins. Mais ces nations en échange augmentent dans une proportion considérable leurs achats de marchandises anglaises. Elles constituent des débouchés très avantageux pour des quantités énormes de lainages. De chacune d'elles l'Angleterre reçoit une balance en argent « 1.380.000 l. de la Hollande, près d'un million du Portugal, de toutes près de trois millions » (1).

Ces divers pays envoient surtout en Angleterre de l'argent et des matières premières qui font également la richesse de la nation. Mais pour leurs produits de luxe, l'Angleterre a autant d'intérêt à les consommer chez elles que si elle les avait fabriqués. Aussi bien que si elles sortaient des manufactures du comté de Lancastre, « les toiles étrangères paient l'équivalent de leur valeur aux terres et au travail de notre peuple », parce que l'Allemagne ou la Hollande prennent pour une valeur égale, sinon supérieure, de lainages anglais. « Que nos terres et nos ouvriers soient payés, directement par la fabrication de la toile, ou indirectement par la fabrication des étoffes de laine et autres marchandises exportées pour l'achat des toiles, c'est la même chose » (2). Dans un cas comme dans l'autre,

1 B. M., I, p. 18 et s. « Nous gagnons un million chaque année par la balance de notre commerce avec le Portugal et l'Italie, et presque deux fois autant dans notre commerce avec les Flandres, l'Allemagne et la Hollande. Risquerons-nous de perdre le gain de trois millions chaque année avec ces pays, non pour gagner, mais pour perdre un quatrième million chaque année avec la France ». B. M., II, p. 4; *The Trade with Fr. It.*, p. 1 et s.

2. B. M., II, p. 185.

il y a bénéfice pour la nation. Les vins d'Italie ou de Portugal ne sont plus comme ceux de France acquittés avec de l'argent, mais échangés contre des marchandises.

Comme la France ne compense pas ses ventes par des achats correspondants, il n'est pas juste que l'Angleterre lui accorde le traitement de la nation la plus favorisée. « C'est une très grande erreur que de soutenir que les mêmes marchandises provenant de tous les pays doivent acquitter également les mêmes droits... Les Français ne doivent pas payer la même chose, parce qu'en toute raison, prudence et justice, les produits de la nation qui prend en échange le plus de nos marchandises doivent être moins frappés et il est juste que les marchandises françaises paient plus que les marchandises semblables des autres peuples » (1). Des droits additionnels ont toujours été admis sur les vins, les toiles ou les soies, et la France ne mérite à aucun titre qu'ils soient abandonnés en sa faveur aux dépens de la Hollande ou du Portugal.

Avec les dégrèvements consentis par les articles 8 et 9, les produits français seront importés de préférence aux produits similaires des autres pays, à cause de leur qualité ou de leur bon marché. Les vins de Bordeaux se recommandent non seulement par leur légèreté et leur bouquet, ils arrivent sur la place de Londres au prix de 44 l. 1 s. 1 d. le tonneau, au lieu

1. *The Trade with Fr. It.*, p. 42.

que les vins de Portugal, les moins sévèrement taxés, au prix de 46 l. 1 s. 1 d., soit une marge de 2 l. par tonneau (1). Ils redeviendront donc la boisson commune de l'Angleterre, comme cela s'est produit lors du rappel de l'Acte de 1678 par Jacques II.

Années	Vins de France		Vins de Portugal		Vins d'Espagne		Vins du Rhin	
	Tonn.	Gall.	Tonn.	Gall.	Tonn.	Gall.	Tonn.	Gall.
1685. . .			12.185	140	4.430	400	1.457	174
1686. . .	12 760	237	289	59	4.493	222	812	101
1687. . .	15 518	97	327	26	3 562	230	923	91
								(1)
1. B. M., II, p. 302. Le tableau du British Merchant contient les importations de vins de 1682 à 1689.								

Les nations étrangères ainsi privées d'une fraction notable de leurs exportations seront amenées à réduire leurs retours en étoffes de laine. Les fabricants anglais sans trouver de débouchés nouveaux seront privés des marchés les plus rémunérateurs et devront arrêter leurs métiers pour le plus grand préjudice des propriétaires et des ouvriers qu'ils paient. Les exportations retomberont de six millions et demi à deux millions comme en 1664. L'or et l'argent n'afflueront plus en grande quantité et le peu qui entrera en Angleterre sera immédiatement reversé à la France.

1. B. M., II, p. 313-318.

Mais c'est plus spécialement le commerce avec le Portugal qui semble menacé. Les articles 8 et 9 constituent un engagement directement opposé à celui qui est conclu par le traité de Methuen. En appliquant aux vins français le tarif acquitté par les vins portugais et en supprimant la différence de droits en faveur de ces derniers, ils rendent au roi de Portugal la liberté de prohiber à nouveau les draps et les autres étoffes de laine. Le gouvernement de Lisbonne considère le vote du bill de commerce comme une rupture du traité qui le liait avec l'Angleterre et il charge son envoyé Bruciado d'en faire part aux ministres de la reine Anne (1).

Le traité de Methuen est alors « l'idole commerciale de l'Angleterre ». On en célèbre les résultats inappréciables pour la richesse de la nation, comme l'insigne habileté de son négociateur. Il a ruiné entièrement les manufactures portugaises que le comte d'Ereicera avait réussi à développer et il a assuré à l'Angleterre pour les étoffes de laine seulement une exportation d'au moins 500.000 ou 600.000 l. par an. Des milliers de famille vivent de ce commerce et la nation en recueille une balance de près d'un million. « Maintenir le traité, c'est conserver notre pain, le rompre serait notre ruine, car nous n'avons guère chez nous d'autre monnaie courante que l'or portugais » écrit-on d'Exeter au *British Merchant* (2). Dans

1. Boyer, p. 633.

2. *B. M.*, II, p. 24.

les comtés de Devon et de Cornouailles l'or portugais circule en abondance. A la Tour de Londres il a été frappé en trois ans de 1710 à 1713 pour 1,055 538 l. de monnaie d'or et pour 86,684 l. de monnaie d'argent et la presque totalité de cet or monnayé consistait en « moidores » (moeda d'oro) du Portugal (1). L'importation de métaux précieux a été bien plus considérable, car il faut tenir compte des sommes qui ont été exportées à nouveau pour payer la solde des troupes et les subsides aux nations étrangères.

Milner dans le *British Merchant* défend énergiquement contre les attaques du *Mereator* l'œuvre de Methuen ; « Tout homme qui a le moindre amour pour son pays pensera que cet habile ministre mérite plutôt d'avoir une statue dans toutes les villes commerçantes du royaume, lui qui a eu le talent et l'adresse d'ouvrir un débouché nouveau et important à nos étoffes de laine » (2). L'Angleterre a obtenu du roi de Portugal des concessions très avantageuses sans avoir à souscrire en échange à des conditions onéreuses, puisqu'il était de son intérêt de ne pas admettre de vins français et qu'elle les avait depuis longtemps ou prohibés ou plus fortement taxés. Ce traité qui a augmenté le trésor de l'Angleterre, lui a permis de soutenir une guerre glorieuse et a considérablement encouragé ses manufactures, doit rester à la base de sa politique commerciale.

1. *B. M.*, III, p. 16.

2. *B. M.*, III, p. 51.

La Grande-Bretagne en ouvrant son marché aux importations ruineuses de la France, pourra-t-elle du moins écouler plus librement ses produits dans ce pays ? Les adversaires du traité d'Utrecht répondent que les exportations toujours faibles seront moindres que jamais. Le tarif de 1664 accordé aux marchandises anglaises n'est qu'un leurre, car les articles essentiels en sont exceptés et la France n'a pas renoncé à ces mesures contre les marchandises étrangères des Indes et du Levant.

Les étoffes de laine privées de leurs principaux débouchés en Italie, en Portugal, en Espagne, en Turquie, ne pourront pas plus qu'autrefois pénétrer en France. Soumises à des droits plus élevés que ceux de 1664, elles seront assujetties à la visite et ne pourront être admises que par trois ports. Ce sont là des conditions qui équivalent à une prohibition. « Les Lords du Parlement pourront-ils rester assis sur leurs sacs de laine ? Ils se verraient reprocher par leurs sièges eux-mêmes un traité qui excepte de l'exportation les étoffes de laine. Certainement ils n'y consentiront jamais, tant qu'il y aura des sacs de laine dans la Chambre » (1). Cette restriction, à l'entrée du principal produit de l'Angleterre n'est qu'une précaution contre les événements. La France s'est appliquée avec tant de succès à la fabrication des étoffes de laine qu'elle ne peut en recevoir d'Angleterre : ses manufactures n'ont sans doute pu attein-

1. *B. M.*, II, p. 98.

dre toute la perfection qu'obtiennent les manufactures britanniques, mais elles l'emporteront toujours par le prix de la main-d'œuvre. La Compagnie du Levant fondée par Louis XIV réussit à vendre plus de draps et de perpétuanes que les négociants anglais sur les marchés de Turquie. L'Italie et l'Espagne adoptent les droguets et les étoffes de Cotte et de Clermont de préférence aux bayettes de Colchester. Les Français peuvent donc produire plus qu'il n'est nécessaire à leur propre consommation. L'Angleterre n'a aucun espoir de leur envoyer quelques lainages.

La pêche est la principale industrie de la Grande-Bretagne après celle de la laine et le commerce du poisson est la seule source de revenus des populations côtières, d'Ecosse principalement. Mais la France est absolument déterminée à empêcher l'importation du poisson salé. Il est également excepté du tarif de 1664 et ne pourra pénétrer que par cinq ports et les droits qui le frappent s'élèvent à près de 35 0/0 (1).

L'un des plus graves reproches faits au traité, c'est que la France laissait subsister toutes les mesures qu'elle avait prises contre les marchandises réexportées par l'Angleterre. L'article 9 s'exprimait en ces termes : « Et toutes les prohibitions, tarifs, édits, déclarations, ordonnances et impositions publiés en France depuis le tarif de 1664 et contraires à sa teneur seront

1. *B. M.*, p. 132 et s. The 8th and 9th articles . . . considered.

révoqués, en ce qui concerne les denrées et marchandises de la Grande-Bretagne ». Mais pour celles des Indes et du Levant que transportait l'Angleterre, tout ne restait-il pas en état ? Le droit de 20 0/0 sur les marchandises du Levant réexportées par un pays étranger, les prohibitions complètes contre tout ce qui n'était pas produit ou manufacturé en Angleterre, l'interdiction des calicots et des indiennes (1) n'étaient-ils pas maintenus pour le grand dommage du commerce anglais ? La « Turkey Company » fait entendre les protestations les plus vives. Dans une pétition du 29 mai 1713 (2), elle réclamait qu'on lui rendît le privilège d'importer en France les marchandises turques ou persanes qu'elle était en droit d'y introduire en 1664 ; elle rappelait qu'elle avait non seulement transporté autrefois d'Angleterre dans l'ouest de la France des marchandises d'Orient, mais qu'elle avait entretenu un commerce direct entre le Levant et la France, jusqu'au jour où les édits de Louis XIV le lui avaient interdit ; elle demandait en conséquence l'abrogation de ces édits.

L'« East India Company » partageait les mêmes craintes et le 3 juin après de violents débats, elle décida par une très grande majorité d'adresser une pétition à la Chambre des Communes contre l'arti-

1. Edit de 1669, arrêt du Conseil d'août 1685, édit de 1701, arrêt du Conseil d'août 1709.

2. *Hist. and proc. of the H. of C.*, V, p. 20. Ségur-Dupeyron, *Hist. d'un traité*, p. 167. La même Compagnie adressa ensuite un long mémoire, *Merc.*, n° 4.

cle 9. La Compagnie était connue pour ses attaches avec le gouvernement tory et la présentation de cette pétition ne pouvait manquer d'augmenter l'agitation contre le traité. Pour la prévenir, « les Communes ordonnèrent, le 6 juin, à la Commission chargée d'examiner les articles 8 et 9, d'admettre une clause déclarant que les denrées et marchandises mentionnées dans l'article 9 s'entendent et doivent s'entendre aussi bien des denrées et marchandises du cru, de la production et de la fabrication de quelque autre pays importées en France par les sujets de la Grande-Bretagne que des denrées et marchandises du cru, de la production et de la fabrication de la Grande-Bretagne » (1).

Cette interprétation est soutenue par les partisans du traité. Le *Mercator* le défend avec énergie et se plaint de la folie de pétitionner pour ce qui est déjà accordé (2). Mais pour le *British Merchant* (3), c'était une correction, qui était faite après coup par des ministres aux abois et que ne saurait admettre le roi de France. Des négociateurs habiles et versés dans les questions commerciales auraient imposé cette clause, mais l'esprit et la lettre du traité démontraient clairement que pour les marchandises que l'Angleterre n'avait ni tirées de son sol ni mises en œuvre, la France ne voulait pas rétablir le régime de l'année 1664.

1. *Hist. and proc. of the H. of C.*, V, p. 23.

2. *Merc.*, nos 4 et 5.

3. *B. M.*, I, p. 208-231.

Tout ce qu'exportera l'Angleterre se réduira à un petit nombre de produits de son sol, comme le plomb, l'étain, le charbon, l'alun, les cuirs, la coupe-rose. La France ne peut se les procurer ailleurs. Elle les a fait venir par la Hollande ou l'Italie durant la guerre, elle les prendra désormais directement et à meilleur compte (1). Mais quels que soient les droits fixés entre les deux pays, cette exportation ne saurait varier, car elle est uniquement déterminée par les besoins limités des consommateurs français. Le Parlement ne doit donc pas, dans le but de l'augmenter, sacrifier les mesures protectrices sagement édictées contre des importations ruineuses.

En résumé, le commerce avec la France est désavantageux ; il a toujours eu des conséquences désastreuses pour l'Angleterre ; tel qu'il est rétabli à nouveau par le traité, il aura des conséquences plus désastreuses encore. Les importations seront considérables et amèneront la ruine des manufactures de produits similaires et la perte des principaux marchés offerts à l'industrie ; les exportations seront réduites à leur plus strict minimum à cause de l'impossibilité d'introduire en France les articles essentiels du commerce anglais. Les *General Maxims in Trade* résument ainsi dans le tableau suivant l'état de la balance annuelle du commerce :

Si nous payons à la France par an :

Pour ses vins.	450.000 l.
Pour ses eaux-de-vie	70.000

1. *B. M.*, I, p. 9.

Pour ses toiles	600.000
Pour ses papiers	30.000
Pour ses soieries.	500.000
Soit en tout.	1.630.000 l.
Et si elle nous prend en plomb, étain, cuirs, alun, couperose, charbons pour la valeur de . . .	200.000
La Grande-Bretagne perdra par la balance de commerce annuelle- ment	1.430.000 l.

Une autre brochure tient compte non seulement des sommes à payer pour la balance du commerce, mais aussi des diminutions qui atteindront les revenus fonciers et des salaires. Toute importation française prive d'une somme égale les propriétaires et les ouvriers et cette perte est supportée pour les sept huitièmes par les ouvriers et pour un huitième par les propriétaires, qui ont en outre à faire vivre les ouvriers tombés à leur charge. Les conséquences du traité seraient donc les suivantes :

1. *Sommes à payer à la France*

Vins 20.000 tonneaux à 20 l. par tonneau.	400.000 l.
Eaux-de-vie 5.000 tonneaux à 20 l. par tonneau . . .	100.000
Soieries, rastijeans, brocards	640.000
Toiles	700.000
Nous paierons annuellement à la France en argent pour lesdites marchandises.	1.840.000 l.

2. *Pertes subies par le revenu foncier*

Perte des marchés d'Italie et de Portugal pour les marchandises exportées contre leurs vins soit 400.000 l. (dont 1/8).	50.000 l.
---	-----------

Pertes des marchés des distillateurs pour 80.000 quarters de malt	13.000 l.
Perte des marchés d'Italie et de Turquie pour l'ex- portation de 320.000 l. de marchandises pour l'achat de soie brute	40.000 l.
Perte des marchés d'Allemagne pour l'exportation de 400.000 l. de marchandises pour l'achat de toiles	50.000 l.
Perte des marchés de toiles anglaises 400.000 l . .	<u>40.000 l.</u>
Les propriétaires fonciers subiront dans leurs rentes actuelles une perte directe de	193.000 l.
En ajoutant la perte subie pour la charge de faire vivre les pauvres qui seront privés par la perte de ces derniers marchés des moyens de vivre de leur propre travail, soit	1.720.000 l.
Mais ils seront forcés de restreindre leurs dépenses, la paroisse pour les faire vivre pensant suffisant de leur donner 4 l. par an en moyenne au lieu de 6 l., d'où la charge ne sera que des 2/3 de la somme susmentionnée, soit	1.140.000 l.
En ajoutant la déduction des rentes par la perte des marchés.	<u>193.000 l.</u>
Le revenu foncier sera privé annuellement de la valeur de	1.333.000 l.

3. Pertes subies par les salaires

Nos ouvriers privés de marchés qui nous vendaient du vin en échange de nos marchandises perdront la valeur annuelle de	350.000 l.
Perte des marchés de nos eaux-de-vie de malt . .	60.000 l.
Perte des marchés qui nous vendent des soies brutes en échange de nos marchandises et aussi des mar- chés de ces soies manufacturées ici	600.000 l.
Perte des marchés qui nous vendent des toiles en échange de nos marchandises et aussi des mar- chés de nos toiles	<u>740.000 l.</u>
Perte totale subie par les salaires pour le commerce du Mercator avec la France s'élève à	1.720.000 l.

« A 6 l. par tête, prix commun de la vie des ouvriers en moyenne, il n'y a pas moins de 286.666, presque 300.000 ouvriers, privés de moyens de vivre par leur travail de la plus confortable manière et réduits à la triste nécessité de vivre d'aumônes dans les paroisses et de tomber à la charge des propriétaires pour plus d'un million par an » (1).

Le traité apparaît donc aux yeux de ses adversaires comme devant amener un désastre plus grand qu'un nouvel incendie de Londres. « L'exécution des articles 8 et 9 aurait été plus funeste que si la ville de Londres avait été réduite en cendres. Cette ville a été jadis entièrement consumée par les flammes, mais le peuple vivait encore et malgré cette calamité, il continua de consommer les produits du sol et des manufactures. Mais si le traité avait été exécuté, la France n'aurait pas tardé à épuiser les trésors de la nation. Nous aurions perdus nos meilleurs marchés dans le pays et à l'étranger. Nos propriétaires auraient ressenti une diminution subite et générale de leurs rentes par la ruine des manufactures ; nos ouvriers réduits par le chômage à la dernière misère auraient été demander leur subsistance dans les campagnes et les paroisses ou se seraient retirés dans les pays étrangers pour y chercher du pain » (2).

Telles sont les alarmes sincères ou simulées qu'entretenaient les adversaires du traité de commerce. Ils ne devaient que trop réussir à soulever l'opinion. Le

1. *Op. cit.*, p. 24.

2. *B. M.*, t. p. 180.

British Merchant était bruyamment commenté dans la cité (1) et il était « lu dans tous les cafés du royaume » (2). Le journal des négociants whigs apparaissait bientôt comme exprimant « le sentiment universel de tout le commerce anglais » (3).

1. *Merc.*, n° 157.

2. Smith, *Memoirs of Wool*, II, p. 107 et s.

3. Boyer, p. 634.

CHAPITRE IV

DANIEL DEFOE DÉFENSEUR DU TRAITÉ ET LE « MERCATOR »

Si les classes commerçantes dans leur ensemble se rencontraient pour condamner toute tentative de libre-échange entre l'Angleterre et la France, cependant un groupe d'esprits avisés accueillait avec faveur les articles 8 et 9. Ils pensaient que le rétablissement des relations avec une nation riche et peuplée ne pouvait être qu'une cause de prospérité pour leur pays. Ils furent sans doute encore assez nombreux à combattre les préjugés de jalousie mercantiliste contre la France et à plaider la cause du traité d'Utrecht, mais un nom les domine tous, celui du célèbre Daniel Defoe (1).

L'auteur de *Robinson Crusoe* a mené une vie aussi aventureuse que son héros et comme lui a fait preuve d'une activité et d'une fertilité d'esprit extraordinaires. Rebelle sous Jacques II, fabricant de bas, poète satirique, commerçant en faillite, il s'est fait

1. Sur Defoë, voir les ouvrages de Chalmers, Hazlitt, Lee, Minto et Wright.

l'agent secret du gouvernement dans plusieurs missions délicates et a dû demander à sa plume le moyen de le faire vivre. Il fut l'un des écrivains les plus féconds, l'un des premiers publicistes et des plus grands qu'ait comptés l'Angleterre. Dans plus de deux cent cinquante ouvrages, qu'on peut lui attribuer avec certitude, il a abordé tous les problèmes politiques et sociaux qui absorbaient alors l'opinion publique. De 1704 à 1713, il a composé et publié seul un journal *A Review of the Affairs of France* (1), qui parut jusqu'à trois fois par semaine, où sous prétexte de faire connaître à ses lecteurs la grande lutte qui se disputait autour du trône d'Espagne, il écrivit feuillet par feuillet l'histoire des idées et des faits. Les amendes, le pilori, la prison, n'arrêtaient pas son ardeur combative et malgré les changements de gouvernement, il se retrouvait toujours l'auxiliaire du ministère, qu'il fût whig ou tory.

Observateur curieux et avisé de toutes les choses de son temps, Defoe est « une autorité importante pour l'histoire économique » (2). Ses brochures sur diverses questions financières ou sociales n'ont sans doute pas un caractère scientifique, mais elles se distinguent toujours par des vues originales et clairvoyantes. Dans son *Essay upon Projects*, il recommande l'établissement d'une banque nationale de

1. *A Review of the Affairs of France* (and of all Europe) as influenced by that nation, purged from the errors and partiality of new writers and petty statesmen of all sides.

2. Palgrave, *Dict. of pol. ec.*, I, p. 535.

caisses d'épargne, de sociétés de secours mutuels, etc. Il a critiqué avec beaucoup d'habileté et de bon sens le projet de créer dans chaque paroisse des fabriques pour faire vivre les pauvres (1). Plusieurs de ses brochures traitent de divers points relatifs au crédit public et aux banques (2). Mais avant tout son œuvre économique est consacrée au commerce de l'Angleterre et aux moyens de le développer. Defoe désirait faire de sa Revue un journal exclusivement réservé aux questions commerciales, et il revenait volontiers à ce sujet préféré. En 1711 il publia un *Essai sur le commerce de la mer du Sud* (3). Il prit une part considérable aux polémiques soulevées par le traité d'Utrecht, et les dernières années de sa vie furent absorbées par la composition, non seulement de ses romans, mais de divers traités à la fois pleins d'observations précieuses sur l'état du commerce de la Grande-Bretagne et de conseils pratiques pour le négociant anglais (4). « Defoe n'était jamais fatigué d'insister dans des pamphlets, des livres et dans les

1. *Giving alms no Charity and employing the Poor a Grievance to the Nation*, 1704.

2. *An Essay upon Public Credit*, 1710; *An Essay upon loans*, 1710; *The Chimæra or the French Way of paying National Debts Laid open*, 1720; *The villainy of Stockjobbers detected and the causes of the late Run upon the Bank and the Bankers detected*, 1701; *Anatomy of Exchange Alley*, 1719.

3. *An Essay on the South Sea Trade*.

4. *A Tour through the Whole Island of Great Britain*, 3 vol. 1724-1726; *The Complete English Tradesman*, 2 vol. 1725-1727; *A Plan of English Commerce*, 1728; *An Humble proposal to the People of England for the Encrease of their Trade and Encouragement of their Manufactures*, 1730.

numéros successifs de la Revue sur l'importance capitale du commerce pour la nation. Le commerce était le fondement de la grandeur de l'Angleterre ; le succès dans le commerce était le plus grand titre de noblesse ; après le maintien de la religion protestante, l'encouragement du commerce devait être le principal souci des hommes d'Etat anglais. Sur ces points l'enthousiasme de Defoe était sans limites, son éloquence inépuisable. » (1).

Cet intérêt passionné que Defoe portait aux questions commerciales, fut-il le seul motif auquel il obéit, en prenant ardemment la défense du libre-échange avec la France ? Depuis le retour d'Harley au pouvoir, le célèbre polémiste avait mis sa plume au service de son protecteur et il s'était fait l'avocat zélé de la politique poursuivie par le ministère tory. Aussi ses anciens coreligionnaires whigs, dont il s'était attiré les furieuses rancunes ne cessèrent de le dénoncer comme un « écrivain mercenaire » (2). Mais Defoe déclara à maintes reprises qu'il n'avait jamais aliéné sa liberté d'écrire et qu'il n'avait pour-

1. Minto, Defoe, p. 74.

2. En mars 1713, ils obtinrent des poursuites contre Defoe à propos de brochures ironiques sur l'accession au trône du prétendant et un pamphlet intitulé « *Judas discovered and caught at last, or Daniel de Foe in Lob's Pound* », en donnant des détails sur son arrestation. s'exprimait ainsi sur Defoe : « De tous les écrivains qui ont prostitué leur plume pour encourager une faction ou obliger un parti, ou faire triompher leurs desseins mercenaires, ce personnage est le plus vil, un animal qui change sa forme plus souvent que Protée, court en avant puis en arrière comme un lièvre chassé, un hypocrite parfait et accompli ».

suivi d'autre but que le bien de son pays (1). Quels qu'aient été ses rapports avec le gouvernement, nous pouvons croire que dans les polémiques autour des articles 8 et 9, il n'eut besoin ni de direction ni de mot d'ordre.

Dans les derniers numéros de la *Review* (2), Defoë examinait avec faveur les traités, auxquels depuis longtemps il préparait les esprits. En même temps il publiait une série de tracts, où il s'efforçait de dissiper les préventions des classes commerçantes : *An Essay on the Treaty of commerce with France, with necessary expositions* (23 mai) ; *Considerations upon the Eighth and Ninth articles of the Treaty of commerce and navigation* (2 juin) ; *Some Thoughts upon the subject of commerce with France* (début de juin). La mention que porte la seconde de ces brochures « now published by authority » semble bien lui donner un caractère quasi officiel. Mais l'auteur de ces tracts affirmait le dessein d'examiner la question avec la plus entière indépendance et affectait le ton le plus modéré. « Comme le traité de commerce est actuellement le sujet des conversations de tout le monde ; il n'est pas inutile d'ouvrir les yeux de quelques égarés qui peuvent soit le condamner sans cause, soit l'approuver trop aisément » (3). Il analysait les clauses économiques du traité, pour démontrer qu'elles étaient plus favorables à l'Angleterre qu'à la

1. Surtout dans son « *Appeal to Honour and Justice* ».

2. Le tome IX et dernier parut le 11 juin 1713.

3. *Essay on the treaty of com.*, p. 1.

France ; il exposait les griefs des fabricants et des marchands, mais en ajoutant que les ministres en avaient sagement tenu compte dans leurs négociations. Ces simples considérations sur le texte des articles 8 et 9 et sur les pétitions ne comportaient pas une critique directe des préjugés mercantilistes et révélaient surtout l'habileté du polémiste accoutumé à combattre l'adversaire sur son propre terrain. Elles étaient insuffisantes à détruire les préventions invétérées contre le commerce avec la France et à calmer l'affolement de la population.

C'est alors que commença à paraître un journal uniquement consacré aux questions économiques soulevées par le traité d'Utrecht, *Mercator or commerce retrieved*. Le titre très long indiquait le programme poursuivi : « *Mercator* ou le *Commerce Restauré*, considérations sur l'état du commerce anglais, particulièrement en ce qui concerne la Hollande, les Flandres et la Barrière hollandaise ; le commerce avec la France, le commerce avec le Portugal, l'Espagne et les Indes occidentales, et les pêcheries de Terre-Neuve et de Nouvelle-Ecosse, avec d'autres matières et avantages accordés à la Grande-Bretagne par les traités de paix et de commerce récemment conclus à Utrecht, le tout fondé sur de justes autorités, fidèlement recueillies dans des documents authentiques et publiés aujourd'hui pour l'information générale ». Le premier numéro formant une feuille simple parut le 26 mai 1713 et la publication se continua régulièrement trois fois la semaine, les

mardi, jeudi et samedi, jusqu'au 20 juillet 1714, constituant ainsi une suite de 181 numéros.

« Ce journal à sa première apparition fut généralement attribué au principal négociateur du traité de commerce, Arthur Moore, qu'on supposait assisté par l'ingénieux docteur Davenant, mais ce dernier désavoua solennellement qu'il y prît une part quelconque » (1). Et tous ceux qui menaient l'opposition contre le bill de commerce ne tardèrent pas à désigner unanimement Daniel Defoe (2) comme l'auteur et l'éditeur (3) du *Mercator*, travaillant aux gages du gouvernement. Dès le mois de juin un pamphlet l'attaque dans les termes les plus violents sous le nom de Vieux Fourbe. « Cet homme qui usurpe l'office de directeur général du commerce de la Grande-Bretagne, après avoir été si malheureux dans son commerce, cherche le moyen de gagner de l'argent, il demande une place à Lord H(arley)... il reparaît maintenant dans le *Mercator*, un journal si rempli d'inconvenance, de fausseté, d'ignorance et d'assurance, que l'on s'étonne comment on peut le

1. Boyer, p. 634.

2. « Le parti qui a combattu le *Mercator* a essayé de rejeter cet ouvrage sur plusieurs personnes, enfin sur une seule, avec un universel assentiment. Bien que cette accusation lui cause préjudice, elle la supporte, sachant que la vérité éclaircira enfin la question. » *Mercator*, n° 181, col. 3.

3. Le mot « author » avait une signification beaucoup plus large en littérature pendant la première partie du siècle dernier que maintenant et s'appliquant à un journal ou à une publication périodique, ne signifiait ni plus ni moins que le terme moderne d'« editor ». Lee, *Defoe*, I, p. 218.

lire » (1). Quand le *British Merchant* parut, il n'hésita pas non plus à considérer Defoe comme son véritable adversaire et dès le numéro 4, il le nomme clairement. Charles King en rééditant ce journal, supprima toutes les injures et attaques personnelles, mais dans la préface, il écrivit : « Le traité devait être défendu à tout prix. A ces fins on employa un écrivain mercenaire, auteur d'un journal hebdomadaire publié trois fois par semaine et appelé la *Review*. Ce personnage entreprit cette cause et publia trois fois par semaine un journal sous le titre de *Mercator* » (2). Les historiens contemporains, appartenant, il est vrai, au parti whig, Burnet (3), Boyer (4), Oldmixon (5), Tindal (6) sont d'accord pour attribuer le *Mercator* à Daniel Defoe. La même opinion est exprimée par Anderson (7) et Macpherson (8) dans leurs *Annales de commerce*.

Certains biographes de Defoe n'ont pas voulu ajouter foi « au simple soupçon et à l'assertion sans preuves » de ces auteurs « qui détruisent leur véracité par leur opposition et leur attitude inconsidérée » (9).

1. *Torism and Trade*, p. 28.

2. *B. M.*, I, p. VI.

3. *Hist. of his own time*, VI, p. 162.

4. *Hist. of Queen Anne*, p. 633.

5. *Hist. of England*, p. 519.

6. *Continuation of Rapin's Hist. of Engl.*, III.

7. *Origin of commerce*, II, p. 261.

8. *Annals of commerce*, III, p. 30.

9. Chalmers, Wilson. Leur opinion est reprise et résumée dans *Hazlitt Works of Defoe*, t. I, *Chronolog. list of works attrib. to D.*, p. 15.

Les adversaires du traité n'avaient-ils pas intérêt à faire du brillant polémiste, qui était alors odieux à ses anciens alliés politiques et médiocrement estimé de tous, le principal avocat du commerce avec la France ? N'y avait-il pas là une manœuvre pour diminuer la portée des articles du *Mercator* auprès du public ?

Du moins Defoe refusa toujours de reconnaître qu'il jouait un rôle aussi considérable dans la publication de ce journal. En consacrant un numéro de sa *General History of Trade* aux discussions sur le traité de commerce, il ne voulut en faire qu'un rapide exposé, car « je suis, dit-il, déjà accusé d'avoir pris dans le différend une part beaucoup plus grande que je ne l'ai réellement fait » (1). Le *Mercator* répondit aux attaques du *British Merchant* « M. Henry Martin a contrairement à toute humanité aussi bien que contrairement aux bonnes manières traité dans ses journaux un M. Defoe (nom assez bien connu), comme s'il n'avait d'autre personne à qui parler ou si personne autre ne parlait dans le *Mercator* que M. Defoe, ce qui est la plus grosse bêtise possible » (2). Defoe se défendit d'avoir été un écrivain aux gages du ministère. « Il protesta solennellement devant nous tous, en nous offrant de le jurer, si nous le désirions, qu'il n'avait jamais de sa vie, reçu pour lui ou pour son compte, à sa connaissance ou sur

1. *A general history of Trade* (n° de septembre), p. 7.

2. *Mercator*, n° 401, col. 2.

son ordre ou de son consentement, la valeur d'un farthing ou toute espèce de somme d'argent ou de considération, de gratification, de pension, de récompense, ou toute sorte de paiement quel qu'il soit, pour avoir composé le *Mercator* ou une partie de ce journal » (1). Dans l'*Appeal to Honour and Justice*, éloquente réponse aux attaques de ses ennemis, Defoe revient sur le même sujet. « Il y a contre moi une sérieuse accusation, celle d'être l'auteur et le rédacteur d'un journal appelé le *Mercator* .. Il est vrai, comme l'on désirait que je donnasse mon opinion sur la question du commerce avec la France, que j'ai déclaré, comme je l'avais fait dans divers écrits depuis plusieurs années, que je pensais que nous devrions avoir un commerce libre avec la France, parce que je croyais que nous pourrions tirer avantage d'un pareil commerce et je suis encore de cet avis. Quelle part j'ai eu dans le *Mercator*, on le sait, et si on répondait par des arguments et non par des injures personnelles, je défendrais tout ce qui dans le *Mercator* était de moi ; mais soutenir que le *Mercator* était de moi, c'est faux ; je n'en fus ni l'auteur, ni le propriétaire, ni l'éditeur et je n'en recueillis pas le profit. Je ne reçus ni paiement ni récompense pour y avoir écrit quelque passage et je n'avais pas le pouvoir d'y insérer tout ce que je voulais... La presse m'est ouverte à moi aussi bien qu'aux autres. Je ne sais pas depuis quand j'ai perdu ma

1. *Op. cit.*, n° 101, col. 4.

liberté de citoyen anglais d'exprimer mon opinion, ni comment le fait d'exprimer mon opinion sans salaire ni récompense peut les autoriser à me traiter de coquin, de scélérat, de traître et autres noms injurieux » (1).

Bien que nous devions souvent nous mettre en garde contre la véracité de Defoe (2), nous pouvons le croire quand il affirme qu'il n'accepta pas seul la responsabilité du *Mercator*. Il avait de bonnes raisons pour ne pas assumer la direction du nouveau journal, alors que la *Review* n'avait pas encore cessé de paraître. Il était alors sous le coup de graves poursuites, sinon même enfermé à Newgate (3). La violente hostilité de ses adversaires lui recommandait de n'apporter au *Mercator* qu'un concours discret. Sans doute aussi ce concours fût-il gratuit et indépendant.

Le *Mercator* dut vraisemblablement grouper plusieurs collaborateurs. Défenseur du ministère dans sa politique commerciale, il en reçut tous les documents utiles à sa cause. Des négociants — nous savons par un pamphlet que Defoe en avait autour de lui « une petite cour » (4) — vinrent soutenir un traité qu'ils jugeaient pleinement avantageux pour

1. « Appeal to Honour and Justice », éd. Hazlitt (*Works*, I), p. 14.

2. « Nous ne pouvons guère croire un seul mot de ce qu'il dit sur lui-même sans une confirmation indépendante », *Minto*, p. 2. « Il fut un grand, un très grand menteur, probablement le plus grand menteur qui ait jamais vécu », *op. cit.*, p. 169.

3. Lee, p. 217. Wright, p. 182.

4. *Torism and Trade*, p. 27.

l'Angleterre. « Si ces hommes (ceux du *British Merchant*) étaient maîtres de leur raison, ils pourraient voir que le *Mercator* a autant d'auteurs qu'il y a d'autorités réunies pour justifier le traité de commerce : les villes, les corporations, les compagnies de commerce et les marchands isolés, dont les témoignages viennent s'ajouter à ce qu'on y affirme du commerce avec la France, sont tous auteurs du *Mercator*. Les commissaires des douanes, du Board of Trade, de la Chambre des Communes et toute personne ou tout corps de personnes fournissant des preuves pour ouvrir les yeux du peuple et pour empêcher qu'il ne soit trompé par des manœuvres déloyales et malhonnêtes, tous sont auteur du *Mercator* » (1). C'est par de telles déclarations que le *Mercator* répondit aux attaques de ses adversaires, mais il refusa toujours de « satisfaire la curiosité de ces exaltés en leur livrant des noms » (2). Seul William Brown a signé un article et s'est déclaré l'auteur de plusieurs autres (3). Peut-être assumait-il la direction du journal. Jusqu'au bout le *Mercator* conserva la même réserve ; dans son dernier numéro il s'exprimait ainsi : « Toutes les personnes qui y ont contribué sont bien connues, et n'ont nulle honte de leur participation à cet ouvrage, bien qu'elles n'aient pas jugé bon de répondre aux questions des curieux jusqu'à la fin de leur entreprise, quand le public en

1. *Mercator*, n° 32, col. 3.

2. *Merc.*, n° 32, col. 3.

3. *Merc.*, nos 101 et s.

aura pleine connaissance » (1). Mais devant leur échec complet, le mystère ne fut jamais éclairci.

Quels qu'aient été ces collaborateurs, Daniel Defoe fut l'âme du *Mercator*. Le *British Merchant* ne se trompait pas complètement quand il déclarait « Daniel Defoe peut changer son nom de la *Review* en *Mercator*, de *Mercator* en un autre nom, toujours son rare génie se distinguera dans sa manière d'écrire » (2). Beaucoup de numéros trahissent la main experte du célèbre journaliste. On pourrait relever de nombreuses analogies entre le *Mercator* et les diverses brochures sur le traité de commerce, les mêmes principes y sont défendus, le même esprit les domine. Toutefois un ton plus vif caractérise les polémiques du journal, car les violences de l'esprit de parti n'avaient pas tardé à dénaturer le débat économique.

Defoe, Brown et leurs collaborateurs se proposaient d'« écarter les faux commentaires et les interprétations erronées » sur le traité de commerce avec la France et dès le premier numéro, le *Mercator* désignait le point où il devait porter ses efforts. « Nous avons un ennemi à combattre, au début de notre entreprise, qui, si l'on écoute l'opinion commune, apparaît comme formidable, une notion qui a été trop généralement reçue : que le commerce avec la France a toujours été désavantageux pour

1. *Merc.*, n° 181, col. 3.

2. *B. M.*, n° 4.

l'Angleterre. Cette opinion, fausse cependant, a pénétré si profondément dans les esprits et y est si bien ancrée avec le temps, que nous devons nous attendre à les voir bondir et manifester une grande surprise à la proposition de la réfuter... Ce journal posera donc comme une vérité fondamentale et un principe général, que le commerce entre l'Angleterre et la France non seulement *peut être*, mais *a toujours été* un commerce avantageux pour cette nation » (1).

Le *Mercator* suivant la voie ouverte par Child et Davenant portait principalement la discussion sur les statistiques douanières. Mais sa doctrine sur ce point était assez flottante et ses adversaires purent, non sans raison, relever contre lui de graves contradictions.

Comme tous les précurseurs des idées libérales, le journal de Defoe et de ses amis dénonce « la pratique de dénaturer le commerce avec la France » (2), qui datait du règne de Charles II et avait été entretenue par les adversaires de la Cour. Il s'en prend en particulier au tableau de l'année 1668-1669, publié par les marchands de Londres. A l'aide du rapport de l'inspecteur général des exportations et des importations et des notes des commissaires des douanes, il n'a pas de peine à relever les erreurs et les lacunes de ce document qui n'était pas authentiquement extraits des registres officiels et avec une insistance quelque peu fastidieuse, il ne cesse d'attaquer ce

1. *Merc.*, n° 1, col. 2.

2. *Merc.*, n° 2.

qu'il considère comme « la plus insigne imposture dont on n'ait jamais voulu abuser le monde » (1). Il se montre non moins sévère contre l'Acte de prohibition de l'année 1678 et surtout contre la déclaration qui le précédait, « préambule absurde d'une loi absurde » (2).

Contre les estimations plus ou moins fantaisistes de la balance du commerce, le *Mercator* en appelle aux comptes authentiques. Il ne pense pas que l'on puisse faire état des déclamations contre les importations françaises. « Il n'est pas utile de nous dire ce que tel ou tel homme a pensé et quelle a été l'opinion du peuple, mais quels sont les faits véritables... S'ils ont des tableaux, des extraits des importations et des exportations, pourquoi ne les produisent-ils pas ? Est-ce que les registres des douanes ne sont pas publics ? Quel besoin la Grande-Bretagne a-t-elle de savoir ce qu'a dit tel ou tel ? Consultez les registres ; ce que les auteurs ont dit peut être faux, ce que les registres disent doit être vrai » (3).

Davenant, dans son rapport, pensait que des documents authentiques mettraient fin à la longue discussion sur le commerce avec la France (4). Le

1. *Merc.*, n° 12. La discussion sur le Vieux Tableau (on lui donna le nom de Old Scheme, quand le *British Merchant* eut publié le compte de l'année 1685-1686) tint une place exagérée dans les polémiques des deux journaux et ce fut à cette occasion que les adversaires échangèrent les plus grossières injures. Ainsi le *Mercator* dénonçait « l'incroyable impudence de ces individus qui s'arrêtent pour lécher l'ordure de leurs grands-pères », n° 93.

2. *Merc.*, n° 2.

3. *Merc.*, n° 36, col. 2.

4. *Works*, V, p. 365.

journal à sa suite ne met pas en doute que des statistiques consciencieusement rédigées n'apportent la confirmation du principe qu'il a posé : le gain de l'Angleterre dans ses échanges avec la France. Il combat la doctrine de la balance du commerce moins dans son principe que dans l'application qui en est faite.

Aux calculs qui réduisaient à presque rien les exportations d'Angleterre en France, les défenseurs du traité opposent des comptes tirés des registres de la douane. Le *Mercator* donne ainsi un état des marchandises exportées par la Grande-Bretagne, alors qu'elle jouissait encore d'un « libre commerce » avec la France et « alors que les nations sages dans le monde considéraient comme une règle à laquelle les soumettait aussi la nature du commerce de ne jamais restreindre l'exportation ou la consommation de leurs propres produits » (1). Pendant une année de la Saint-Michel 1686 à la Saint-Michel 1687, les seules étoffes de laine expédiées en France s'élevaient à 274.678 l. 4 s. (2). L'Angleterre envoyait en outre une très grande quantité de produits de son sol ou de produits de ses colonies et des nations étrangères. Son exportation annuelle se résumait ainsi :

- 300.000 l. en étoffes de laine anglaises ;
- 118.000 l. en cuirs, plomb, étain, poisson ;
- 150.000 l. en marchandises des Indes ;
- 100.000 l. en sucre, tabac, coton, indigo, etc.

1. *Merc.*, n° 25, col. 1.

2. *Merc.*, nos 25-27.

Étaient-ce là, concluait-on, des sommes négligeables et « quelles sortes de patriotes sont les individus qui s'opposent au retour d'un tel commerce » (1).

Le *Mercator* publia de nombreuses statistiques des exportations de l'Angleterre dans ses échanges avec la France, avant et depuis la guerre (2), presque chaque semaine il inséra la liste des marchandises expédiées par le port de Londres à destination de la France. Mais sur le terrain où il avait demandé à ses adversaires de combattre, il ne put apporter la preuve décisive que l'Angleterre l'emportait dans la balance de son commerce avec la France. Sans nul doute alors comme aujourd'hui elle nous prenait plus de marchandises que nous lui en achetions. Le *Mercator* ne put découvrir une année où le chiffre des exportations avait dépassé celui des importations et en réduisant non sans quelque parti pris les évaluations du *British Merchant* dans le tableau de l'année 1685-1686, il dut reconnaître que, d'après les documents authentiques, l'Angleterre restait débitrice envers la France d'environ 150.000 l. (3). Comment donc allait-il justifier auprès de ses adversaires que le commerce avec la France avait toujours été avantageux ?

En premier lieu le journal de Defoe s'attache à démontrer les lacunes des registres de la douane. « Le commerce est un article qui ne doit pas être immé-

1. *Merc.*, n° 25.

2. Surtout pour les années 1685-1686, 1712-1713.

3. *Merc.*, n° 63.

diatement estimé par les exportations et les importations directes. Il y a des branches détournées de commerce et une secrète circulation, semblable aux petites veines capillaires, qui bien qu'imperceptibles aux yeux des anatomistes les plus attentifs sont cependant dans leur proportion également essentielles pour conduire les esprits animaux à travers le corps et communiquer la vie et la vigueur à tous les organes. Ainsi il y a différentes parties de notre commerce avec la France, qui, d'une façon imperceptible pour beaucoup, sont exercées à travers d'autres pays et sont aussi essentielles à notre gain que celles que nous exerçons directement parce qu'elles conduisent les produits de notre industrie et de notre sol, qui sont les esprits animaux de notre commerce, de la même façon que notre commerce direct » (1). Il est donc nécessaire de tenir compte du nombre considérable de marchandises qui, déclarées pour d'autres pays, n'en entrent pas moins en France. Ces exportations « obliques » se font surtout par la Hollande et par les Flandres. Toutes les provinces de l'Est de la France ne peuvent recevoir directement les produits et spécialement les étoffes de laine dont elles ont besoin. Ces marchandises parviennent par Rotterdam et le Rhin et ses affluents. Mais comme elles sont en réalité à destination de la France, c'est une somme de 300.000 l. au moins qui doit être ajoutée aux exportations ins-

1. *Merc.*, n° 64, col. 2-3.

crites dans les livres de douane. Les Flandres prennent part également au commerce franco-anglais et transmettent dans les Pays Conquis et la Picardie pour 100.000 l. de marchandises, sans que ces provinces n'envoient rien en retour par cette voie (1). Un commerce analogue est entretenu par l'intermédiaire de Gênes, de Livourne et des îles anglo-normandes.

Mais bien plus les registres officiels ne mentionnent pas toutes les marchandises embarquées directement pour la France. Les négociants déclarent presque toutes celles qu'ils envoient à Dunkerque sous la rubrique générale « Flandres », pour rendre plus facile la contrebande et ne pas éveiller les soupçons des fermiers (2). Il en est de même de ce que l'Angleterre envoie dans les ports de la Méditerranée et qu'elle inscrit sous le nom de détroit de Gibraltar (The Streights) : Marseille et Toulon prennent une partie considérable de ces exportations et les navires anglais ne s'y arrêtent pas uniquement pour y débarquer du poivre, le seul produit que l'on déclare ouvertement pour cette destination (3).

Le *Mercator* récuse les registres de la douane comme une autorité infaillible pour déterminer si

1. *Merc.*, n^{os} 65, 66.

2. *Merc.*, n^{os} 68, 69, 74.

3. *Merc.*, n^{os} 69, 84, 88. Une longue discussion s'éleva entre les deux journaux à propos de Dunkerque et de Marseille; comme c'étaient deux ports francs, le *British Merchant* ne voulait pas tenir compte des marchandises qui y étaient exportées, II, p. 37-51.

l'Angleterre gagne ou perd dans ses échanges. « Qu'avons-nous fait tout ce temps en publiant des estimations du commerce avec la France, en demandant aux registres de la douane de nous dire quelles marchandises nous envoyons en France, sinon la plus grande et la plus plausible des erreurs... Demander des comptes d'exportations et d'importations aux livres de douanes et en tirer un jugement sur le commerce de France, c'est désirer être trompé, c'est réclamer une preuve que ne peut donner aucun compte exact de la matière... Tous les tableaux, résumés, calculs, comptes, qu'ils aient déposés devant le Parlement ou le Board of Trade, ou publiés dans des pamphlets et des livres, qu'ils aient été soit réclamés par l'Etat, soit obtenus privément de la douane, qu'ont-ils été, sinon des amusements, de simples apparences, d'où l'on ne peut tirer de véritable état du commerce » (1).

Les défenseurs du traité vont plus loin. Pour obtenir « un compte juste, loyal et honnête (2) du commerce avec la France, il ne suffit pas de calculer aussi exactement que possible toutes les marchandises entrées et sorties. Il est d'autres éléments qu'on ne saurait oublier, le fret des navires et les bénéfices réalisés par les négociants anglais vendant leurs produits en France.

Le transport de presque toutes les marchandises

1. *Merc*, n° 151.

2. *Op. cit.*, n° 49, col. 3.

échangées entre les deux nations est effectué par l'Angleterre et le profit d'un article aussi considérable de la balance des comptes devrait toujours être considéré. « Notre peuple se plaint des importations de marchandises françaises, mais il n'a pas une juste notion de l'avantage que notre marine marchande procure au royaume. Il n'a pas fait attention que le commerce entre la France et notre pays se fait sur nos propres navires et si on voit de temps en temps une petite barque française dans l'un de nos ports, ce n'est pas la trentième, la cinquantième partie du nombre de nos vaisseaux qui y vont... Le résultat est que cela modifie complètement les plateaux de la balance du commerce. Le fret sur nos marchandises sortantes est payé entièrement par les Français. Quant au fret de France en Angleterre il est payé par nous sans doute, mais ce paiement emploie notre marine. Cet emploi de notre marine occupe un si grand nombre de familles et encourage tant d'autres commerces, qu'il n'a d'égale aucune autre branche particulière de commerce, à moins qu'on ne mette en regard celle de la laine » (1).

Defoe décrit avec enthousiasme l'importance capitale qu'a pour l'Angleterre le développement de sa marine marchande. « Le lancement d'un navire qui peut coûter 1.000 l. emploie plus de familles pauvres que 1.000 l. ne peuvent employer dans aucune autre industrie. Josias Child avait l'habitude d'employer

1. *Merc.*, n° 49, col. 1.

cette expression, qu'un navire était la meilleure manufacture de laine de la nation. Chaque navire est une petite ville ajoutée à l'Etat, ville peuplée de nos habitants, mais qui sont nourris, vêtus et enrichis par les autres nations. A chaque voyage qu'il fait, il requiert l'aide et l'assistance de tous les artisans nécessaires pour monter et appareiller les bateaux et il les paie avec l'argent qu'il a gagné avec les autres nations... Ces villes de bois nous les construisons, nous les peuplons et nous les envoyons à l'étranger chargées de blé, de charbon, de plomb, de cuirs, d'étoffes de laine et elles les vendent aux Français ; les Français nous paient non seulement les marchandises, mais aussi ceux qui les transportent » (1). On énumère complaisamment tous ceux qui vivent de cette industrie, depuis les nombreux marins et les propriétaires des navires, jusqu'aux milliers d'ouvriers des corps de métiers les plus divers qui prennent part à la construction, l'appareillage et l'entretien des navires, car le bateau « une fois construit est une vache à lait pour les pauvres artisans, à chaque voyage, il leur paie la dime » (2).

Le *Mercator* évalue à 50.000 tonneaux le tonnage des exportations de l'Angleterre en France et au même chiffre celui de ses importations. Le transport de ces 100.000 tonneaux emploie une flotte de 500 sinon de 1 000 navires (3). Du 16 août 1712 au

1. *Merc.*, n° 50, col. 2.

2. *Merc.*, n° 52.

3. Ces chiffres sont-ils exagérés ? Le *British Merchant* affirme que

12 mai 1713, 218 navires sont partis à destination de Dunkerque (1). Le fret pour les exportations est tout entier acquitté par les Français et procure à l'Angleterre, si on l'estime à 1 l. par tonneau, 50 000 l.

Il était légitime pour évaluer le commerce avec la France de tenir compte du transport des marchandises, qui constituait pour cette nation une dette très importante vis-à-vis de la France. Mais le *British Merchant* (2) s'éleva très vivement contre la façon dont le *Mercator* inscrivait le fret dans la balance des comptes entre les deux nations. Ce dernier déclarait que le fret « étant acquitté entièrement par les Français, doit être estimé comme autant d'argent net gagné sur les Français et est égal non seulement à la valeur correspondante des marchandises importées chez eux, mais à la valeur des marchandises qui auraient produit un gain équivalent » (3). Les 50.000 l. acquittées pour le fret des navires sont égales à 500.000 l. de marchandises exportées, si l'on estime le bénéfice réalisé sur ces exportations à 10 0/0; si l'on pensait que ce bénéfice n'est que de 5 0/0, les 50.000 l. de fret seraient égales à 1.000.000

les exportations se montent à plus de 13.000 t., constituant à 10 s. par tonneau un bénéfice de 6.500 l. A cause de la proximité, 30 ou 35 navires étaient suffisants pour effectuer ce transport. Cette évaluation était encore moins raisonnable que la première.

1. Le *British Merchant* opposait que Dunkerque était un port franc, et que les Flandres étaient occupées par les armées anglaises et manquaient de blé.

2. I, p. 320 et s.

3. *Merc.*, n° 34, col. 3.

de l. de marchandises exportées. Le *Mercator* inscrit donc au crédit de l'Angleterre à côté des chiffres des exportations, la somme de 500.000 l. représentant le fret (1).

Il tient compte également du bénéfice réalisé par les négociants sur leurs exportations. « Les marchandises envoyées d'Angleterre en France sont généralement vendues au compte des négociants anglais et non par commission de l'étranger. La hausse qui se produit sur les prix de vente est au profit de l'Angleterre et acquittée par les Français » (2). Le bénéfice qui ne semble pas inférieur à 10 0/0 en moyenne est une somme nette à porter au crédit de l'Angleterre.

Le *Mercator* démontre en conséquence que le commerce avec la France est avantageux, même si la balance est défavorable et que l'Angleterre ne prendrait-elle que pour 400.000 l. de marchandises contre 800.000 l., elle aurait le plus grand intérêt à ne pas arrêter ses échanges avec la France (3). Le journal de Defoe présente ainsi la balance des comptes entre les deux nations pour l'année 1685-1686 (4).

1. *Merc*, nos 48 et s.

2. *Merc.*, n° 48, col. 3.

3. *Merc.*, n° 48.

4. *Merc.*, n° 65. Le *Mercator* s'était promis, lors de l'apparition du tableau du *British Merchant* « de le mettre en pièces et de le pendre au soleil, où il se raccornira comme un hareng et sera réduit à sa vraie substance », n° 45, col. 3.

Commerce au débit de la France	Commerce au crédit de la France
Aux profits et pertes pour marchandises exportées directement de Saint Michel 1685 l. s. d. à St-Michel 1686 . 742,077 4 2 1/2 Pour exportation de marchandises anglaises par la Hollande..... 300.000 Pour exportation de marchandises par les Flandres..... 100.000 Pour blé exporté dans les années de disette, l'une dans l'autre..... 50,000 Pour bénéfice sur la vente de 742,077 l. dont les 6/7 au compte et au risque de l'Angleterre, évalué à 10 % 64,200 A valoir pour le fret de 50,000 t. à 20 s. par t. pour les marchandises exportées en France, qui payé par les Français et constituant un bénéfice net, est un profit égal à l'exportation de marchandises d'une valeur de..... 500.000 Total..... 1.756.277 4 2 1/2	Aux profits et pertes pour marchandises importées de Saint-Michel 1685 à l. s. d. St-Michel 1686.. 889,904 10 3 Balance due à l'Angleterre ... 866,372 13 11 1/2 1.756.277 4 2 1/2

Le *Mercator* proteste non seulement contre la façon dont on a dénaturé les résultats du commerce avec la France, mais contre la politique absurde qui a arrêté tous les échanges avec cette nation. « On ne peut guère trouver dans le monde un exemple d'une

nation commerçante, qui ait interdit son commerce, comme l'a fait l'Angleterre, et ait arrêté par des lois prohibitives l'exportation de ses propres produits... Il faut quelque sang-froid, pour parler avec patience de ces politiciens, qui, durant ces vingt dernières années, ont jugé bon d'encourager nos étoffes de laine en prohibant leur exportation en France, quand au contraire le seul moyen d'étendre leur consommation eut été d'encourager leur exportation, autant que possible dans toutes les parties du monde » (1). Cette pratique insensée a plus fait que tous les édits de Colbert, pour permettre aux Français de faire les progrès si rapides qui alarment l'industrie britannique. L'Angleterre s'est fermée à elle-même par des lois inconsidérées un marché très avantageux. « Celui qui, en quelque façon que ce soit, empêche les produits de notre sol et de notre industrie d'être envoyé à l'étranger, à quelque degré et en quelque lieu que ce soit, est en cela un ennemi du bien public et prévient l'augmentation de la richesse nationale » (2).

Les défenseurs du traité montrent quels avantages la Hollande a tiré de sa politique plus libérale; ils rappellent que « la première chose pour une nation est d'ouvrir à son commerce tous les canaux, par où puissent s'écouler les produits du sol et du travail du peuple » (3). Et ils s'indignent de voir méconnus les

1. *Merc.*, n° 23.

2. *Merc.*, n° 48, col. 3.

3. *Merc.*, n° 78, col. 3.

meilleurs exemples et les principes les plus essentiels. « Contrairement à toutes les sages mesures des autres nations et contrairement à la vraie nature du commerce et à l'intérêt certain de la nation, nous avons des gens parmi nous qui sont pour continuer les prohibitions sur nos propres produits et les conserver à jamais exclus de France, où nous avons un si grand commerce, et au lieu de chercher un marché jusque dans les parties les plus lointaines du monde, ils sont pour la fermeture de ces marchés que nous avons à notre porte. Absurde folie ! La raison est que nous perdons dans ce commerce ! Rien n'est plus certain que nous perdons par la non exportation de nos marchandises, par le non emploi de nos navires, par la non consommation à l'étranger des produits de nos colonies » (1).

Si le *Mercator* s'élève vivement contre les prohibitions commerciales, il est loin de renoncer aux mesures protectrices contre les importations étrangères : « Si dans les retours pour nos marchandises, il est importé des produits, que le luxe ou les vices de la nation réclament en quantités qui puissent nuire au commerce, ou au peuple ou à la richesse publique, c'est pour la nation le devoir le plus impérieux d'édicter des règlements, d'imposer des taxes d'importation, qui puissent réprimer ce luxe et ces vices et diminuer la consommation de ces marchandises » (2). Toutefois le *Mercator* recommande d'agir

1. *Merc.*, n° 48, col. 3.

2. *Merc.*, n° 78, col. 1.

avec prudence et de ne rien faire qui puisse décourager les exportations, qui sont la vie de la nation même, le pain des pauvres et le fondement de la richesse nationale (1).

En effet le principal argument que Defoe et ses amis font sans cesse valoir en faveur du traité, c'est que l'Angleterre n'a pas renoncé à ses droits élevés sur les marchandises françaises et qu'elle s'est réservée la liberté de les augmenter en cas de besoin. Les articles 8 et 9 suppriment les prohibitions, mais ne demandent pas au Parlement de consentir à une réduction complète des taxes douanières, ni même de les rétablir telles qu'elles étaient en 1664 (2). Si la France s'est engagée à octroyer le tarif très avantageux de cette année-là, l'Angleterre n'a d'autre obligation que d'accorder à celle-ci le même traitement qu'aux autres nations. Ses droits sur les marchandises françaises resteront beaucoup plus élevés qu'en 1664 (3).

1. *Op. cit.*, n° 78, col. 2.

2. « Le traité ne signifie pas du tout une entière réduction de nos impositions et de nos droits de douane, ni, comme beaucoup le comprennent, la suppression de toutes nos impositions depuis l'année 1664. » *Considerations upon the 8 et 9 art.*, p. 18.

3. *Merc.*, n° 3.

Droits payables en 1664				Droits payables après la paix			
	l.	s.	d.		l.	s.	d.
Tonneau de vin.....	7	10	0	Tonneau de vin.....	26	15	3 1/4
Tonneau d'eau-de-vie ..	1	10	0	Tonneau d'eau-de-vie (douane et excise).	51	09	6
Mesure de sel.....	1	00	0	20 mesures de sel (douane et excise).	275	03	1
20 livres de soieries....	3	00	0	20 livres de soieries.	12	03	7
20 livres d'alamodes et lustrines.....	6	00	0	20 livres d'alamodes et lustrines	34	00	0
Toiles 106 aunes	0	07	0	Toiles 106 aunes	00	12	7

La richesse nationale se trouve ainsi suffisamment protégée contre une balance défavorable, car s'il est vrai que le bon marché ou la cherté d'une marchandise non absolument nécessaire à la vie en augmente ou en diminue toujours la consommation, il est certain que les importations françaises restant soumises à des taxes plus élevées qu'avant la guerre économique, ne peuvent être aussi grandes qu'elles l'étaient alors (1).

Si toutefois l'Angleterre pensait que les droits, qui doivent être fixés sur les marchandises françaises, ne sont pas suffisants, il lui sera toujours loisible de les augmenter. Les vins de Bordeaux pourront payer 100 l. par tonneau, si on frappe de la même taxe les vins de Malaga et de Florence. L'intérêt bien entendu de la nation exigerait-il d'arrêter l'importation d'un

1. *Merc.*, nos 43 et 44.

produit, le Parlement aura la liberté de modifier les taxes en vigueur, pourvu que la mesure soit générale (1).

Le *Mercator* s'efforce de démontrer que les industries britanniques n'auront pas à souffrir de l'octroi des tarifs de la nation la plus favorisée aux marchandises françaises. Elles sont devenues si prospères qu'elles ne craignent plus sérieusement de concurrence. Elles se trouvent suffisamment protégées par les nouveaux droits et sur ce point le journal discute les pétitions des divers fabricants et les assertions du *British Merchant* (2). Prétendre que les manufactures anglaises ne peuvent vivre sans une prohibition des échanges avec la France, c'est déclarer qu'elles ne sont pas viables.

C'est sans doute une « cruelle et mélancolique nécessité » de sacrifier quelques branches de l'activité nationale, mais on ne doit pas hésiter à le faire, si c'est le seul moyen qui permette au commerce général de prospérer. « L'industrie de la laine est l'âme et la vie du commerce anglais et si elle ne peut être encouragée et développée, qu'aux dépens des autres industries, elle suffit à elle seule à dédommager de cette perte. (3) » On ne saurait donc souscrire à toutes les réclamations des tisseurs de soie. Sans doute « ils méritent de justes encouragements, mais il ne peut être de l'intérêt de l'Angleterre de décourager complè-

1. *Essay on the treaty of comm.*, p. 28-31. *Merc.*, nos 44-45.

2. *Merc.*, nos 43 et s., 55 et s.

3. *Essay on the tr. of com.*, p. 39.

tement l'importation des soieries étrangères, surtout quand elles apparaissent comme le produit de nos manufactures de laine ». « Si une balle de soieries est importée de France et achetée avec une ou plusieurs balles de draps fins ou autres produits de laines, il est aisé de prouver qu'il est plus de notre intérêt d'importer cette balle de soieries et que ces soieries sont plus notre propre industrie que si elles avaient été manufacturées à Spittlefields », l'Angleterre ayant fourni à la France la soie brute qu'elle a échangée en Orient contre des étoffes de laine et l'achetant tissée contre d'autres étoffes de laine. « Une dame, dont la jupe et la robe sont en riches damas étrangers, peut être considérée comme portant deux ou trois pièces de drap fin sur son dos » (4). L'industrie de la soie, toute nouvelle, n'est utile et avantageuse, que parce qu'elle constitue un retour pour l'exportation des lainages ; c'est « un nourrisson » qu'on peut sacrifier à la « fille aînée ».

Le *British Merchant* se servait du même raisonnement pour justifier les importations de la Hollande ou de l'Italie ; mais il refusait de l'appliquer aux importations françaises, posant en principe que l'Angleterre était dans l'impossibilité absolue d'envoyer aucun produit manufacturé en France. Le *Mercator* prouve au contraire que les Anglais n'ont pas de meilleurs clients que ce pays riche et peuplé et que le traité d'Utrecht ouvre aux produits britanniques le marché le plus important.

1. *Merc.*, n° 8.

Louis XIV a été forcé d'abandonner les prohibitions, à l'abri desquelles il cherchait à envelopper ses manufactures aux dépens des industries étrangères. Il consent à accorder à l'Angleterre le tarif de l'année 1664 très modéré. Les négociants s'alarment vivement de voir exceptées de ce tarif quatre espèces de marchandises, mais là encore la réduction des taxes d'entrée sont très importantes.

Tarif français en	1664	1665	1667	1687	1701	1699
	l. s.	l. s.	l. s.	l. s.		l. s.
Baleine coupée et apprêtée, le quintal . . .	2 10	»	15	»	»	9
Draps fins et ratines, la pièce de 25 aunes . .	40	»	80	120	prohibé	55
Serges drapées, la pièce de 12 à 15 aunes. . .	40	»	15	24	prohibé	11
Sucre brut	15	22 10	22 10	»	»	22 10
						(1)
4. Merc. n° 4, col. 4.						

L'avantage du traité réside avant tout pour Defoe et le *Mercator* dans l'admission en France des étoffes de laine. Tous les tissus, vêtements ou objets de laine peuvent entrer désormais avec les seuls droits payables quarante-neuf ans auparavant. Prétendre que la France en rend impossible toute exportation est une erreur entretenue par les ennemis du gouvernement. Seules deux espèces d'étoffes, les draps fins et les serges, sont soumises au tarif de 1699 à peine plus

élevé. Quant à l'admission limitée à trois ports, l'Angleterre ne peut s'en plaindre, elle suit elle-même cette pratique et Saint-Valéry-sur-Somme, Rouen et Bordeaux sont les ports les plus commodes et les plus voisins des grands marchés français.

Le *Mercator* considère comme une « absurde et détestable trahison » de répéter et d'imprimer que les Français sont aussi capables que les Anglais de fabriquer des étoffes de laine, que les leurs sont d'aussi bonne qualité et à meilleur marché et peuvent faire concurrence aux étoffes anglaises non seulement en France, mais sur les marchés du monde entier. Nous devrions être les derniers à dépouiller notre pays de cette gloire dont le commerce plus que tous les trophées de la guerre l'a revêtu. (1) »

Deux seules raisons ont permis aux Français de faire quelques progrès dans leurs manufactures de laine : les prohibitions sévères mises à l'entrée des étoffes anglaises, la laine brute qu'elle a reçue d'Angleterre en dépit de toutes les interdictions.

Dans les édits du roi de France, les arrêts de son Conseil prouvent que cette industrie n'a pu vivre que si des tarifs de plus en plus élevés arrêtaient presque absolument les produits similaires expédiés d'Angleterre. Les droits exorbitants ne furent bientôt plus suffisants ; le souverain, pour obéir aux vœux de ses sujets dut prononcer une prohibition complète en 1701. Rien ne peut donc plus effectivement découra-

1. *Merc.*, n° 144.

ger cette industrie en France que la libre importation des étoffes anglaises. Elle sera complètement ruinée par le traité, le nom même des étoffes françaises disparaîtra. Les malheureux fabricants et négociants adressent de justes plaintes à leur roi qui s'est vu contraint de souscrire aux conditions les plus désavantageuses (1). Defoe, en réponse aux attaques de ses adversaires contre les articles 8 et 9, insiste sur ce point que « le traité est très rigoureux pour les Français » (2) ; en cela il agissait surtout en polémiste nullement dégagé des préjugés mercantilistes.

En second lieu, les Français n'ont pas de matières premières en quantité et de qualité suffisantes. Leur meilleure laine ne peut faire de tissus aussi fins et aussi bons que la laine anglaise. Ils n'ont pu réaliser quelques progrès qu'en se procurant à tout prix celle que d'indignes individus leur vendent en secret. De toutes les baies d'Irlande et d'Angleterre sont transportées d'immenses quantités de balles de laine. Il est inexact de prétendre que les ministres consentent à abroger toutes les lois prohibant cette contrebande, « autant soutenir qu'ils consentent à l'exportation de nos femmes et de nos enfants, car il est sûr qu'à l'exception de nos femmes, de nos enfants et de nos bibles, il n'est pas de chose dans la nation que nous ne devions exporter, avant d'exporter notre laine » (3).

1. *Merc.*, n° 14.

2. *Merc.*, nos 140 et s.

3. *Merc.*, n° 47.

Le Parlement doit renouveler et renforcer au besoin la législation sévère relative à la sortie de la laine et surtout veiller à sa rigoureuse exécution « pour ne pas laisser le sang de notre commerce couler de nos veines » (1); et l'Angleterre conservera toujours son écrasante supériorité dans cette industrie.

Le *Mercator* réfute cette notion que le bon marché de la main-d'œuvre en France puisse créer une concurrence à l'Angleterre. Il considère ce bon marché comme apparent, tandis que le travail y est réellement plus cher. « Que les Français travaillent pour moins d'argent que les Anglais, ce peut être vrai. qu'ils vivent d'un oignon, d'une gorgée d'eau, d'une grappe de raisin ou d'un morceau de pain, pendant que l'ouvrier anglais a son bœuf et son pudding, ce peut être vrai. Mais que ces détracteurs de leur pays sachent qu'il y a une grande différence entre une journée de travail et le travail d'une journée et le *Mercator* ose dire que, bien que d'autres peuples travaillent pour moins d'argent par jour que les Anglais, il n'y a pas de nation qui fasse tant d'ouvrage en une journée que les Anglais ou le fasse si bien » (2). Leurs

1. *Merc.*, n° 163. Sur ce point il y a accord complet entre le *Mercator* et le *British Merchant*. Ce dernier énumère ainsi les meilleurs procédés pour arrêter cette exportation : 1. tenir un registre général de toute la laine recueillie ; 2. prononcer des peines sévères contre les infractions aux lois de prohibition ; 3. donner une prime aux dénonciateurs et aux capteurs ; 4. édicter une procédure facile pour les saisies et les amendes sans frais ni délais ; 5. nommer une commission de personnes probes et compétentes pour veiller aux intérêts de cette industrie. *B. M.*, II, p. 349.

2. *Merc.*, n° 67, col. 4.

produits sont plus achevés et plus solides que ceux de leurs concurrents. Il est impossible d'admettre que les étoffes françaises soient meilleur marché. Elles peuvent peut-être se vendre à plus bas prix en Turquie, mais c'est uniquement parce qu'elles sont plus grossières.

Le *Mercator* insiste beaucoup sur la grande supériorité des lainages anglais. Pour le prouver, il accumule de nombreux détails susceptibles de flatter l'amour propre national. Il dépeint le piteux équipage de l'ambassadeur de France, raconte comment tout Français arrive en Angleterre pauvrement vêtu et en repart richement habillé et les bagages remplis d'étoffes inimitables. Comment peut-on comparer aux produits anglais les tissus fabriqués par les Français, « leurs draps en poils de chien, leurs droguets grossiers et à demi lustrés, leurs dozens non tondus, leurs bayettes semblables à des filets à choux » (1).

Les défenseurs du traité montrent que la France est un débouché important, non seulement pour les étoffes de laine, mais pour beaucoup d'autres produits. L'Angleterre, et l'Ecosse surtout, pourront vendre de grandes quantités de poisson. Le tabac, le sucre, et les autres denrées des colonies seront librement admises, ainsi que les marchandises d'Orient et des Indes, car le *Mercator*, comme le gouvernement, donne une interprétation très large des termes *bona*

1. *Merc.*, n° 67.

mercesque Magnæ Britannicæ. L'Angleterre a obtenu la liberté de transporter ses produits en France dans des conditions très favorables ; elle est en droit de compter qu'en appliquant le traité, elle en vendra beaucoup. « Mais soutenir *a priori* que les Français ne les achèteront pas et qu'en conséquence nous ne devons pas les envoyer est la plus ridicule et la plus absurde façon de discuter du monde » (1).

L'Angleterre par son traité avec la France va t-elle du moins se priver de ses marchés les plus rémunérateurs ? Le *Mercator*, à la suite de Davenant, cherche à démontrer que le commerce avec la Hollande n'est pas aussi profitable qu'on le prétend. « Rien n'est plus erroné que, si une nation prend plus de nos marchandises que nous n'en prenons des siennes, d'en arguer que nos relations avec ce pays sont toujours avantageuses pour nous » (2). L'Angleterre obtient une balance en argent très considérable dans ses échanges avec les Pays-Bas, mais ce n'est pas là un gain dont on puisse entièrement se réjouir. Elle leur vend de prodigieuses quantités de marchandises, mais que ceux-ci ne consomment pas, et réexportent aussitôt. Il vaudrait beaucoup mieux pour elle envoyer directement ses marchandises aux nations étrangères et n'avoir pas à partager ses bénéfices avec des intermédiaires. Les Hollandais transportent ainsi en France les produits que la Grande-

1. *Merc.*, n° 144.

2. Davenant, *Works*, V, p. 416.

Bretagne se refuse à vendre elle-même et ils prélèvent un profit qui devrait légitimement appartenir à celle-ci. Pendant que les partis se disputaient au sujet du commerce de France, la Hollande a été le troisième larron et s'en est emparé.

Les diverses publications du parti tory vont même jusqu'à dénoncer, dans le mouvement d'opposition contre le traité, les manœuvres des Hollandais, qui veulent rester maîtres du commerce britannique (1). Les émissaires des Pays-Bas ont trouvé un bande de traîtres pour mener l'agitation et tromper le peuple. Le *Bristish Merchant* n'est publié que grâce à l'argent des étrangers et parle leur langage.

Le traité de Methuen ne saurait être un obstacle à l'adoption des articles 8 et 9. Non seulement le *Mercator* refuse de croire que le commerce avec le Portugal soit sérieusement atteint par le rétablissement des échanges avec la France, mais il dresse un violent réquisitoire contre le fameux accord de 1703, dont les avantages directs ont été très minimes. Il n'a pas recours toutefois aux mêmes arguments qu'Adam Smith et ses principaux griefs sont d'un tout autre ordre.

« Le traité avec le Portugal est absurde, directement contraire à la Constitution, illégal et nul en soi » (2). Il porte atteinte aux privilèges du Parlement, en empêchant de modifier les taxes à l'entrée

1. V. surtout le pamphlet « Memoirs of Count Tariff ». *Merc.*, nos 90 et s., 110-111.

2. *Merc.*, n° 45.

des marchandises étrangères ; il lui enlève le droit incontesté de fixer souverainement et d'affecter les divers impôt. Si le principal négociateur n'était pas dans sa tombe, il pourrait payer de sa tête une pareille violation des libertés anglaises. Bien plus, la Cour de Lisbonne a enfreint l'article le plus essentiel, l'esprit même du traité, parce qu'elle a supprimé, peu de temps après, non seulement la prohibition des draps de laine anglais, ce qu'elle s'était engagée à faire, en échange de la réduction par la Grande-Bretagne des droits sur les vins de Portugal, mais aussi la prohibition des draps de Hollande, de France, d'Allemagne, sans que ces pays n'aient accordé aucun équivalent (1).

Cette convention n'a eu que de médiocres résultats. L'Angleterre n'a pas augmenté sensiblement sa consommation de vins du Portugal. De 1704 à 1707 elle a importé à peu près la même quantité de tonneaux que de 1699 à 1702 (2). L'augmentation des exportations avec le Portugal n'est pas due aux clauses insignifiantes du traité de Methuen, mais a pour cause la récente découverte des mines d'or de Saint-Paul dans le Brésil. L'accroissement prodigieux de la population dans cette partie du Nouveau Monde soumise au roi de Portugal, son rapide enrichissement, la prospérité et le luxe de toute la nation portugaise qui reçoit chaque année d'immenses tré-

1. *Merc.*, n° 112.

2. *Merc.*, n° 124.

sors ont seuls vraiment produit une demande plus grande d'étoffes de laine anglaises (1). Car en 1704, l'année qui a suivi le traité, cette exportation n'a pas subi une notable augmentation (2). Le *Mercator* raille la valeur excessive que ses adversaires attachent au commerce avec le Portugal. « Ils prétendent que nous gagnons un million avec le Portugal, mais c'est la plus extravagante et la plus ridicule assertion. Tout le commerce entre la Grande-Bretagne et le Portugal ne s'élève pas à un million, bien que ce soit un commerce très important ; mais même si nos exportations pouvaient monter à un million par an, le profit ne serait pas d'un million, car nos produits doivent nous coûter quelque chose » (3).

L'Angleterre n'a point à redouter la rupture du traité de Methuen. Les termes de l'accord déterminent les conséquences d'une réduction des droits sur les vins français, le Portugal serait libre de prohiber à nouveau les draps de laine. Mais il se garderait bien d'en venir à cette extrémité et d'interrompre ses relations avec la Grande-Bretagne. Car il ne trouve qu'en ce pays un débouché pour ses principaux produits naturels, comme l'huile et les fruits, et malgré le traité franco-anglais, il continuera de vendre une quantité considérable de vins, à cause de leur qualité, leur prix et l'habitude qu'ont prise les Anglais de les consommer. Cette exportation serait-elle réduite

1. *Merc.*, n° 124.

2. *Merc.*, n° 119.

3. *Merc.*, n° 119, col. 1.

de moitié, soit de 4.000 tonneaux ou de 40.000 livres, en évaluant à 10 livres chaque tonneau, cette perte ne serait pas suffisante, pour que le gouvernement de Lisbonne arrêtât les importations de marchandises anglaises. Le traité d'Utrecht ne ruinera pas le commerce entre les signataires du traité de Methuën, parce que, si ce commerce est avantageux pour la Grande-Bretagne, il est absolument nécessaire pour le Portugal (1).

Enfin le *Mercator* s'employa à isoler les considérations économiques des considérations politiques dans le débat sur les relations entre l'Angleterre et la France (2). Il avait pour adversaires non seulement la majorité des classes commerçantes mais tout le parti whig hostile à tout accord définitif avec la France. Il établit à maintes reprises que le commerce devait rester étranger aux luttes pour la prépondérance politique et aux discussions des partis. Dans l'appréciation du commerce avec la France, « l'ambition et la puissance du roi de France, la différence de religion ou de gouvernement civil ne peuvent avoir aucune part. Le pouvoir ou la tyrannie du roi de France, appelez-là comme vous voudrez, ne peut être une raison de ne pas faire le commerce avec lui. Personne ne dira que le Prétendant est intéressé dans la question commerciale : il n'y a pas de Jacobites en matière de commerce ; on ne dira pas non plus que

1. *Merc.*, n° 121.

2. Hewins, *English Trade and Finance*, p. 142.

nous devons refuser de faire le commerce avec les Français, parce qu'ils sont papistes ou qu'il s'agit ici de la balance des pouvoirs. Dans le commerce, le langage des partis est un pur jargon et n'a ni valeur ni sens. Le commerce n'a rien à faire avec de telles discussions : nous commerçons avec les Italiens bigots et les stupides Portugais, les mahométans de Turquie et de Perse, les barbares d'Afrique, les sauvages d'Amérique, les païens de Chine, et en général avec toute personne et toute nation, avec qui on peut le faire avec avantage. Les nations commerçantes, bien que chrétiennes, doivent entretenir le commerce avec tous les peuples avec lesquels elles peuvent gagner. Le gain est le but du négoce, le commerce est l'échange de richesses susceptibles d'être vendues entre une nation et une autre pour le profit mutuel des commerçants. Le langage des nations entre elles est celui-ci : « Je te laisse gagner à mes dépens, pour que je puisse gagner aux tiens »... Le commerce est une affaire de paix ; quelques querelles qu'il puisse y avoir entre les nations, le commerce n'est en guerre avec personne. Et si les hommes étaient sages, ils ne souffriraient pas que la guerre interrompît le commerce, sous quelque prétexte que ce fût, surtout si ce commerce peut être fait avec avantage... Le commerce est une matière entièrement indépendante de sa nature ; il ne tient compte et ne dépend d'intérêts autres que ceux qui se rapportent à lui. Supprimer le commerce avec une nation parce que nous différons sur des questions

d'état ou des intérêts politiques est la plus grande absurdité dont puisse être coupable une nation. « Nous ne connaissons dans le commerce ni partis, ni alliances, ni ennemis. Sont amis tous ceux avec qui nous pouvons commercer avec avantage, bien qu'autrement nous les haïssions et qu'ils nous haïssent ; aucune divergence sur des questions politiques n'a affaire avec le commerce. Nous ne connaissons ni Whig, ni Tory dans le commerce. Il n'y a pas de papisme dans le commerce : peu importe le Dieu qu'adorent, la religion qu'observent, ceux avec qui nous commerçons, notre commerce n'adore qu'une idole, le gain ».

Cet appel à une politique de paix et au développement des relations commerciales avec toutes les nations étrangères ne fut pas écouté. Les efforts de Defoë et de ses amis ne purent vaincre les préjugés mercantilistes et les sentiments d'hostilité de la nation à l'égard de la France. En vain le *Mercator* multiplia ses statistiques et reprit ses démonstrations, en vain il répandit ses numéros dans le pays tout entier (1), l'Angleterre n'était pas prête à abandonner sa politique prohibitionniste.

1. Dans un pamphlet, il est dit que Defoe « continue à publier son journal et à l'envoyer par des messagers, port payé, pour empoisonner et aveugler les pauvres campagnes ». *Remarks on a scandalous libel*, p. 5.

CHAPITRE V

L'ÉCHEC DU TRAITÉ

Le traité de commerce d'Utrecht, objet de si vives et si longues discussions ne devait jamais être appliqué. Le ministère tory fut impuissant à faire triompher sa politique économique. D'une part le Parlement refusa de réduire les droits d'entrée conformément aux articles 8 et 9 ; d'autre part dans la commission franco-anglaise, les délégués de la France ne voulurent pas admettre l'interprétation plus large et plus favorable que le gouvernement anglais donnait des termes de ces deux articles. C'est ce double échec, qui entraîna l'abandon du traité, que nous devons examiner maintenant.

La Chambre des Communes s'était prononcée au début en faveur de la suppression des prohibitions à l'égard des marchandises françaises. Par une majorité de 122 voix, elle avait voté la motion ordonnant le dépôt du bill qui appliquait les articles 8 et 9 (1).

1. Pour les débats devant le Parlement, voir, outre, Cobbett *Parliamentary History*, t. V, le recueil plus complet pour cette période

L'opposition habilement dirigée par le général Stanhope, le chef du parti whig, et Gould, ancien négociant, gouverneur de la banque d'Angleterre ne devait pas tarder à voir grossir ses rangs. Elle força le gouvernement à accepter un débat plus long et plus minutieux. Devant les vives réclamations des marchands, le Parlement demanda communication de tous les documents de la douane et autres susceptibles de l'éclairer sur le commerce avec la France et le Portugal.

Le bill fut toutefois voté assez facilement en première lecture le 29 mai et en seconde lecture le 4 juin. La véritable discussion commença, lorsque le 9 juin, les Communes se réunirent en commission de la Chambre entière, pour examiner le bill et les diverses protestations des marchands et des corporations. Elles avaient décidé que deux signataires par chaque pétition seraient entendus, s'ils jugeaient bon de se présenter Cooke au nom de la « Turkey Company », Toriano et Milner, au nom des marchands trafiquant avec l'Italie et le Portugal, qui devaient tous trois, avec Henry Martin, fonder le *British Merchant*, vinrent ainsi déposer à la barre de l'Assemblée et avec eux des tisseurs et moulineurs de soie, des fabricants d'eau-de vie, des fileurs d'or et d'argent. Leurs discours, rapporte un pamphlet attribué à Daniel Defoe, « étaient composés de tous les argu-

publié par Chandler, *Hist. and Proceedings of the House of Commons*, t. IV et V et les nombreuses brochures publiées en 1713 après la dissolution du Parlement.

ments que des marchands whigs de la cité pouvaient présenter relativement au commerce et de toutes les subtilités et de tous les sophismes que leur fournissaient » (1) les adversaires de la Cour. Mais ils produisirent une impression profonde et soulevèrent à plusieurs reprises des incidents assez vifs.

Pour apaiser les alarmes, le gouvernement dut faire subir au bill deux amendements importants. « Qu'il soit déclaré... que le susdit article 9 doit s'étendre non seulement aux marchandises du cru et de la fabrication de la Grande-Bretagne, mais aussi à toutes les denrées et marchandises que les sujets de cette couronne importeront en France, ou auront droit d'y importer, en conséquence du tarif du 18 septembre 1664, et aux vaisseaux de ladite nation qui les transporteront, n'en exceptant que les espèces de marchandises, dont la réserve est mentionnée dans l'article 9 dudit traité et a été spécifiée à Utrecht le 28 avril 1713 entre les plénipotentiaires des deux couronnes, desquelles espèces de marchandises la considération est renvoyée aux commissaires des deux nations pour la régler entre eux ». « Qu'il soit aussi déclaré qu'à l'égard des quatre espèces de marchandises exceptées, il est entendu, par les articles 8 et 9 du traité, que les sujets de la Grande Bretagne pourront importer en France toutes les sortes de marchandises comprises dans les

1. *A Letter from a member of the House of Commons*, p. 17. Les dépositions sont analysées dans ce pamphlet et dans un autre, *Remarks on a scandalous libel*, publié en réponse au premier.

espèces exceptées, dans le cas où les sujets de quelqu'autre nation en auraient la liberté et que les Anglais jouiront à cet égard de tous les privilèges, immunités et exemptions de droits, dont jouit ou pourra jouir la nation la plus favorisée » (1). Cette double interprétation, dont la seconde seule pouvait légitimement se soutenir, n'était pas acceptée par la France. Et elle ne parvint pas à restreindre l'opposition des compagnies du Levant ou des Indes et des marchands et fabricants d'étoffes de laine.

Le parti tory se divisait sur la question du traité de commerce. Deux membres de la Chambre-Haute, les lords Anglesea et Abingdon, « tous deux au service de Sa Majesté et appartenant au parti de l'Eglise » (2) se prononçaient nettement contre la politique commerciale du cabinet, ainsi que sir Thomas Hamner à la Chambre des Communes. « Ils pensaient qu'on devait ajourner le bill jusqu'à la session suivante, parce que les élections pourraient être influencées par le vote d'une loi, au sujet de laquelle les opinions de la population étaient divisées. La Cour aurait préféré renoncer au bill plutôt que de créer une scission parmi ses amis, mais l'ensemble du parti tory refusa absolument de l'abandonner » (3).

Le 18 juin eut lieu le débat final, qui dura de trois heures à onze heures du soir. Le général Stanhope,

1. *B. M.*, I, p. 125.

2. *Letter from a member of the H. of C.*, p. 42.

3. Bolingbroke, *Letters*, IV, p. 165.

sir Peter King, Gould et Hampden furent parmi les orateurs les plus écoutés, qui montrèrent le désavantage du commerce avec la France. Arthur Moore défendit longuement et éloquemment le traité et plusieurs autres membres parlèrent dans le même sens » (1). Mais la majorité se rallia à l'opinion de sir Thomas Hamner ; dans son discours il exposait « qu'avant d'avoir examiné jusqu'au fond le problème en question, il avait donné son vote pour la présentation du bill pour rendre exécutoire les articles 8 et 9. Mais, qu'ayant ensuite mûrement pesé et considéré les allégations des marchands, négociants et manufacturiers dans leurs diverses pétitions et représentations, il était convaincu que le vote du bill serait d'un grand préjudice pour les fabricants de lainages et soieries du royaume, augmenterait par conséquent le nombre des pauvres et enfin affecterait ainsi la terre ; que, puisqu'il avait l'honneur de siéger dans cette Chambre, il ne serait jamais aveuglément conduit par aucun ministère et il n'était pas mû d'autre part, par ce qui pourrait influencer d'autres hommes, la crainte de perdre leur siège : mais que les principes, d'après lesquels il agissait étaient l'intérêt de son pays et la conviction de ses opinions et pour

1. Dix-sept orateurs parlèrent en faveur du bill, dix-huit contre, parmi lesquels on peut citer encore Aislaiby, commissaire de l'Amirauté, Annesley, commissaire des comptes publics. *Hist. and proceed*, V, p. 39-41 ; *The Hist. of the Third session of the last Parliament*, p. 128.

ces deux seules considérations, il était contre le bill » (1).

Ce discours fit une grande impression sur la plupart des membres et le bill fut finalement rejeté par 194 voix contre 185. Des listes des membres ayant voté pour ou contre, qui furent publiées dans des pamphlets (2) au lendemain de cette séance mémorable, on peut constater qu'aux 120 Whigs, qui se prononcèrent contre le ministère, un grand nombre de Tories dissidents étaient venus s'adjoindre. Ils appartenaient presque tous à des comtés industriels, Devon, Lancastre, Nottingham, Suffolk. Les quatre membres de Middlessex (Londres) et les deux de Westminster, ceux de Bristol, d'Exeter avaient voté contre la réduction des droits sur les marchandises françaises. On remarquait que « dans le comté de Gloucester où se fabrique des draps, personne ne fut pour le bill, tandis que dans le comté d'Hereford, où l'on boit du cidre, il n'y eut qu'un membre contre le bill » (4). Des trente-neuf membres du Parlement qui avaient une part quelconque dans le commerce, douze se montrèrent favorables au bill, vingt-sept hostiles (5).

1. *Hist. and proceed. of H. of C.*, V, p. 39 et s.

2. *A Letter from a member of the House of Commons. Remarks on a scandalous libel. A Letter to West-Country Clothier and Freeholder. Cautions to those who are to choose members to serve in Parliament.*

3. *A Letter from a member of H. of C. distingue les Whigs des Capricieux (Whimsical)*, p. 25-42.

4. *Remarks on a scandalous libel*, p. 40.

5. *Op. cit.*, p. 19.

Le peuple de Londres accueillit la décision des Communes avec la plus vive satisfaction. Les drapiers, les merciers, les tisseurs de soie se livrèrent à de bruyantes démonstrations de joie. Dans la nuit du 19, des bûchers s'allumèrent sur les places publiques, particulièrement à Spittlefields, où les tisseurs de soie étaient nombreux. Et toute la population ouvrière de la Grande-Bretagne s'associa à ces réjouissances (1).

Ce fut un grand désappointement pour le ministère tory, mais il n'abandonna pas la lutte. Bolingbroke considérait que la victoire de ses adversaires avait été obtenue par surprise ; l'échec du bill était dû surtout à ce que, « pendant deux ou trois jours d'incertitude, le bruit s'était répandu que le Lord Trésorier abandonnerait la partie » (2). On pouvait espérer que les préjugés ne tarderaient pas à être dissipés et que la discussion serait bientôt reprise. Les Communes, pour ne point donner à leur décision le caractère d'un acte nettement hostile au ministère, avaient ensuite voté une adresse de remerciements à la reine pour la signature de la paix (3). Elles furent néanmoins prorogées puis dissoutes et un appel fut fait aux électeurs (4).

Pendant la période électorale les polémiques furent plus vives que jamais. L'esprit de parti s'empara de

1. Boyer, p. 638.

2. Bolingbroke, *Letters*, IV, p. 166.

3. *Hist. and proc., of H. of C.*, V, p. 42.

4. Boyer, p. 640.

plus en plus d'un débat où le sort du gouvernement tory était engagé. Pendant que le *Mercater* et le *British Merchant* poursuivaient leurs discussions, les journaux politiques ou littéraires (1), même les plus graves comme le *Guardian*, les écrivains renommés comme Addison (2) prirent part à la lutte engagée autour du traité de commerce. Le nombre des pamphlets alla croissant, pamphlets surtout politiques, où l'auteur adresse ses recommandations aux électeurs, leur demandant de ne choisir comme membres du Parlement que « de vrais amis du commerce anglais » (3) et donne la liste de ceux qui ont voté pour ou contre le bill. Ces diverses publications n'apportent pas d'arguments nouveaux pour combattre le libre échange avec la France ; elles font surtout l'éloge des négociants avec l'étranger, qui « sont les seuls vrais juges du commerce », et apparaissent « comme autant de sentinelles placées auprès de toutes les nations du monde pour veiller sur la Grande-Bretagne et la défendre » (4).

Les élections se firent au milieu de la plus vive agitation. Les réunions furent tumultueuses ; les candidats whigs qui s'étaient posés en défenseurs exclusifs de l'industrie nationale et portaient de la laine à leurs chapeaux, déclamaient contre le traité de com-

1. *The Examiner*. *The Guardian* (n° 170). *The Englishman* (n° 3).

2. Un pamphlet *The late Tryal and conviction of Count Tariff* est attribué à Addison.

3. *Cautions to those who are to choose Members to serve in Parliament*.

4. *The Englishman*, n° 3.

merce (1). A Londres « le poll dura douze jours. Pendant toute l'opération qui se fit au milieu des interruptions et de cris divers, il y avait autant de bruit que si plusieurs marteaux de forges avaient travaillé au Guildhall » (2). Le ministère conserva à peu près la même majorité, mais il n'osa soumettre de suite au nouveau Parlement le bill de commerce. Il préféra attendre la réunion de la commission franco-anglaise, espérant qu'elle pourrait aplanir les obstacles à une nouvelle discussion.

Les conférences (3) entre les délégués de la France et de l'Angleterre, plusieurs fois ajournées, s'ouvrirent enfin le 27 février 1714 (nouveau style). Mais, dès le début, l'entente se révéla comme impossible, tellement les deux points de vue étaient divergents. Les commissaires français n'avaient pas de pleins pouvoirs, pour interpréter et expliquer les articles du traité, sur lesquels pourraient s'élever quelques doutes, toutes les concessions réciproques ayant été fixées d'une manière définitive dans la Convention d'Utrecht du 9 mai (28 avril) 1713. Les commissaires anglais étaient au contraire autorisés à conclure même un nouvel accord. La Grande-Bretagne cherchait à reprendre en sous main les négociations relatives à l'article 9 et à obtenir des conditions plus

1. *Merc.*, nos 136, col. 4 et 163.

2. *A Vindication of the late House*, préf.

3. Les principales pièces relatives aux discussions des commissaires sont réunies à la fin du *British Merchant*, t. III, p. 279-324; *Nég. angl.*, II, p. 409. Voir aussi Ségur-Dupeyron, *Négociations commerciales*, p. 323-337.

favorables. Louis XIV voulait s'en tenir aux termes des divers actes signés par les plénipotentiaires.

Le 10 mars les commissaires anglais formulèrent trois propositions : 1^o que, si les articles 8 et 9 ne recevaient pas d'exécution, le reste du traité devait conserver toute sa vigueur ; 2^o que les termes « denrées et marchandises » de la Grande-Bretagne, de l'article 9, comprenaient toutes sortes de marchandises aux sujets de Sa Majesté Britanique ; 3^o que la clause de la nation la plus favorisée s'étendrait également aux quatre espèces de marchandises exceptées du tarif de 1664. Le premier point fut assez facilement accepté par la France. Mais les deux suivants, qui constituaient les amendements apportés au bill par le Parlement, rencontrèrent l'opposition la plus opiniâtre. Les commissaires français alléguèrent qu'ils ne pouvaient rouvrir une nouvelle discussion sur les quatre espèces de marchandises exceptées, que la question avait été entièrement et définitivement réglée par la convention du 9 mai. Quant à la prétention d'assimiler les marchandises des Indes et d'Orient réexportées par l'Angleterre aux marchandises anglaises, qui avait paru inadmissible au *British Merchant*, la France refusa absolument de l'accepter.

Des discussions stériles se prolongèrent pendant trois mois sans apporter aucun résultat. Bolingbroke vint présider les travaux des commissaires, mais il ne parvint pas à concilier les deux points de vue opposés. Il ne put obtenir non plus un équivalent pour l'exclusion des marchandises des Indes et d'Orient.

Il dut mettre fin à la conférence en déclarant qu'il n'y avait plus rien à faire et qu'il craignait de voir les malintentionnés proposer de nouvelles mesures pour arrêter tout commerce avec la France (1).

L'échec du gouvernement tory devant les commissaires français rendait impossible une nouvelle discussion du bill. Le Parlement fut congédié, avant d'avoir eu à examiner la question commerciale. Les discussions entre ses divers membres augmentaient encore les embarras du ministère. Le 27 juillet, Harley, alors comte d'Oxford, se séparait de Bolingbroke. La chute du protecteur de Defoe coïncidait avec la disparition du *Mercator* (20 juillet), privé désormais de documents officiels. Dans son dernier numéro ce journal soutenait vainement que le traité serait bientôt appliqué. Les ministres étaient désormais impuissants à faire triompher leur politique commerciale. Les événements se précipitaient. La reine Anne et Louis XIV mouraient successivement et Bolingbroke était forcé de fuir le continent, poursuivi pour avoir signé une paix honteuse.

1 Ségur-Dupeyron, *Nég. com.*, p. 350.

CHAPITRE VI

INTÉRÊT DES POLÉMIQUES

Des longues et vives controverses qui s'engagèrent autour du traité d'Utrecht, nous pouvons maintenant tirer quelques conclusions générales. Nous cherchons à déterminer quel est l'intérêt, quelle fut l'influence des publications que nous avons analysées.

On ne saurait attribuer une grande valeur scientifique aux journaux et aux pamphlets parus en ces circonstances. Les négociants de Londres groupés autour d'Henry Martin ne fondent pas le *British Merchant*, pour y exposer des principes mûrement réfléchis, mais pour y défendre leurs intérêts menacés, quelques-uns même peut-être pour y servir les desseins de leur parti. Defoe et ses collaborateurs n'ont d'autre but que de faire triompher à tout prix un bill soumis au Parlement. Les écrivains des deux partis n'ont ni le temps, ni le souci de faire d'actives et d'impartiales recherches. Ils font preuve de plus de passion que de force de pensée, de plus de verve que de bonne foi, recourant souvent aux arguments

les plus gros et à des invectives personnelles. Le *Mercator* se plaint de la tournure qu'ont prise les débats. « On n'a pas discuté sur le chapitre du commerce en commerçants mais en politiciens ; l'excitation a été telle, que nous avons tout à fait ruiné notre démonstration par nos querelles et nos passions. Nous parlons de commerce, comme si nous parlions de bataille et de sang, tout en rage, avec injures et violences, tandis que sur le commerce qui est un sujet de paix, on devrait s'exprimer paisiblement et en faisant abstraction de toute influence des autres querelles » (1).

Mais si ces publications ne méritent qu'une place secondaire dans la littérature économique, elles contribuent toutefois à nous faire mieux connaître la pensée et la pratique mercantilistes et elles offrent de précieux documents pour l'histoire du commerce anglais.

Le *British Merchant*, les brochures qui l'ont précédé, ne sauraient être négligés si l'on veut étudier la doctrine de la balance du commerce. Sans doute ils n'ajoutent guère à l'exposé théorique qu'en avait donné Thomas Mun ; ils se contentent le plus souvent d'en rappeler les points les plus importants. Leur véritable intérêt est de nous montrer comment les principes furent appliqués dans la pratique et comment l'Angleterre en fit la base de sa politique commerciale. La jalousie contre la France, qui

1. *Mercator*. n° 175, col. 4.

entraîne « un siècle de rivalité gigantesque » (1) sur le terrain économique comme sur le terrain politique, la conclusion du traité de Methuen et la vénération dont on l'entoure sont les plus parfaites illustrations du système propagé par les écrivains anglais ; nulle part elles ne sont mieux mises en lumière que dans le *British Merchant*.

Le *Mercator* nous fait assister au mouvement de réaction contre les excessives sévérités du protectionnisme mercantile. Il adresse un vigoureux réquisitoire contre le régime de prohibitions et en particulier contre les mesures qui paralysent tout échange avec la France. Mais ce ne sont pas des idées nouvelles qu'il oppose à celles des ses adversaires. Il accepte la doctrine de la balance du commerce, bien qu'il montre que le chiffre des importations et des exportations n'est pas le seul élément à faire entrer dans la balance des comptes internationaux. Il apporte également bien des réserves aux larges principes qu'il pose. Il admet la nécessité de sévères restrictions à l'entrée des produits manufacturés, tant qu'elles n'aboutissent pas à fermer les marchés étrangers. Et s'il s'élève avec rigueur contre toute entrave à l'exportation, il réclame le maintien des mesures sévères pour arrêter la sortie de la laine.

Des panégyristes de Defoe ont voulu voir en lui le « premier avocat du libre échange » (2). Mais sa col-

1. Seeley, p. 32.

2. Lee, I, p. 214.

laboration au *British Merchant*, ses diverses brochures ne permettent guère de lui attribuer ce titre. Dans sa *General History of Trade*, il donne clairement à entendre qu'il n'est pas de ceux, « qui veulent supprimer les droits de chaque côté et laisser le commerce libre et sans autre entrave que des impositions modérées, qui ne puissent être une gêne ni pour le consommateur ni pour l'exportateur » (1). L'argument qu'il ne cesse d'invoquer en faveur du traité d'Utrecht, c'est que l'Angleterre y obtenait un tarif modéré pour ses marchandises, mais qu'elle conservait des droits élevés sur les marchandises françaises. A vrai dire il a abordé toute cette question en polémiste habile et non en économiste ; il n'est pas toujours aisé de reconnaître s'il veut battre ses adversaires avec leurs propres armes ou s'il est imbu des mêmes préjugés. Toutefois Defoe mérite de prendre place parmi les mercantilistes modérés, qui depuis Child n'ont apporté que des corrections aux théories régnantes, mais ont dénoncé les procédés de la politique économique en vigueur. Defoe n'apparaît pas comme un précurseur de l'école de Manchester, il fut, lorsque le protectionnisme le plus étroit triomphait, le défenseur d'une relative liberté des échanges, d'un commerce « ouvert » à toutes les nations (2).

Partisans ou adversaires du traité d'Utrecht portent principalement le débat sur le terrain des statistiques

1. *General History of Trade* (sept.), p. 5-6.

2. « Open trade » et « free trade » sont synonymes dans le plaidoyer du *Mercator*.

douanières. Aussi leurs publications sont-elles une source de très utiles renseignements. Le *Mercator*, qui pouvait prendre communication des documents officiels, présente un grand nombre de tableaux relatifs aux diverses branches du commerce avec la France, aux navires qui y sont employés, aux résultats du traité de Methuen; de bonne heure il remplace les annonces en dernière colonne de chaque numéro par la liste des exportations journalières du port de Londres à destination de la France et des Flandres, le compte de l'argent en lingot expédié en Hollande (1). Le *British Merchant* répond aux chiffres du *Mercator* par d'autres chiffres, états de la balance du commerce, résumés des importations ; il contient également maintes statistiques intéressant l'état de l'industrie anglaise, le taux des salaires.

Mais ce ne sont pas des informations qui puissent être acceptées sans contrôle. Les administrations, quand elles consentent à les livrer, ont peu de documents à fournir et encore sont-ils sujets à caution. En 1696 il est nommé un inspecteur des importations et des exportations, mais les livres de la douane ne sont pas tenus avec méthode. Les fondateurs de l'arithmétique politique, Petty, Gregory King, Davenant, n'ayant à leur service qu'un petit nombre d'éléments, ont dû, pour y suppléer, faire preuve souvent d'une audacieuse ingéniosité, mais du moins le tempéraient-ils par de l'esprit logique et un grand souci de l'impartia-

1. A partir du n° 70.

lité. Ceux qui bataillent autour du commerce de France songent à frapper beaucoup plus qu'à éclairer l'opinion. Leurs calculs ne sont pas toujours dignes de foi et encore moins sont-ils interprétés avec prudence. Toutefois comme chaque journal discute minutieusement les chiffres de son adversaire, il nous est permis de corriger les erreurs et de rétablir la vérité.

Des publications auxquelles le traité donna naissance, le *British Merchant* devait seul continuer à jouir d'un grand crédit. Charles King réédita en volumes l'œuvre collective des marchands de Londres « afin que la postérité, aussi bien que l'âge présent, pussent en recueillir le profit et savoir l'une et l'autre, à qui nous devons la préservation de notre commerce, d'où dépend la sécurité et la puissance de la Grande-Bretagne » (1). Le gouvernement whig qui avait récompensé les efforts d'Henry Martin, en le nommant inspecteur général des importations et des exportations à la mort de Davenant, n'épargna aucune sacrifice pour répandre le recueil de King. Sur l'ordre de Sunderland premier lord de la trésorerie « un exemplaire fut envoyé à tous les bourgs qui élisent des membres du Parlement et à tous les collèges des Universités pour l'usage des habitants » (2). Pendant la première moitié du XVIII^e siècle, l'ouvrage eut plu-

1. *B. M.*, préf. p. VIII.

2. *Calendar of Treasury Papers*, 1720-28, p. 155. King reçut paiement d'une somme de 1.171 l. 2 s. 6 d. pour l'envoi de 330 exemplaires.

sieurs rééditions (1) et on l'invoqua comme une autorité incontestable. John Smith en donna de longs extraits, « le *British Merchant*, écrit-il, n'a que trois volumes, mais de plus de valeur que deux cents plus ou moins importants qui ont été réunis pour constituer ces mémoires de la laine » (2). Forbonnais jugea utile de le faire connaître au public français. « Les plus saines maximes du commerce s'y trouvent rassemblées. Quoique les conséquences n'en soient pas toujours tirées avec justesse et que l'objet sur lequel elles s'appliquent soit aujourd'hui médiocrement intéressant pour nous, les particularités qu'elles amènent sont très instructives. Nous ne trouverons peut-être nulle part de quoi nous former une idée plus juste de la position du commerce dans ces tems là ; la connaissance en influe sur le tems présent, quoique beaucoup de choses aient changé, et les intérêts en sont encore les mêmes absolument. Nous y découvrons le génie de la nation, sa vigilance, ses lumières sur cette partie, enfin ces heureux principes dont la pratique constante, l'a conduite au point de grandeur que l'on connaît » (3). Le succès du *British Merchant* devait arrêter le progrès de la pensée économique vers le libre-échange.

1. 1721, 1743, 1748.

2. *Memoirs of Wool*, préf. p. X. L'auteur constate cependant avec regret que les conclusions pessimistes du *British Merchant* sur le commerce de la laine ont été oubliées, II, p. 107 et s.

3. *Négotiant anglois*, Discours prélim., XXVI.

Le *Mercator* au contraire ne tarda pas à tomber et pour toujours dans un oubli complet. Annalistes du commerce et historiens ne le mentionnent que comme l'œuvre inavouable d'un vil pamphlétaire. Et pourtant ce premier journal consacré à des questions économiques avait exprimé contre les pratiques mercantilistes le langage du bon sens, mais son argumentation avait été trop faible pour répondre d'une manière irréfutable aux défenseurs d'un protectionnisme outrancier.

Ce fut seulement soixante-dix ans plus tard, quand Adam Smith eut fait triompher la doctrine libérale, quand les fabricants eurent accompli la révolution industrielle, que l'Angleterre consentit à accepter les clauses du traité de commerce d'Utrecht. Celles-ci servirent en effet de base au traité de 1786. Eden, le négociateur anglais, fit cependant apporter deux graves corrections, la Grande-Bretagne en accordant à la France pour ses vins les droits payés par le Portugal (art. 6-1°) se réservait le droit de faire postérieurement avec cette nation un arrangement conforme au traité de Methuen (art. 7). De plus elle maintenait des droits élevés sur les soieries françaises. Quelques doléances se firent encore entendre parmi les classes industrielles et le parti whig. Mais cette fois-ci les protestations les plus vives devaient venir de France.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
BIBLIOGRAPHIE	V
CHAPITRE I. — <i>La doctrine de la balance du commerce et la lutte économique contre la France.</i> — Les négociants anglais et la doctrine de la balance du commerce. La politique sévèrement protectionniste du parti whig. La jalousie contre la France. L'acte de prohibition de 1678 et la guerre économique entre l'Angleterre et la France. Le traité de Methuen. La réaction contre le mercantilisme. La politique libérale du parti tory.	
	4
CHAPITRE II. — <i>Le traité de commerce.</i> — Préparation du traité. Rapport de Davenant. Négociations à Utrecht et à Paris. Les articles 8 et 9. Appréciation du traité. Le bill de commerce	
	21
CHAPITRE III. — <i>L'opposition au traité.</i> — Les pétitions. Les brochures et les pamphlets. Le <i>British Merchant</i> . Les principes exposés par les adversaires du traité, la doctrine de la balance du commerce. Arguments contre le traité, statistiques douanières, ruine des manufactures anglaises, perte des marchés étrangers, rupture du traité de Methuen. Conséquences du traité.	
	42
CHAPITRE IV. — <i>Daniel Defoë défenseur du traité.</i> — Son œuvre économique, son rôle dans la publication du <i>Mercator</i> . Critique des tableaux de la douane, de la politique de prohibi-	

	Pages
tions. Avantages du traité d'Utrecht. Les résultats du traité de Methuen	89
CHAPITRE V. — <i>L'échec du traité.</i> — Rejet du bill par les Communes. Echec de la Conférence	132
CHAPITRE IV. — <i>Intérêt des polémiques.</i> — Intérêt des publications, leur influence	143

VU :

Par le Président de la thèse,
A. DESCHAMPS.

VU :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

